

De la dévaluation de 1926 à la dévaluation de 1936

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Mai 1937, à 13 heures

PAR

Pierre BELGRAND

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

JURY { *Président* : M. TRUCHY, *professeur.*
 { *Suffragants* { MM. NOGARO }
 AFTALION } *professeurs.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1937

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

De la dévaluation de 1926 à la dévaluation de 1936

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Mai 1937, à 13 heures

PAR

Pierre BELGRAND

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY { *Président* : M. TRUCHY, *professeur.*
 { *Suffragants* { MM. NOGARO }
 AFTALION } *professeurs.*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}
158-160, Rue Saint-Jacques

1937



INTRODUCTION

Le désordre économique dans lequel vivait le monde, semble disparaître lentement : ses manifestations sont moins brutales ; chaque pays assiste à une reprise de l'activité générale, il s'efforce de la souligner afin de convaincre l'opinion publique et de ressusciter la confiance sans laquelle tout effort est voué à un échec.

Si le mal s'atténue dans ses causes, ses effets n'en ont pas été moins violents, et lorsqu'il faudra dresser le bilan des faillites qui, de 1929 à 1936 se sont suivies à un rythme accéléré, il y aura un instant de surprise.

Les Etats eux-mêmes se sont trouvés en face de difficultés constantes : pour les résoudre, toutes les mesures leur ont semblé permises parce que les théories jadis acceptées, ont été remises en question. C'est ainsi que le vieux dogme de l'étalon-or, base du commerce international, a subi au cours des années passées, des critiques et des attaques si violentes que les grandes devises s'en détachaient successivement.

Diminué en 1928 des quatre cinquièmes de son contenu métallique, notre franc devait, à la pensée de certains auteurs, échapper à la dévaluation que les Etats décidaient les uns après les autres. Cependant le 26 septembre 1936, il partageait le sort commun. Actuellement la décision est prise, elle est tombée dans le domaine du passé, mais il ne paraît pas sans intérêt d'étudier les principaux événements qui se sont écoulés entre la dévaluation de 1928 et celle de 1936. Nous pourrons ainsi porter un jugement sur la néces-

sité même de cette opération et mesurer la confiance que l'on peut avoir dans ce nouvel étalon des valeurs.

*
* *

Avant d'entreprendre cette synthèse de six années de crise, il convient de rappeler très brièvement quelle était la situation initiale de notre pays au double point de vue économique et financier.

Dans un discours prononcé à la Chambre des Députés le 3 février 1928, M. Poincaré montrait que la reconstruction de la production était, avec la réorganisation de notre monnaie, la seule condition d'un redressement français. Il est certain que c'était la « seule » condition, car le problème monétaire et le problème économique sont inséparables.

A la suite d'une longue période de dépréciation due au cours forcé et à l'inflation, conséquence de la guerre et de la politique d'après guerre, le franc ne cessait de perdre de la valeur sur les marchés étrangers. Mais dès le mois de décembre 1926, la chute de notre monnaie est arrêtée. Maîtresse des fluctuations du change, la Banque de France en fixe d'abord la valeur par rapport à la livre sterling et au dollar ; dix-huit mois plus tard, elle en assure la convertibilité en or : la loi du 25 juin 1928 fixait la teneur du franc français à 65 milligrammes 5 d'or fin au titre de 900 millièmes. Ce qui importait, c'était moins ce support métallique que le rapport établi entre notre devise et les monnaies mondiales : ce poids d'or représentait $1/124^e$ de la livre et $1/25^e$ du dollar : le Président du Conseil pensait que le salut de l'économie française nécessitait une cote de la livre à 124 francs et celle du dollar à 25 francs.

Au point de vue financier, M. Poincaré estimait que l'amélioration de cette monnaie devait être le résultat d'une politique d'ordre, et par conséquent d'ajustement des recettes aux dépenses : en fait l'exécution du budget de 1928 aboutissait à un excédent de 2.500 millions.

« M. Poincaré ne voulut pas faire et ne fit pas une expérience, il a accompli une œuvre conçue suivant un plan d'ensemble et dont le pivot était l'obtention de l'équilibre budgétaire. En outre, il organisait un amortissement obligatoire par l'intermédiaire d'une caisse ayant, après décision constitutionnelle, une autonomie et qui devait permettre de réduire d'année en année le montant de la dette publique » (1).

Les résultats de cette politique se manifestent dans les fluctuations de l'indice général de l'activité économique qui avait fléchi de 131 en octobre 1926 à 104 en avril 1927, il devait se relever progressivement jusqu'à atteindre 143 et 144 dans les cinq premiers mois de 1930.

Tel est le point de départ.

Pour nous diriger dans la succession des événements qui nous ont conduit à la fin du mois de septembre 1936, nous nous rappellerons que ces 5 années furent une période de crise, c'est-à-dire de baisse des prix, et nous étudierons successivement :

TITRE I. — *L'isolement monétaire de la France.*

TITRE II. — *La défense du marché intérieur et ses rapports avec la situation du franc.*

TITRE III. — *La politique budgétaire et les causes mêmes de la dévaluation.*

(1) M. Germain-Martin : *Le problème financier 1930-1936*, page 21.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TITRE I

L'ISOLEMENT MONÉTAIRE
DE LA FRANCE

L'année 1931 est le prélude d'une histoire économique mondiale : pendant les dix années qui suivirent la guerre, les principaux Etats demeurèrent en principe fidèles à l'étalon-or. Cependant ils restaient influencés par la politique d'isolement qu'ils avaient adoptée pendant les hostilités, ce nationalisme s'était particulièrement manifesté au cours des différentes restaurations monétaires : alors qu'une coopération internationale eût été possible en 1925, les Etats-Unis préférèrent maintenir leurs prix à un niveau élevé, l'Angleterre resta préoccupée par ses intérêts financiers et la France, écrasée sous le poids d'une dette publique qui paralysait l'industrie et le commerce, consolida une dévaluation des quatre-cinquièmes : triple intérêt divergent qui est une des causes de la crise monétaire.

Mais à partir de 1931, nous assistons à un mépris total de la conception même de la « monnaie ».

De tout temps, il semble que la seule préoccupation économique des peuples fut de s'assurer une situation favorable dans le monde par l'orientation qu'ils donnaient à leur production et par l'application d'un tarif douanier approprié. La monnaie était véritablement un intermédiaire dans les échanges. Mais la guerre a détruit l'équilibre mondial, seules des mesures très énergiques auraient pu provoquer un retour à l'ancien état de choses. Et c'est alors qu'à l'entente — solution pacifique — succéda une politique égoïste, chacun considérant sa propre monnaie comme le moyen de se constituer certains avantages au détriment des autres pays. Cette lutte que les Instituts d'Emission allaient entreprendre devait être d'autant plus acharnée qu'elle se développait dans une période d'effondrement des prix : avant 1931 « toute une série d'efforts se sont conjugués pour empêcher la baisse. Le résultat a été que les prix sont restés

rémunérateurs alors que l'équilibre du marché était complètement rompu ; on a donc en dépit de cette situation continué à produire, un moment est venu où s'est réalisée la conséquence normale de cet état de choses : les prix se sont effondrés » (1).

Cette baisse, de l'avis même de certains économistes, (voir entr'autres M. Nogaro : « les prix agricoles mondiaux et la crise ») devait se faire sentir depuis 1926. Mais de nombreuses mesures ont été prises pour l'arrêter, et en 1928, les prix français s'alignent sur les prix anglais et américains qui sont « déjà » arbitraires. Lorsqu'en 1929, la panique de Wall Street est l'annonce même de la crise effective, les nouvelles théories monétaires vont être appliquées, ce sont elles qui légitimeront les différentes dévaluations que nous allons étudier. Quelqu'en soit le motif, nous ne craignons pas de dire qu'elles furent toutes considérées par les pays qui les décrétaient, comme un remède effectif à la baisse des prix qu'engendrait la crise et qu'elles laissèrent la monnaie française dans une situation particulièrement délicate.

CHAPITRE I. — *De la dévaluation de la livre à la Conférence de Londres.*

CHAPITRE II. — *La Conférence de Londres.*

CHAPITRE III. — *Naissance et désagrégation du bloc-or.*

(1) Paroles prononcées par M. Pommeroy sur « la crise et le mouvement des prix » au Comité des experts de la Chambre de Commerce Internationale, réunion d'octobre 1932.

CHAPITRE I

De la dévaluation de la livre à la Conférence de Londres

I. — LA DÉVALUATION DE LA LIVRE

La restauration de la livre sterling, après la guerre, est l'histoire même d'un peuple qui sacrifie l'intérêt de son commerce à l'intérêt de ses finances. La justification en est faite par la situation qu'occupe la Grande Bretagne dans le monde : véritable « clearing-house » de l'univers avant 1914, elle entendait le rester en 1919, c'est pourquoi Lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre, décida de redonner à cette devise, diminuée par l'inflation, son prestige ancien. A cet effet, Londres a maintenu constamment son taux de l'escompte à un niveau sensiblement supérieur à celui des Banques Fédérales de Réserve, elle attirait ainsi les capitaux qui contribuaient à rétablir la monnaie et les finances des Etats Centraux, elle effectuait en même temps de nombreuses émissions de valeurs, emprunts accordés aux Dominions dont la balance des comptes était chroniquement déficitaire.

Mais à l'automne 1930, à la suite de l'effondrement des cours du blé, les pays danubiens ne purent rembourser ces prêts, le « Crédit-Anstalt » sombrait, les banques allemandes étaient en péril, immobilisant plus de 100 millions de livres. La situation du sterling devait s'en ressentir : les

efforts de la Banque de France et du Federal Reserve Board demeurèrent impuissants : le 21 septembre 1931, la livre se détachait de l'or.

Cette chute déprécia brusquement l'encaisse des Instituts qui avaient une couverture partielle en sterling et rendit impossible le maintien de la convertibilité de leurs billets : c'est alors, du mois de septembre au mois de décembre 1931, l'abandon de l'étalon-or par la Norvège, la Suède, le Danemark, la Finlande, le Japon, et il serait trop long de dresser ici la liste des pays qui, pendant ces trois mois, ont introduit des restrictions au trafic de leurs devises (1).

En même temps, les Banques Centrales qui possédaient des effets sur Londres s'empressèrent de les vendre, et le sterling devenu une monnaie errante, se trouva sujet à de larges fluctuations dues aux mouvements inopinés de capitaux, déterminés par les appréciations différentes concernant l'avenir de la livre et qui n'étaient pas sans gêner considérablement les opérations commerciales et financières de la Grande Bretagne. C'est pourquoi dans l'intérêt de la City, Londres désira donner à la livre un cours favorable à la circulation des marchandises et des capitaux. Le « Fonds britannique d'égalisation des changes » fut créé, dont le fonctionnement servit dès lors de modèle aux futures dévaluations. Cet organisme dont l'utilité fut tout d'abord de réapprovisionner le stock du métal jaune de la Banque d'Angleterre, fut doté de 150 millions de livres sous forme de « Treasury Bills » : ainsi, lorsque les spéculateurs soutenaient la hausse de leur monnaie, le « Fonds d'égalisation » donnait des bills contre des devises convertibles en or : les

(1) Cf. *Revue d'Economie politique*, avril 1932, page 295.

réerves se reconstituaient lentement et les mines d'or continuaient de trouver acheteur sur la place de Londres.

Par contre, ce « Fonds d'égalisation » entravait les effets funestes de la spéculation en pratiquant une politique qu'il était difficile de prévoir, car son intention principale était peut être moins de stabiliser la livre comme on le croit trop souvent, que de la « diriger » dans un sens favorable aux intérêts anglais : pour faire monter le cours du sterling, il suffisait de restreindre l'offre des devises et de la fixer à un niveau inférieur à la demande ; pour le faire baisser, on se bornait à multiplier les offres de livres.

De plus, le Gouvernement anglais dont l'autorité est incontestable, arrêta toute menace d'inflation, et décida d'exercer une influence directe sur les prix de revient (1). Les inconvénients de la dévaluation étaient évités, tandis que les marchés extérieurs alimentaient davantage l'économie d'outre-Manche.

Grâce à sa politique monétaire, l'Angleterre s'assurait des débouchés, elle n'avait cependant pas encore trouvé la solution de la crise mondiale : cette période se caractérisait par une baisse des prix-or, qui n'avait cessé de s'accroître de 1929 jusqu'au début de 1933 et qui se traduisait par une diminution sensible du pouvoir d'achat. Le remède que les économistes cherchaient, devait entraîner la hausse des prix, hausse internationale naturellement, c'est-à-dire hausse des prix or. Si les expériences de monnaie dirigée avaient échoué aux Etats-Unis en 1929, il ne fallait pas les condam-

(1) Il est inutile d'insister sur la réduction de l'Income tax et des impôts locaux, sur l'effort d'équilibre budgétaire et les importantes opérations de conversion qui ont amorcé une baisse du taux de l'intérêt. (Conversion du 5 % du War Loan en 3.5 %, taux d'intérêt ramené de 6 % à 2 %).

ner à priori, et le plan qu'élaborait intérieurement l'Angleterre était le suivant : demander aux Etats de maintenir les devises à leurs parités actuelles, mais obtenir de leurs Instituts d'Emission, la multiplication du crédit, l'abaissement des taux d'intérêt, afin d'augmenter le volume des dépôts et de la monnaie scripturale. Il suffirait de décider les Banques de France, de Belgique, de Hollande, de Suisse à agir ainsi : quant à la monnaie anglaise, par ses variations, elle pourrait offrir aux pays arriérés des prix plus avantageux, et prendre la majeure partie des commandes suscitées par la reprise des affaires. C'était une solution de la crise grâce au facteur monétaire, seulement l'Angleterre oubliait qu'elle n'était pas seule en cause.

II. — LA DÉVALUATION DU DOLLAR

A ce programme du reste, les Etats-Unis voulurent bien souscrire en partie : le 8 mars 1933, le Président Roosevelt avait succédé au Président Hoover, et déclarait qu'il voulait avant tout un dollar « sain » ; qu'entendait-il par là ? Etait-ce l'amorce d'une politique de déflation budgétaire ? Mais les fermiers de l'Ouest voyaient mal le soulagement immédiat qu'une telle opération leur apporterait. Les Etats-Unis voulaient plutôt désigner par ce mot une définition du dollar telle que le niveau des prix de 1926 l'établissait. C'était une jolie périphrase pour signifier la volonté du nouveau continent de remédier à la crise par une intervention monétaire : dévalorisation et inflation des moyens de paiement pour engendrer la hausse des prix « l'attente de quelque chose, et déjà on disait que ce quelque chose ne pouvait être que l'inflation, partait du Congrès, s'emparait peu à peu du pays et revenait au Congrès

chargé de toutes les effluves qui accompagnent les manifestations de l'anxiété collective » (1).

Cet état d'esprit n'aurait peut-être pas suffi, il a fallu qu'autour du Président Roosevelt se trouvent des conseillers qui élaboraient un plan en prétendant qu'il correspondait au besoin de ce pays. Si l'idée du « Brain's Trust » n'est pas sans précédent, sa conception n'en est pas moins originale : peut-être réunit-il des hommes assez blasés par le spectacle d'une vie qu'ils ressentent comme « trop quotidienne » pour imaginer une transformation économique qui imposerait de nombreux sacrifices. Etat d'esprit assez néronien, attirant par ses conceptions de croisade ou de révolution, mais qui ne pourra être jugé que lorsque l'expérience sera terminée...

L'Angleterre voulait à tout prix conserver l'avantage de sa dévaluation. Les Etats-Unis suivirent la même voie dans le but de sauver l'agriculture qui pliait sous le poids des dettes et que l'exigence des banques menaçait d'une faillite générale ; le 6 mars 1933, l'embargo sur l'or est proclamé.

Le 5 avril, la convertibilité des billets est subordonnée à l'octroi d'une licence délivrée par le secrétaire du Trésor.

Le 19 avril 1933, le dollar est détaché de l'or à son tour, et le 28 avril le Congrès accorde au Président les pleins pouvoirs monétaires en vue d'assurer la hausse des prix. L'étude du texte même de l'amendement nous aidera à comprendre en quoi allait consister cette seconde tentative américaine de direction du crédit.

Chaque fois que le Président trouve après enquête :

(1) Roger Nathan : « Après la dévaluation du dollar », *Europe Nouvelle*, 29 avril 1933.

1° Que le commerce des Etats-Unis souffre de la dépréciation de la valeur de l'or de n'importe quel Gouvernement.

2° Ou bien qu'une intervention s'impose pour régler et maintenir la parité des émissions de monnaie aux Etats-Unis.

3° Ou bien qu'un danger économique exige une expansion de crédit.

4° Ou bien qu'une expansion de crédit est nécessaire pour assurer par une entente internationale, la stabilisation à des niveaux convenables des monnaies de divers Gouvernements.

Dans tous les cas :

1° Le Président est autorisé à agir sur les Banques Fédérales de Réserve pour les amener à acheter, nonobstant toute disposition contraire de la législation antérieure, des obligations d'Etat, jusqu'à concurrence de 3 milliards de dollars en plus de ce qu'elles détenaient.

2° Le Président est autorisé à émettre des billets des Etats-Unis jusqu'à concurrence de 3 milliards de dollars.

3° La frappe de monnaie d'argent est autorisée à un taux déterminé par rapport à l'or.

4° Le Président est autorisé à réduire le poids de dollar-or jusqu'à concurrence de 50 %.

Le « Brain Trust » prétendait que les débiteurs sentiraient leur fardeau allégé, mais sans préciser comment s'acquitteraient tous ceux qui avaient introduit dans leur contrat une clause-or, aussi le 29 mai fut votée une résolution abolissant la « clause-or » dans tous les contrats publics et privés afin d'assurer une valeur uniforme aux monnaies des Etats-Unis.

Toute cette politique avait un double but : assurer la hausse des prix et faire varier le dollar de façon à neutraliser la politique de l'Angleterre.

Les règles de l'étalon-or étaient une fois encore délaissées : les Etats-Unis avaient opéré leur dévaluation alors que le dollar pouvait résister victorieusement à toute pression extérieure : l'encaisse des Banques d'émission était supérieure à 60 % des billets en circulation et des dépôts qu'elles centralisaient (1), le pays restait toujours créancier du monde, sa balance commerciale en 1932 comme pendant les trois premiers mois de 1933 était en excédent. Opérer une dévaluation dans cette atmosphère, c'est bien soumettre la monnaie à un désir arrêté : enrayer la crise.

A la fin d'avril 1933, livre et dollar n'étaient plus rattachés à l'or, ce fut par des diminutions partielles et successives de leur pouvoir d'achat, que ces deux devises allaient dès lors lutter l'une contre l'autre. Et pourtant non seulement une trêve, mais une véritable paix allait leur être proposée, du reste, le Président Roosevelt avait affirmé qu'il n'avait d'autre volonté que de trouver une base nouvelle de stabilisation aux monnaies errantes. Les faits allaient permettre de juger la sincérité des paroles.

(1) Bien qu'étant donnée la masse de monnaies bancaires existant dans ce pays, il est certain que la couverture métallique des billets peut être excédentaire sans que l'on ait pour cela l'assurance que des retraits de dépôts occasionnés par une panique puissent être immédiatement satisfaits.

CHAPITRE II

La Conférence de Londres

I. — LE PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

En novembre 1932 M. Mac Donald avait déjà lancé l'idée d'une Conférence Economique Internationale. Elle rentrait du reste dans le cadre du programme économique de l'Angleterre tel que nous l'avons résumé un peu plus haut : remédier à la crise par une hausse des prix-or. C'était aussi le vœu de la Chambre de Commerce Internationale : dans son 7^e congrès bisannuel de Vienne, elle avait étudié les différents points qui pouvaient faire l'objet d'une conférence internationale. Sur la question des prix, elle avait décidé que chaque Gouvernement devait contribuer à stimuler une hausse des prix des produits de base en créant, par la suppression des restrictions, des conditions favorables à la reprise des échanges mondiaux. Elle spécifiait du reste « qu'il fallait arrêter toute nouvelle augmentation de la production des produits de base dans la mesure où une telle augmentation entraverait le redressement des prix et la reprise du commerce » (1).

Le deuxième objet de cette conférence, devait tendre à l'établissement d'une politique douanière poursuivie en

(1) C. C. I. : *La conférence monétaire et économique*, août 1933. Brochure n° 84, page 7.

commun par l'abaissement des tarifs et la reprise des mouvements internationaux de marchandises.

Enfin et c'était le grand travail que devait se proposer cette future réunion : « stabiliser les monnaies, et établir des conditions nécessaires au fonctionnement satisfaisant d'un étalon monétaire international stable » (1).

En un mot, le problème à résoudre par cette conférence était celui de la dépression économique ; il a été clairement posé par M. Mac Donald et par M. Daladier ; les deux premiers ministres ont rappelé les douloureux effets de la crise : accroissement des chômages qui frappent une trentaine de millions d'ouvriers, affaiblissement continu des échanges internationaux, diminution des revenus nationaux qui a pu atteindre dans certains pays de 30 à 40 %, sans parler des déficits budgétaires.

Les différentes mesures prises par le Président Roosevelt retardèrent l'ouverture de la conférence. Mais le 8 mai 1933, des Etats-Unis est lancé le message suivant : « La baisse du dollar se poursuivra jusqu'à ce que la charge des dettes soit ramenée au niveau d'avant crise, la Conférence de Londres ne doit échouer à aucun prix, elle doit rétablir l'ordre au lieu du chaos notamment par la stabilisation monétaire ».

Mais comment réaliser cette stabilisation ?

La méthode qui conduit à la restauration du change est bien connue, nous l'avons vu fonctionner normalement après la guerre : « Il faut rendre les monnaies fiduciaires convertibles en monnaie étrangère dans la mesure où peut l'exiger le règlement des transactions avec l'extérieur, on y parvient par la constitution d'un stock d'or ou de devises

(1) *Ibid.*, p. 5.

qui permet de fournir des moyens de règlement sur l'étranger à un taux fixe » (1).

Si le principe était théoriquement facile, la réalisation pouvait se heurter à deux sérieuses difficultés ; la plus délicate était le choix d'un taux de stabilisation : l'Angleterre et les Etats-Unis entendaient conserver chacune le bénéfice de leur politique antérieure, il était à craindre que ces pays ne puissent facilement se mettre d'accord sur l'établissement du rapport d'échange définitif entre leurs unités monétaires respectives.

Le second point qu'il fallait éclaircir, faisait état des rapports entre pays dévaluateurs et pays fidèles à l'étalon-or. Nous avons vu que l'activité des premiers leur assurait des prix plus avantageux sur le marché international au détriment des seconds, qu'allait-on accorder à ces derniers pour rétablir l'équilibre ? On ne pouvait songer aux tarifs douaniers compensateurs ni aux surtaxes de changes puisque le but de la conférence tendait aussi à les restreindre.

Nous voyons combien sur le seul problème monétaire, devaient être nombreuses les difficultés, elles étaient toutes relatives à ce fait qu'il fallait trouver un point de contact entre des pays dont les intérêts sont divergents. Ce fut l'origine de la faiblesse de nos grands organismes internationaux. La Conférence de 1933 allait-elle y échapper ?

II. — ETATS-UNIS ET GRANDE-BRETAGNE

Le 12 juin, 64 pays étaient représentés au musée géologique de Kensington pour la cérémonie d'inauguration par le roi Georges V. Tous les espoirs étaient tournés une fois encore vers Londres.

(1) B. Nogaro : *Europe Nouvelle*, 8 juillet 1933.

Les experts britanniques avaient déclaré que tout effort sérieux pour rétablir l'étalon-or serait vain tant que la menace des dettes politiques pèserait sur son fonctionnement ; il fallait donc que les pays intéressés arrivent à un règlement satisfaisant sur cette matière. Un moratoire fut proposé, cependant que le Président Roosevelt publiait une note où il précisait que les pays débiteurs n'ayant fait face à l'échéance du 15 juin étaient en défaut, il laissait entendre qu'il ne négocierait pas tant que la question des paiements suspendus ou différés n'aurait pas été réglée d'un commun accord.

Il fallait aussi établir les bases d'une trêve monétaire que l'on aurait prolongée pendant la durée de la conférence, elle fut proposée au taux de : 86 francs = 1 livre = 4 dollars ; or les Etats-Unis désiraient ramener les prix au niveau de 1926, c'est-à-dire établir la parité : 1 livre = 4 dollars 86.

Le niveau arrêté était inférieur aux prétentions du Président Roosevelt, aussi une dizaine de jours après l'ouverture de la Conférence, on apprenait que le gouverneur de la « Federal Reserve Bank » de New-York quittait Londres : l'arrangement avait été jugé inadmissible, les Etats-Unis voulaient agir seuls.

C'est qu'en effet, par dessous les agitations de surface, c'était toujours le même mobile qui entraînait en action. Il faut l'apercevoir dans le programme inauguré en cette journée d'avril où les Etats-Unis abandonnèrent l'étalon-or. La décision qu'ils venaient de prendre faussait les données initiales de l'effort de collaboration internationale.

Sans entrer dans l'explication de ce qui s'appelle dès lors « l'expérience Roosevelt » nous savons qu'elle devait ramener les prix américains au niveau de 1926, et relever les cours effondrés par la crise dont le niveau ruinait les

débiteurs, particulièrement les cultivateurs. La dévaluation du dollar devenait un moyen de réaliser ce désir. Or, deux solutions se présentaient : ou bien la faculté de dévaluer la monnaie américaine afin de relever les prix de vente et les prix de revient s'exercerait en vase clos, excluant au besoin du marché national toute concurrence étrangère : comment dès lors parler de collaboration internationale ? Ou bien, la dépréciation du dollar, n'étant pas suivie de près par une hausse correspondante des salaires et des prix de revient, augmenterait au moins pour un temps, les possibilités de concurrence des Etats-Unis sur le marché mondial, et c'est la lutte économique plus âpre que jamais.

A cette seconde éventualité, la Conférence s'était efforcée de parer au moyen d'un projet de trêve monétaire, aussitôt rejeté nous l'avons vu, par le Président Roosevelt. L'expérience américaine avait pris une telle ampleur que toute éventualité d'arrêt dans la chute du dollar paralysait immédiatement cette montée des marchandises et des valeurs à laquelle tout était subordonné désormais. La trêve avait été repoussée, parce qu'elle faisait obstacle à la liberté de mouvement nécessaire pour mener à bien une expérience d'économie dirigée allant de pair avec une monnaie dirigée.

L'instabilité du dollar était une partie du programme américain, le Président Roosevelt n'entendait pas sacrifier ses efforts aux désirs de la Grande-Bretagne.

III. — *GRANDE-BRETAGNE ET MONNAIES CONVERTIBLES EN OR*

La thèse anglaise n'était du reste pas très différente de la théorie d'outre-Atlantique : M. Chamberlain demandait que les Banques Centrales d'Emission fussent autorisées à

suivre une politique plus libérale de crédit et d'argent à bon marché. Dans la pensée du Gouvernement britannique, l'or devait être retiré de la circulation intérieure pour ne servir qu'aux règlements extérieurs, la couverture métallique des billets devait être abaissée ; ainsi, dégagées des obligations trop rigides, les Banques Centrales pourraient favoriser des emprunts internationaux et l'on proposait même une « redistribution » de l'or dont la France aurait été la victime.

Cette thèse répondait à un double désir : l'inflation fiduciaire devait faire remonter les prix intérieurs au niveau d'avant la crise, d'autre part, cette tentative d'inflation, quelqu'en soit le prétexte, était incompatible avec la stabilité monétaire, et cette même instabilité était pour la Grande-Bretagne le seul moyen de se constituer des avantages sur le marché mondial.

La notion de monnaie, intermédiaire des échanges, commune mesure des valeurs et réservoir de pouvoir d'achat, disparaissait et faisait place à une conception nouvelle où prédominait le souci d'augmenter par des dépréciations successives, les débouchés des industries exportatrices.

C'est pourquoi l'Angleterre se tourna à ce moment vers les monnaies restées convertibles pour tenter une manœuvre qui entraînerait une dévaluation et une inflation ultérieure : la Banque de France était légalement obligée de vendre ou d'acheter n'importe quelle quantité d'or au prix invariable de 536 francs l'once (1), aussi le 21 juin, la Banque d'Angleterre offrit de prendre l'or produit par les mines à 537 francs ; en même temps, troublés par les menaces d'inflation, les spéculateurs s'efforcèrent d'obtenir des lin-

(1) L'once = 31 gr. 10.

gots et obligèrent même certains Instituts d'Emission à prendre des mesures conservatoires (refus de le livrer aux particuliers sauf pour les règlements d'une Banque d'Emission à une autre). Le franc suisse était amené au point de sortie de l'or, la cote du florin tomba brusquement à Paris de 1.020 à 1.005 francs. La Banque d'Angleterre par un important achat de métal jaune, continuait à accentuer la prime de l'or sur le franc et rendait dangereuse la situation des pays fidèles à l'étalon-or, aussi le 3 juillet les représentants des Banques Centrales de France, Suisse, Hollande, Belgique, Italie, Pologne, décidèrent de se protéger par une aide mutuelle, de maintenir leur change réciproque à la parité actuelle et de rester en étroit contact pour donner à la présente déclaration le maximum d'efficacité.

L'Angleterre avait accentué ainsi la divergence des groupes dès lors nettement délimités à la Conférence: Bloc-Sterling, Dollar, Bloc Or.

On ne pouvait plus sortir de l'impasse : laisser en suspens le problème monétaire pour s'attacher à l'étude du problème économique constituait un expédient de procédure qui aurait soulevé de vains débats.

Du reste, ce n'était pas le seul terrain sur lequel la tension se manifestait. La délégation allemande avait remis au bureau de la Conférence un long mémoire par lequel elle réclamait avec véhémence des colonies.

Un communiqué officiel émanant de la commission économique avait auparavant fait savoir au monde que la délégation américaine avait soumis à ladite commission un projet détaillé proposant une réduction générale de 10 %, qu'appliqueraient simultanément à leur tarif douanier toutes les puissances du monde : quelques heures après, l'un

des membres influents de la délégation annonçait que ce communiqué était sans fondement.

Sur tous les points le désaccord était flagrant, chaque égoïsme s'opposait à toute entente pacifique : les Etats-Unis eurent du moins la franchise de déclarer ouvertement leurs intentions ; au début de juillet, M. Cordell Hull communiquait un retentissant message où le Président déclarait expressément que la stabilisation n'était pas du ressort de la Conférence, que le maintien de la stabilité monétaire est une expérience purement artificielle et temporaire et qu'il est temps de substituer aux vieux fétiches des soi-disant banquiers internationaux, des efforts pour établir des devises nationales et leur donner un pouvoir d'achat qui ne varie pas sensiblement par rapport aux marchandises et aux besoins de la circulation moderne.

IV. — *FIN DE LA CONFÉRENCE*

Après la Conférence de Londres, on critique vivement l'attitude américaine et la position qu'avait prise la Grande-Bretagne, il n'en demeure pas moins que le projet de « stabiliser » les monnaies errantes était un peu chimérique.

Le dollar, d'après l'avis même du Chancelier de l'Echiquier était sous-évalué par rapport à son pouvoir d'achat intérieur. Les monnaies des pays du bloc-or, et le franc en particulier, étaient au contraire survaluées par suite du défaut d'adaptation de l'économie des nations encore ralliées à l'étalon métallique. « La Grande-Bretagne occupait une position intermédiaire entre ces deux extrêmes. Il ne lui restait plus qu'à garder une attitude d'observation en pré-

vision d'événements américains ou continentaux capables de remédier à la disparité observée sur ces marchés » (1).

Mais il est certain que cette place d'arbitre que l'Angleterre s'attribuait, n'avait été conquise que par la propre dévaluation de sa monnaie. C'est pourquoi l'expérience de Roosevelt avait reçu un accueil assez froid à Londres où la Cité, soucieuse de l'avenir de ses relations extérieures, considérait que le bénéfice réservé jusqu'ici vis-à-vis des Etats-Unis, par la baisse de la livre, risquait d'être anéanti par l'initiative de Washington. Aussi à mesure que le dollar s'effritait et aggravait par là-même la concurrence faite au sterling, ce dernier suivait-il la courbe descendante où l'entraînait son rival :

Septembre 1931, dévaluation de 20 %

Décembre 1931, » 30 %

1^{er} juillet 1932, on institue le « Fonds d'égalisation des changes » qui maintient la dévaluation à un niveau à peu près constant de 30%, et à partir de 1933 de 40 % par suite de la rivalité livre-dollar.

Du reste les Anglais étaient persuadés que dans le passé, le système de l'étalon-or n'avait pu être créé que sous l'empire de la place de Londres, et que son œuvre de jadis pouvait se réaliser ailleurs. « Le marché de Londres n'avait-il pas une influence monétaire mondiale avec les Dominions et ses principaux fournisseurs qui calqueraient les variations de la valeur de leur monnaie sur les variations de la livre » (2). Les Anglais pensaient déjà à la Conférence d'Ottawa.

(1) A. Redouin : « La livre sterling, le dollar et le bloc-or », *Revue politique et parlementaire*, avril 1935, page 34.

(2) Germain-Martin : *op. cit.*, page 243.

« Sans doute, ainsi que l'écrit M. Rivain, la politique monétaire d'un pays ne relève que de lui-même, cela n'est pas douteux ; et le relèvement économique de ce pays peut être subordonné à une certaine dévaluation de sa devise, cela est possible ; mais que l'instabilité générale de toutes les monnaies du monde soit le prix de ce relèvement, c'est ce qu'il paraît difficile d'admettre (1). Le 27 juillet 1933, M. Mac Donald prononçait le discours de clôture de la Conférence dont nous extrayons ce passage : « Le simple fait qu'au bout de 2 ou 3 semaines, alors que les perspectives s'annonçaient très favorables, nos travaux ont été soudain arrêtés, parce que nous nous sommes trouvés en présence d'un problème monétaire, nous a donné une leçon fort utile en soi. Il nous a enseigné que si les nations ne sont pas prêtes à admettre l'importance de certains éléments de fait qui exercent une influence internationale, la seule manière de sortir de notre situation actuelle, serait une série désastreuse et peut-être révolutionnaire de manquements des Etats et des particuliers à l'exécution des obligations. Ce sont là des faits avec lesquels les nations du monde ne peuvent pas jouer ».

La Conférence monétaire et économique internationale avait pris fin, elle avait trouvé en face d'elle des nations affaiblies par la crise, qui cherchaient dans leur monnaie un remède à la dépression de leur économie par la politique dangereuse des dépréciations successives. Chacun voulait garder le bénéfice de son expérience. La paix était loin d'être faite entre le bloc-or, le sterling et le dollar.

(1) B. Rivain : « Le coup de grâce de l'Amérique à la Conférence ». *Europe Nouvelle*, 8 juillet 1933.

CHAPITRE III

Naissance et désagrégation du bloc-or

I. — *NAISSANCE DU BLOC-OR*

L'effort que poursuivait le Président Roosevelt tendait à faire élever les prix jusqu'au niveau de 1926, par une dévaluation de la monnaie.

Mais si les Etats-Unis ont abandonné l'étalon-or, ils y sont revenus en principe le 30 février 1934, décision sanctionnée par une loi autorisant le Président à fixer la valeur du dollar par rapport à l'or dans les limites de 50 à 60 % de son ancienne parité. Cette réforme consiste donc en une nouvelle dévaluation non accompagnée du retour à la convertibilité, mais suivie d'une stabilisation de fait. Un fonds d'égalisation des changes fut créé et doté de 2.000 millions de dollars à prélever sur le bénéfice de la réévaluation de l'encaisse-or des « Federal Reserve Banks ».

Pendant l'année 1934, les rapports entre la livre et le dollar ont paru se stabiliser. Il n'en demeure pas moins que ces deux devises restent sur le pied de guerre et on pouvait penser que toute tentative de l'une serait immédiatement neutralisée par une mesure semblable de l'autre.

Cependant si du côté anglais et américain le calme paraissait renaître peu à peu, nous avons assisté en 1934, à une succession de dévaluation : le 17 février la couronne

tchécoslovaque perdait 16,6 % de sa valeur et recouvrait immédiatement une nouvelle parité-or.

M. Wolff montre que cette dépréciation a été très exactement calculée et que l'alignement de cette devise s'est opéré sans hausse très sensible des prix intérieurs. Les mesures douanières que la crise a engendrées ont créé une disparité entre les prix mondiaux et les prix intérieurs de certains pays, un gouvernement « fort » a donc entre les mains le moyen d'empêcher une hausse des prix et rien ne s'oppose à ce que l'atténuation de ces mesures, conjuguée avec celle de certains impôts, procure même une certaine diminution des cours au moment où s'effectue la dévaluation. La seule conséquence de celle-ci serait alors de soutenir les prix de gros et de ranimer l'activité économique; « mais il n'y aurait ni allégement des débiteurs, ni transfert de richesse aux dépens des créanciers, ni écrasement des classes moyennes » (1).

Tel est le principe des différentes dévaluations qui ont été tentées ces années dernières : il s'agit avant tout de permettre aux prix de gros de monter sans faire varier proportionnellement le coût de la vie, afin d'augmenter le pouvoir d'achat national : expérience délicate que la Tchécoslovaquie semble avoir réussie. Son commerce extérieur s'est heurté, sauf vis-à-vis l'Allemagne, à des barrières nouvelles; mais, contrairement à certains effets théoriques, les dévaluations qui seront désormais réalisées auront une action de moins en moins décisive sur les exportations du pays intéressé, car désormais les échanges internationaux sont fixés à un minimum irréductible dont la marche devient indé-

(1) R. Wolff : « Liaison entre prix et monnaie », *Revue d'Economie politique*, novembre 1934, page 1742.

pendante des facteurs monétaires, et la technique de défense douanière est suffisamment perfectionnée pour faire obstacle à toute velléité d'expansion. Les dévaluations tendront au contraire à supprimer l'écart entre les prix de gros et les prix de détail afin d'augmenter le pouvoir d'achat national, ce qui est une solution même de la crise.

« En Tchécoslovaquie, la monnaie baissait d'1/6, automatiquement les prix exprimés en monnaie avilie devaient se relever de 20 %, or de février 1934 à septembre 1935, l'indice du coût de la vie d'une famille ouvrière est passé de 680 à 704, soit une hausse de 3,5 % » (1). C'est à dessein que nous avons insisté sur cette dévaluation, elle nous aidera à mieux comprendre les suivantes.

En Autriche, à la fin d'avril, le schilling a été déprécié pour adapter sa valeur légale à sa valeur sur le marché des changes et dans le dessein de procurer au Gouvernement par la réappréciation du stock d'or, les sommes nécessaires à la réorganisation bancaire.

En Allemagne, le Dr Schacht préféra tuer le crédit international du Reich en proclamant le 1^{er} juillet le moratoire du service des emprunts à long terme, que de dévaluer le reichmark et de porter atteinte au prestige du gouvernement hitlérien.

Ces expériences (2) ne nous permettent-elles pas de prétendre que la monnaie est devenue un instrument de politique commerciale et gouvernementale ?

Le seul avantage que la France ait retiré de la Conférence de Londres fut de montrer son désir de continuer une tradition qualifiée de « retardaire » parce qu'elle demeurerait

(1) A. Basch : « L'économie Tchécoslovaque après la dévaluation monétaire ». *Revue d'Economie politique*, novembre 1935, page 1773.

(2) Ce ne sont que quelques exemples.

fidèle à l'étalon-or. Du reste, dans cette ligne de conduite, elle avait trouvé des disciples.

Nous avons vu comment à Londres, à l'époque où chacun doutait des efforts internationaux, se précisait une nouvelle conception : l'idée maîtresse était de créer entre toutes les monnaies convertibles en or, une solidarité, afin de mieux résister au désordre des changes et de faire figure dans le chaos général, d'un îlot d'ordre ; les Etats à monnaies errantes viendraient tout naturellement s'y rattacher le jour où ils seraient parvenus au terme de leurs expériences.

Dès le 8 juillet, les Banques Centrales de Belgique, de France, d'Italie, de Hollande, de Pologne et de Suisse, convenaient d'agir en commun pour la défense de l'étalon-or et de leurs monnaies respectives. Les banques devaient se prêter assistance, notamment contre une spéculation éventuelle sur les changes, et fixer d'accord avec la Banque Centrale leur politique de crédit. Chacun des Instituts d'Emission devait en outre surveiller le change des devises du groupe sur son propre marché et intervenir s'il y avait lieu, d'accord avec la Banque intéressée et pour le compte de celle-ci.

Afin de créer une véritable solidarité, il fallait aussi établir entre ces pays un régime économique préférentiel grâce auquel il leur serait possible de s'entr'aider, de maintenir et si possible d'élargir leurs économies respectives afin de défendre plus sûrement leurs devises.

Dans ce but, les délégués de tous les Etats intéressés se réunirent le 24 et le 25 septembre 1934 à Genève en vue d'organiser cette coopération économique et financière. Cette commission consacra tout d'abord ses travaux à deux objets essentiels : l'élargissement des échanges, le progrès

du tourisme et du transport : la question monétaire avait fait l'objet d'un accord signé à Paris le 8 juillet 1933 par les gouverneurs des Banques d'Emission intéressées. Cette commission chargeait M. Jaspar, son président, de prendre toutes les mesures nécessaires. Aussitôt une réunion à Bruxelles fut organisée entre les délégués des gouvernements participants.

La France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse et la Pologne se sont donc réunis le 19 octobre 1934 à Bruxelles. Comme à Londres, certains intérêts divergents s'y dessinaient, tous les pays n'obéissaient pas aux mêmes préoccupations : chez les uns dominait le souci de leurs exportations agricoles, chez d'autres, celui de leurs ventes industrielles, les troisièmes s'inquiétaient davantage de la tenue de leur monnaie ou de l'importance de leur encaisse-or. Cette petite conférence qui n'a pas eu d'éclat retentissant, groupait néanmoins des Banques Centrales détenant 35 % des réserves d'or mondiales et unissait des pays représentant un commerce égal au quart des transactions internationales. Ces différents Etats s'assurèrent mutuellement un accroissement de 10 % de leurs transactions en prenant comme base les échanges effectués du 1^{er} juillet 1933 au 30 juin 1934. Ces avantages devaient être acquis sous la forme de suppléments de contingents pouvant être trouvés dans les quantum accordés et qui n'ont pas été utilisés. Certes, la clause de « la nation la plus favorisée » ne permet pas d'accorder des faveurs aux pays du bloc-or sans en faire bénéficier des tiers, mais des négociations parallèles peuvent en atténuer la rigueur, du reste une initiative très intéressante dont l'étude a été faite par la chambre du Commerce Internationale doit être soulignée : M. Owen Jones dans un rapport sur « le régime de la réci-

procité en matière de traités commerciaux » montre que le mouvement en faveur de groupements régionaux en Europe tendrait à remplacer la « clause de la nation la plus favorisée » par une « clause d'équité », en vertu de laquelle tous les avantages stipulés dans un traité réciproque devront être consentis aux Etats non signataires qui accordent des avantages équivalents, soit par traité, soit en vertu de leur propre politique autonome (1). Nous ne faisons qu'indiquer cette initiative, mais en tout état de cause, l'effort était digne d'être souligné qui devait doubler l'association monétaire d'une armature économique.

Par la constitution du bloc-or, la solidité du franc devait s'affirmer ; à cette époque, seule parmi les grandes monnaies, notre devise restait en effet convertible à son ancienne parité et l'occasion allait lui être offerte de prendre une place de tout premier ordre, au moment même où le craquement de la livre, puis celui du dollar donnait une impulsion nouvelle à la tendance que manifestait le monde à constituer en francs français une portion croissante de ses disponibilités monétaires. « Il eût peut-être été possible, écrit M. Giscard d'Estaing, de profiter de ces circonstances magnifiques pour conduire le monde à modifier ses habitudes commerciales et bancaires, à l'image de ce qu'il faisait pour ses habitudes monétaires, et à libeller ses contrats de vente, d'assurance ou de fret en francs, puisqu'il naturalisait en francs ses disponibilités ou ses réserves » (1).

(1) M. Owen Jones : *Le régime de la réciprocité en matière de traités commerciaux*. C. C. I. 20 décembre 1932. Document n° 5052 (traduction), page 5.

(2) Giscard d'Estaing : « L'inquiétude monétaire ». *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1935.

Il est certain qu'à cette époque, non seulement les capitaux français étaient abondants sur notre marché, mais encore les capitaux étrangers affluaient, sûrs de trouver dans notre monnaie un refuge contre leur propre dévaluation. L'emploi de ces capitaux se trouvait restreint par suite de la consolidation de la dette flottante. Il eut été intéressant de voir la France organiser sur la place de Paris un vaste marché international, en particulier un marché d'acceptation. La thésaurisation, qui est un mal de notre époque car elle est l'expression même d'une crise de confiance, aurait été évitée en partie, à l'avantage des détenteurs d'argent liquide, de l'Etat et de notre prestige.

Peut-être y eut-il un défaut d'audace de nos banques ou un désintéressement de nos autorités politiques... c'est le champ illimité des hypothèses auxquelles nous ne pouvons nous attarder, il est cependant regrettable que notre pays ne soit pas devenu le banquier du commerce international au moment où le fait de devenir la caisse d'épargne du monde lui en aurait fourni la possibilité...

II. — *DÉSAGRÉGATION DU BLOC-OR*

Ce prestige du franc devait nuire à la Grande-Bretagne, aussi tous les efforts de l'Angleterre tendirent-ils à menacer les monnaies convertibles pour les rattacher à sa propre devise.

Depuis plusieurs mois déjà, les dévaluations de la livre et du dollar avaient atteint les exportations de la Belgique. L'économie de ce pays dépend en effet partiellement de son commerce extérieur : quelles que soient les réformes que l'on fasse subir à son industrie et à son agriculture, elle ne peut se suffire à elle-même, elle doit importer au moins le

quart de sa consommation intérieure, et vit de ses ventes à l'étranger. Pour lutter contre une concurrence en partie avantagée par le facteur monétaire, la Belgique pouvait chercher à réduire ses importations, diminuant ainsi le déficit de sa balance commerciale. Mais c'était condamner à mort son industrie de transformation si importante, de plus, cette tentative se serait heurtée assez rapidement à l'obstacle des importations alimentaires incompressibles par suite de la consommation nationale.

Il restait à pratiquer une politique énergique de déflation qui, par la diminution du prix de revient de la marchandise exportée, permettrait d'atteindre les prix mondiaux. Mais cette déflation tentée en mai-juin par M. Jaspar devenait de plus en plus difficile : la livre oscillait dans le même sens.

M. Baudhuin donne, à la fin de son livre sur la dévaluation du franc belge, les successives dépréciations de la livre sur le marché de Bruxelles : (1)

20 septembre	1931 = 175
moyenne de	1932 = 125,90
» »	1933 = 118,95
1 ^{er} janvier	1934 = 117,10
avril	1934 = 110
mai	1934 = 109
juin	1934 = 108
1 ^{er} janvier	1935 = 105,20
1 ^{er} février	1935 = 104,86
1 ^{er} mars	1935 = 102,73

(1) F. Baudhuin : *La dévaluation du franc belge*, tableau à la fin de l'ouvrage.

Du reste, pour accentuer sa politique de défense, la Grande-Bretagne élevait les barrières douanières : le 26 mars 1935, elle portait de 33,5 % à 50 % les droits sur les principaux produits de fer et d'acier à l'importation : c'était tuer la sidérurgie belge.

Nous avons vu d'autre part qu'à la suite de la Conférence de Bruxelles d'octobre 1934, la Belgique pensait retrouver à l'intérieur du bloc-or ce qu'elle perdait sur les autres marchés. Malheureusement, vis-à-vis de notre seul pays, les exportations passèrent de 717 millions pour le 1^{er} trimestre de 1934 à 585 millions pour le trimestre correspondant de 1935. Il était donc illusoire pour la Belgique d'espérer de ce côté une compensation satisfaisante aux pertes subies du fait des dévaluations monétaires.

« Au cours de l'année 1934, il est apparu nettement que le malaise dont souffrait la Belgique avait une double origine : il y avait tout d'abord l'effet de la crise mondiale qui était particulièrement sensible dans un pays largement ouvert aux influences étrangères. Il y avait ensuite une cause de difficultés spécifiquement belges : c'était la politique de déflation imparfaite que le pays pratiquait depuis trop longtemps : ceci maintint nos prix à un niveau trop élevé tout en déterminant une psychologie de baisse : ce fut ainsi l'une des causes de la crise de crédit qui nous fit le plus grand mal » (1).

Le sentiment que la Belgique était dans une situation instable créait en effet un risque de dépréciation monétaire qui engendra cette crise de crédit dont parle M. Baudhuin. La défaillance de la Banque du Travail détermina un malaise contagieux. Pour maintenir le cours du belga, l'Insti-

(1) F. Baudhuin : *op. cit.*, p. 15.

tut d'Emission de Belgique dut exporter de l'or et élever son taux de l'escompte. En juin 1934, plus de 500 millions d'or avaient passé la frontière cependant que les cabinets se succédaient : le 19 mars 1935, M. Van Zeeland prit le pouvoir, il avait soutenu que « la dévaluation n'était ni une solution ni un remède », il fut contraint cependant d'accomplir une manipulation monétaire à laquelle il se déclarait hostile.

Certes, lorsqu'à la fin du mois de mars, spécialement à la bourse du 19, le belga recula de 3,56 à 3,52, c'est-à-dire descendit au-dessous de son point de sortie de l'or, il n'y avait rien de catastrophique : la Banque Nationale de Belgique possédait une encaisse métallique assurant une couverture de 60 % au billet de banque belge. Comme légalement, le minimum de couverture est de 40 %, la marge de sécurité était grande. Mais, le point faible, « n'est pas dans la possibilité pour la Banque Nationale de résister, mais dans les difficultés des banques privées », écrit M. Van Zeeland. « Ce sont uniquement les sorties de capitaux retirés par les déposants dans les banques, qui nous ont mis où nous sommes. Ces exportations n'avaient pas de caractère spéculatif, elles étaient le résultat classique d'un état économique déséquilibré. La cause immédiate de la chute du franc réside dans la perte de 5 milliards d'or subie par la Banque Nationale. Mais ce n'était que la conséquence de la situation tendue qui existait par ailleurs » (1).

Le 29 mars 1935, la dévaluation fut décidée : un arrêté royal du 31 mars fixa le taux de 28 % qui était compris entre les deux limites extrêmes (25 à 30 %) autorisées par la

(1) F. Baudhuin : *op. cit.*, p. 89.

loi du 30 mars. Le 1^{er} avril, le nouveau régime monétaire entra en vigueur.

Nous avons insisté sur l'histoire de la Belgique parce qu'elle souligne la première désagrégation du bloc-or, et parce que les difficultés économiques rencontrées dans ce pays et qui ont déclenché la crise de crédit fatale, s'étaient déjà manifestées et devaient se reproduire à nouveau en France, tandis que la couverture des billets présentait toute garantie,

L'union douanière belgo-luxembourgeoise était intime : en 1934 encore, franc belge et franc luxembourgeois circulaient également dans le Grand Duché. La dévaluation du belga remit en question cet état d'équilibre : l'égalité qui existait entre les deux devises disparut aussitôt. Un arrêté stipula que les prix devaient être marqués en francs luxembourgeois dont la valeur était pratiquement maintenue : en droit, l'union des deux monnaies était terminée. Les autorités prirent aussitôt des précautions pour limiter l'introduction des marchandises belges dont les populations des localités frontières faisaient des achats massifs.

De plus, au lendemain de la dévaluation belge, le gouvernement luxembourgeois effectuait une dévaluation de 10 %. D'après la déclaration de M. Pech, ministre d'Etat, ce taux a été choisi « pour ne pas infliger aux débiteurs un surcroît de charges trop élevé », c'était plutôt dans le dessein de ne pas créer de différence entre les prix et les salaires des deux états voisins.

Cette dévaluation, consécutive à celle réalisée par M. Van Zeeland, devenait un nouveau sujet de trouble dans nos relations économiques avec l'union belgo-luxembourgeoise : cette dernière était un des meilleurs clients de la

France, notre premier fournisseur aussi ; en 1928, elle avait vendu chez nous pour plus de 6.625 millions de francs belges et acheté pour plus de 3.967 millions.

Pendant ce temps, la banque de Hollande fut obligée de relever son taux d'escompte de 2,5 à 3,5 puis à 4,5 pour arrêter la spéculation qui, à la même époque, n'épargnait pas le florin.

Le franc français ne devait pas être exempt de toute attaque : le 4 avril 1935, et pour la troisième fois, des ventes massives de notre devise se produisaient sur le marché des changes. Automatiquement, les défenses classiques se manifestaient par une élévation du taux de l'escompte.

Mais une lutte ouverte allait être menée au mois de mai 1935 : du 4 mai au 7 juin les sorties d'or de l'Institut d'Emission ont atteint un montant de 9.900 millions, en présence de cette poussée spéculative causée par le lamentable état de nos finances publiques, par l'intérêt de certains commerçants et industriels français à provoquer la dévaluation et par la jalousie des pays étrangers, la Banque de France qui a toujours maintenu l'étalon-or est restée fidèle à ses principes. Elle a relevé successivement le taux de l'escompte qui passa de 3 % le 23 mai à 4 % le 25, 6 % le 28 mai. Ainsi le rythme inquiétant des sorties d'or fut interrompu.

L'année 1935 a donc été, dans le monde, particulièrement agitée au point de vue monétaire. M. Desirier en dresse un tableau assez sombre (1) : certes le dollar est resté

(1) L. Desirier : « La bourse des valeurs », *Revue d'économie politique* 1936, p. 719 et suivantes.

à peu près stable, le gouvernement américain ayant fixé l'achat d'une once d'or à 35 dollars et la monnaie n'ayant varié en conséquence que dans la limite des gold-points théoriques. Cette devise d'ailleurs a toujours été très ferme, passant souvent à la limite supérieure de sa parité et entraînant un afflux d'or aux Etats-Unis.

La livre sterling a battu en 1935 son record de baisse avec le cours de 70,85 le 6 mars, mouvement qui coïncide étrangement avec l'époque des difficultés belges ; et, si par ailleurs l'amplitude des oscillations ne fut pas très large, cela tient plus à l'afflux des capitaux européens en liaison avec le déséquilibre continental qu'à une orientation naturelle de la devise anglaise, qui est celle d'un lent mouvement de baisse : il n'est pas douteux que la livre sterling a trouvé un sérieux appui dans la crise du belga et dans les crises successives du franc suisse, du florin et du franc français.

Le belga a abandonné son ancienne parité-or à la fin de mars 1935 et a été dévalué de 28 %.

Le florin de Dantzig a été dévalué de 42 %. Le franc luxembourgeois de 10 %. Le rouble russe de 77 %.

Enfin à partir de janvier 1935, commençait à s'accuser la dépréciation de la lire, dépréciation qui s'est poursuivie régulièrement, sans que l'abandon de la parité-or n'ait pris une forme officielle.

III. — *L'ISOLEMENT DE LA FRANCE EN 1936*

La lutte entre le dollar et le sterling semblait s'apaiser, mais le bloc-or n'existait plus. Au début de 1936, seule parmi toutes les grandes monnaies, notre devise restait attachée à la parité-or. A cette époque, la France souhaitait une

stabilisation monétaire internationale, mais était-ce possible ?

Pour nous en rendre compte, le mieux est d'étudier l'idée que l'Angleterre se faisait d'une semblable proposition.

Nous avons montré plus haut comment, lors de la Conférence de Londres, la Grande-Bretagne occupait une situation intermédiaire entre le dollar qu'elle estimait sous-évalué et les monnaies convertibles qu'elle jugeait surévaluées.

Depuis 1934, le problème anglo-américain ne présentait plus le même aspect. Le dollar est en effet pratiquement rattaché à l'or, cette stabilisation s'est faite à un taux inférieur aux prétentions de la livre, mais nous avons observé l'affaiblissement lent mais continu de la monnaie anglaise. Cependant un doute subsistait encore : le Président pouvait disposer des pouvoirs qu'il détenait pour abaisser la valeur du dollar de 50 %, et l'arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis « en sanctionnant pratiquement la politique financière de la Maison Blanche, a rendu encore plus illusoire qu'auparavant l'éventualité d'une revalorisation de cette monnaie » (1).

Mais c'est du côté français que se manifestait l'appréhension de la Grande-Bretagne. Quelle était en effet notre situation au début de 1936 ? En 1928, le niveau des prix était en France semblable à celui des autres pays, puis la crise est survenue, se traduisant par une baisse progressive des prix mondiaux ; les conséquences en sont connues : tout d'abord les prix de détail composés d'un ensemble d'éléments incompressibles (salaires, loyers, assurance) restaient à peu près constants, accentuant sans cesse la marge

(1) A. Redouin : article précité.

qui les séparait des prix de gros. D'autre part le pouvoir d'achat de l'or augmentait dans la mesure où s'accroissait la baisse mondiale. C'est pourquoi la plupart des Etats dévaluèrent leur monnaie : cette opération, en diminuant le support métallique de la devise nationale, remédiait à l'augmentation de la valeur de l'or ; de plus, par l'application de certaines mesures délicates à manier, il est vrai, elle permettait une hausse des prix de gros sans augmentation parallèle des prix de détail. Le second effet de la crise disparaissait, puisque lentement le pouvoir d'achat national se reformait.

Dans la crainte d'appliquer ces mesures contraires à la psychologie nationale et devant les protestations des porteurs de rente, si nombreux dans notre pays, nos gouvernants eurent le désir de ne pas « toucher » au franc. Isolée dans le monde au point de vue monétaire, la France pouvait-elle suivre un tel programme ? Il était subordonné à deux conditions : une politique de défense des prix intérieurs et une grande sagesse budgétaire. C'étaient les deux points qui arrêtaient l'attention de la Grande-Bretagne.

TITRE II

LA DÉFENSE
DU MARCHÉ INTÉRIEUR

La baisse des prix de gros, principale caractéristique de la période que nous étudions, portait en elle-même des germes de misère devant lesquels aucun gouvernement ne pouvait rester insensible. Quelles qu'en soient les causes, le mal agissait, il fallait y remédier.

Deux solutions se présentaient à l'esprit des théoriciens : soustraire de l'étalon monétaire une partie de son poids d'or afin de maintenir constant le pouvoir d'achat de cette unité et d'obtenir en nouvelle monnaie, des prix correspondant au niveau d'avant la crise ; soit considérer le pays intéressé comme un vase clos à l'intérieur duquel le gouvernement s'efforce de soutenir les prix de gros pour aider les producteurs ; cette mesure pouvait s'accompagner d'une politique de réduction des prix de détail afin de réaliser l'ajustement rendu nécessaire par une baisse mondiale dont toute influence peut être écartée. Ainsi protégée, l'économie d'un pays peut attendre le terme de la dépression, et lorsque les prix mondiaux s'élèveront sous l'effet d'une reprise des affaires, elle pourra reprendre son rang dans les échanges internationaux.

Nous avons souligné dans la première partie de cette thèse, les différentes phases d'une histoire où tous les Etats sacrifiaient leur monnaie à leurs intérêts économiques. La France a choisi la seconde solution ; pour conserver l'intégrité de notre étalon, le gouvernement a été appelé à défendre nos prix de gros et à organiser une déflation des prix de détail.

Nous allons étudier quelques-unes de ces mesures et nous verrons si cette politique était justifiable et si elle pouvait éviter une dévaluation.

CHAPITRE I. — *La politique de contingentement.*

CHAPITRE II. — *L'organisation du marché intérieur.*

CHAPITRE III. — *Les résultats de cinq années d'isolement économique.*

CHAPITRE IV. — *Le renversement des tendances.*

CHAPITRE I

La politique de contingentement

I. — *LES PREMIÈRES MESURES DE PROTECTION AGRICOLE*

Après le vote des lois de 1928, la France était sensiblement revenue à l'équilibre douanier et aux principes de politique commerciale qui étaient les siens avant 1914. Elle se trouvait à nouveau protégée par un tarif modéré dont le taux moyen différait peu de celui qui avait été arrêté par la révision de 1910. Dans les accords commerciaux, la clause de « la nation la plus favorisée » devenait à nouveau la stipulation essentielle. Notre balance commerciale elle-même, redevenue légèrement débitrice, avait repris son assiette ancienne.

En matière agricole, la loi du 27 juillet 1927 supprimait toutes les prohibitions à l'exportation, nées de la guerre, et la loi du 2 mars 1928 portait dans l'ensemble au coefficient de 5 le tarif des droits à l'entrée.

Mais en 1929, malgré les prévisions fondées sur les grands froids d'hiver, survint une récolte extrêmement abondante, s'élevant à plus de 91 millions de quintaux de blé et venant ajouter un gros excédent français aux disponibilités mondiales qui pesaient déjà sur tous les marchés. L'effondrement des cours fut brutal : de 161 francs 50 en juillet 1929 la cote officielle du quintal fléchissait à 139 fr.

en août et à 131 fr. en janvier 1930. A l'heure où toutes les charges augmentaient, l'agriculture commençait à subir la crise. Le but à atteindre, nous le savons, était de supprimer l'avilissement des cours, et lorsque les prix mondiaux commencèrent à baisser, « la première arme dont se servit notre gouvernement fut l'utilisation même de la loi de 1897 qui lui permettait de relever certains droits de douane pour protéger les matières alimentaires » (1). C'est pourquoi, à deux reprises, les droits de douane sur le blé furent majorés et portés de 35 fr. à 50 fr., par le décret du 23 mai 1929, puis à 80 fr. par le décret du 19 mai 1930.

Cependant, c'est principalement la loi du 1^{er} décembre 1929 qui inaugurerait la série des mesures qui devaient protéger notre économie nationale. Cette loi réformait le régime d'admission temporaire des blés qui permettait toutes les fraudes puisque le meunier importateur en admission temporaire, n'encourait aucune pénalité en n'apurant pas les titres dans les délais impartis : il pouvait vendre ces marchandises sur le marché intérieur.

La loi de 1929 a modifié ces dispositions qui facilitaient la constitution de stocks importants en France : elle a rendu obligatoire la réexportation en décidant que la non-observation de cette réglementation serait sanctionnée par des amendes pouvant atteindre le double et en cas de récidive, le triple des droits afférents aux quantités de blé non apurées.

De plus, et c'est le point essentiel, cette loi autorise le Ministre de l'Agriculture à faire varier d'après la situation des marchés, le pourcentage des blés indigènes utilis-

(1) B. Nogaro : « La crise de l'agriculture ». *Revue économique internationale*, janvier 1936, page 23.

bles pour la fabrication des farines panifiables : il ne laisse entrer les blés étrangers que dans la mesure où ils sont nécessaires à l'approvisionnement. Grâce à ce système d'écluse, les importations sont réglées pour leur quantité totale et pour l'époque à laquelle elles sont admises. Au moment où les cultivateurs apportent leur récolte sur le marché, les acheteurs ne peuvent comprimer les cours en faisant venir du dehors les stocks excédentaires qu'on leur offre. Du reste, en 1930, la récolte était inférieure à 30 millions de quintaux sur la précédente et celle de 1931 se montait à 71 millions de quintaux. En 1930 les cours se sont maintenus entre 153 et 155, et en 1931 le cours n'est pas descendu au-dessous de 146 fr. 75.

II. — LES MESURES DE CONTINGEMENT

A. — *La théorie du contingentement.*

Si, en France, l'agriculture fut la première victime de la crise, et par conséquent le premier objet des lois de protection, les développements successifs de la baisse des prix devaient profondément bouleverser l'équilibre difficilement retrouvé et nécessitaient une défense du marché intérieur : une nouvelle méthode allait être improvisée.

A partir de 1931, notre pays a fait un emploi très étendu du procédé de contingentement à l'importation tant pour les denrées agricoles que pour les matières industrielles.

M. Boissard (1) étudiant les antécédents de cette mesure, montre qu'avant 1931, on trouve dans l'histoire doua-

(1) A. Boissard : Rapport sur « les échanges internationaux et la politique douanière française au cours de la crise économique », page 11.

nière de la France d'assez nombreuses applications de l'idée de contingentement, mais il ne s'agissait là que de manifestations accessoires et qui n'avaient qu'un but restreint : soit ménager les transitions nécessaires pour les territoires rattachés à la nouvelle unité douanière (contingents fixés par le Traité de Versailles pour l'Alsace-Lorraine), soit accorder à certains pays un adoucissement aux tarifs douaniers.

Mais leurs raisons d'existence sont dès lors différentes . « Le comité Rist » (2), dans son premier rapport adressé au Ministre du Commerce et de l'Industrie (3), s'est préoccupé de connaître l'origine et les caractéristiques des contingents actuels. Il conclut que c'est un régime improvisé pour parer aux dangers que présentait pour l'économie française la situation exceptionnelle des échanges due à la crise. Il montre que quatre facteurs ont contribué à la désorganisation du régime de commerce extérieur, ce sont :

1°) La vente à tout prix organisée par l'Allemagne et par les pays de l'Europe lors de la crise financière de 1931, en vue de se procurer des devises.

2°) La chute des monnaies britanniques et américaines en 1931 et 1933, accompagnée de celle d'un très grand nombre de monnaies se rattachant au bloc-sterling. Cette chute initiale, nous l'avons vu, a été suivie dans les mêmes pays, d'une baisse continue de la monnaie nationale par rapport à l'or, aboutissant vis-à-vis du marché français à créer, en leur faveur, une prime toujours plus accentuée à l'exportation, le niveau de leurs prix étant en général resté stable en leur propre monnaie.

(1) Cf. son origine et son rôle plus loin.

(2) *Journal Officiel* du 4 juin 1936.

3°) Le régime des primes à l'exportation, organisé d'une façon systématique par un certain nombre de pays, au premier rang desquels il faut citer l'Allemagne.

4°) La chute des monnaies d'Extrême-Orient, et notamment de la monnaie japonaise.

C'est donc en général à l'instabilité monétaire de ces dernières années que l'on doit attribuer la situation actuelle des échanges commerciaux et la nécessité pour la France de se défendre contre toute importation excessive.

La procédure employée est très expéditive : en pratique, l'initiative des restrictions d'importation appartient entièrement au Gouvernement ; le contingent est établi par un décret, un arrêté vient immédiatement en fixer le montant, les détails d'application et les modifications diverses sont portés à la connaissance des importateurs par des « Avis » insérés au *Journal Officiel*.

Le but du contingent est de limiter des importations abusives et de les ramener à un chiffre « normal » ; on y parvient en principe en prenant le plus souvent la moyenne des importations au cours des 3 ou 4 dernières années et en les réduisant dans une certaine proportion. On répartit le contingent global entre les pays étrangers intéressés au prorata des entrées antérieures.

Le contingentement a été parfois présenté comme une mesure de protection n'entraînant pas une élévation des prix. La vérité est qu'à cette époque, la conception même du droit de douane allait changer : de plus en plus la notion de droit « compensateur » qui maintient les conditions de concurrence égales entre producteurs français et producteurs étrangers, cède la place au droit « prohibitif » qui inaugure un régime protectionniste. Les droits demandés et obtenus n'ont pas seulement pour objet de barrer la route

aux produits étrangers, mais encore d'exercer une pression sur les prix intérieurs, car il est naturel que le niveau de ces prix affleure le niveau fixé par les barrières douanières. Il paraît en effet impossible de raréfier un produit sur un marché sans en augmenter le prix, ou tout au moins sans en arrêter la baisse. Le véritable problème consisterait à déterminer si, à protection égale, le contingent réagit moins sur les prix que les droits de douane. Ce n'est pas notre intention de porter un jugement d'ensemble sur cet instrument de politique douanière que l'on a développé en France dès l'année 1931. Certes il est satisfaisant lorsqu'il permet de régulariser le marché d'un produit, mais lorsqu'il fonctionne comme un moyen de défense de marché intérieur, il faut le considérer comme un expédient provisoire.

B. — *Les contingents de 1931 à 1936.*

En matière agricole, un très grand nombre de décrets de contingentement (1) ont été promulgués, ils étaient relatifs aux céréales, aux fruits, fleurs, pommes de terre et pour le seul pourcentage des blés indigènes à mettre en œuvre pour la fabrication des farines alimentaires, il n'y eut pas moins de 8 décrets, la viande et le bétail furent contingentés par les décrets du 30 juillet et du 10 novembre 1931, les produits de ferme, le 30 septembre.

Au point de vue industriel, un décret du 5 mai 1931, suivi d'un autre du 6 octobre subordonne à la délivrance d'autorisation l'importation des engrais azotés. Un décret du 10 juillet applique cette décision au charbon.

(1) Cf. la liste dans P. Moroni : « *L'agriculture française et le contingentement des importations*, p. 82 et 83.

La même année de nouvelles mesures douanières furent prises. Nous savons que certaines devises européennes ont été entraînées à la suite de la dévalorisation de la livre sterling. Le bouleversement des conditions de production qui en a résulté a été tel qu'il a nécessité des mesures spéciales de protection. Elles ont essentiellement consisté en taxes spéciales « ad valorem » dites « compensatrices de change » sur les importations en provenance de pays à monnaie dépréciée. C'est le décret du 1^{er} août 1931 qui a créé la possibilité pour le Gouvernement d'établir des taxes compensatrices de change. Des décrets ultérieurs, notamment ceux du 12 novembre 1931 et du 9 décembre ont frappé de surtaxes allant de 7 à 15 % de nombreux pays dont la Grande-Bretagne, les Pays Scandinaves, la République Argentine, l'Egypte et le Canada.

Signalons aussi que certains pays, afin d'empêcher la « fuite » des capitaux devant la dépréciation de leur monnaie, ont créé un système de contrôle des devises qui lèse souvent de façon grave les intérêts du commerce français. Le décret du 3 décembre a cherché à remédier à cette situation : il subordonne en tout ou en partie à la délivrance d'autorisation, les importations originaires ou en provenance de pays qui, par le contrôle des devises, entravent le règlement des créances françaises.

Enfin, une semblable protection s'est également manifestée dans une augmentation des droits d'entrée pour les matières agricoles et industrielles, il faut signaler entr'autres la loi du 15 avril 1931 qui releva les droits de douane sur les sucres et qui modifia le régime de l'admission temporaire — la loi du 11 juillet 1931 qui a institué un double tarif d'entrée (général et minimum) à l'égard des céréales

— la loi du 17 février 1931 qui a modifié les droits d'entrée sur les poissons de mer frais ou frigorifiés.

En 1932, notre production industrielle fut le bénéficiaire plus spécial des mesures de protection contre les importations étrangères. Divers droits furent relevés, notamment le 9 janvier, sur la porcelaine, le 1^{er} mars sur le liège et le caoutchouc. Dans les 5 premiers mois de cette année, plus de 32 décrets furent relatifs à de nouveaux contingents, et à la fin de 1932, cette protection couvrait plus du septième des postes de notre tarif douanier.

Au cours de l'année 1933, une dizaine de décrets ont été adoptés sur des contingents presque tous agricoles. De plus, par décrets, de nombreux droits furent élevés.

Cependant, à la veille de la Conférence de Londres, la France avait signé la trêve douanière ; mais, constatant l'échec de cette initiative par la faute de certains pays à monnaie instable, elle l'a dénoncée presque aussitôt.

A cette époque, à la rubrique des droits de douane, s'ajoute désormais une catégorie nouvelle : les taxes perçues sur les licences d'importation en vertu de la loi du 28 février 1933. Les projets budgétaires du début de 1933 comportaient l'institution de cette nouvelle mesure fiscale : cette taxe devait avoir un caractère général et obligatoire ; de plus, pour en assurer l'application, une commission administrative devait être chargée de contrôler les prix de vente des produits contingentés. Cependant, elle n'a pas eu ce caractère général et obligatoire primitivement prévu : c'est ainsi que les objets fabriqués autres que les denrées alimentaires n'en sont pas passibles, de plus, les besoins saison-

niers ont été pris en considération et cet impôt sur les licences est abaissé en hiver.

A l'inverse, en ce qui concerne les surtaxes compensatrices de change établies sur les importations des pays à monnaie dépréciée, elles ont été abolies en faveur de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de l'Estonie, de la Grande-Bretagne, et un décret général du 27 décembre 1933 en prévoit la suppression à l'égard « des pays dont la monnaie est restée stable pendant un an ».

L'année 1933 représente donc pour le commerce extérieur de la France et pour sa législation, une période de stabilité : si l'on constate une diminution peu importante sur la valeur, due à la baisse des prix, il y eut un léger progrès sur les tonnages (1). Il n'en demeure pas moins que le contingentement qui apparaissait comme un procédé provisoire en 1931, était devenu à cette époque, une méthode « normale » de protection, son rôle allait encore évoluer pour devenir un véritable moyen d'action.

En novembre 1933, la question du contingentement fut reprise, lorsque le Gouvernement prépara la suppression de la surtaxe de change britannique. Les conséquences économiques qui résultaient de la dépréciation des monnaies

(1) Commerce français en million de francs et en millions de tonnes :

	Valeur		Poids	
	1932	1933	1932	1933
Importations	27.057	26.125	43.192	44.544
Exportations	17.999	16.817	21.571	22.846

de plusieurs pays étrangers nous amenèrent à établir cette mesure sur de nouvelles bases. Et ce fut à partir du 1^{er} janvier 1934 que les règles anciennes furent modifiées: depuis cette date, 25 % des contingents devaient être répartis mathématiquement entre les pays intéressés; le surplus ne devait être attribué qu'en échange d'avantages équivalents pour notre exportation. Par conséquent, au point de vue doctrinaire, la France se ralliait au principe de la réciprocité. Pratiquement, les contingents devaient servir de monnaie d'échange, et au lieu d'être attribués selon le jeu de la clause « de la nation la plus favorisée », ils devaient l'être — à concurrence de 75 % — proportionnellement aux avantages consentis à notre exportation.

En résumé, les nouveaux contingents prenant effet à partir du 1^{er} janvier 1934, ont eu pour but d'empêcher l'augmentation des importations sans chercher à les réduire. Leur nombre atteint 177, ils ont été établis par les décrets du 30 décembre 1933, du 23 janvier, du 14 mars et du 11 mai 1934. En outre cette mesure de protection a été étendue à un certain nombre de produits nouveaux, notamment pour quelques corps gras, pour les légumes secs et les conserves de poissons.

Notre politique commerciale, en 1935 fut caractérisée par une grande activité, mais ni par les méthodes utilisées, ni par les buts poursuivis, elle ne semble avoir nettement innové. Tant au point de vue contractuel que du point de vue douanier, elle s'est appliquée à défendre le marché intérieur.

Nous venons de voir comment à la fin de 1933, la France essaya d'étendre le principe de réciprocité au système des contingents et décida de n'accorder aux pays étran-

gers que 25 % de leurs contingents (les 75 % supplémentaires étant négociables et ne devant être attribués qu'en échange de concessions faites à nos exportations).

Toutefois, cette politique ne semble pas avoir donné les résultats que l'on en attendait. C'est alors que le Gouvernement s'est efforcé d'assouplir ce régime et de ne plus accepter la clause de non discrimination en cette matière. Ce fut le cas par exemple pour l'accord franco-britannique du 16 juin 1934 : le principe fut adopté que le contingent alloué à un pays déterminé serait susceptible d'être modifié, selon qu'il aurait été épuisé intégralement ou non. Dans ce dernier cas, le chiffre du contingent du pays visé peut être réduit et les quantités ainsi libérées peuvent être affectées en supplément à des pays tiers, le régime fut notamment appliqué lors des négociations de 1935 avec l'Allemagne.

Il y eut donc un effort pour rendre à ce système un maximum d'efficacité ; de plus, à diverses reprises, des déclarations officielles soulignèrent la tendance plus libérale que l'on allait imprimer à notre politique douanière. M. Bonnet, Ministre du Cabinet Laval, parla dans ce sens devant la Chambre de Commerce franco-américaine et devant la Commission des douanes de la Chambre des Députés. Cette tendance se manifesta tout d'abord par l'absence de tout nouveau contingent depuis le second semestre de 1935 ; puis par la création d'un Comité chargé d'adapter notre régime douanier aux conditions économiques. Ce comité a été institué par un décret du 8 août 1935, il se borne à donner des avis qui seront ultérieurement sanctionnés par le Gouvernement ; son rôle essentiel est de réviser chaque contingent et de statuer sur l'opportunité de son maintien et

du remplacement éventuel de la protection qu'il assurait par une majoration tarifaire.

Ce comité appelé « Comité Rist » du nom de son président, a adressé son premier rapport au Ministre du Commerce en juin dernier (1).

Cette détente se manifeste enfin en 1935, par la modification des contingents en vigueur.

Il faut distinguer cependant les contingents industriels qui allèrent en s'assouplissant, des contingents agricoles. Comme nous le verrons plus loin, la politique de M. Laval en cette matière, s'orienta vers l'organisation très active de notre marché intérieur afin de soutenir les cours : les contingents agricoles devaient jouer dans ce sens.

M. J. Durand dans son rapport du Budget du Commerce et de l'Industrie pour 1936 montre la position différente que présente l'année 1935 à l'égard du contingentement : « En ce qui concerne les produits agricoles, le Gouvernement a continué à pratiquer la politique antérieurement de défense du marché français. Il l'a même parfois renforcée par la réduction du chiffre de certains contingents. Il a, d'autre part, cherché à favoriser à tout prix l'exportation de certains produits agricoles, le blé en particulier ».

Parmi ces nouvelles restrictions sur les importations citons les décrets du 18 février relatifs aux poissons d'eau douce, du 5 avril pour le gluten sec, du 29 mai pour certaines matières de boucherie. Dans le domaine colonial, citons pour la défense de notre marché, les décrets du 10 et du 27 avril qui ont modifié le tarif des oranges et des mandarines.

(1) Rapport publié au *Journal Officiel* du 4 juin 1936.

En matière industrielle par contre, quelques décrets ont suspendu certains contingents, d'autres les ont même supprimés (1).

Cette libéralité s'est encore accrue en ce qui concerne la taxe d'importation : une loi du 15 mai 1935 a prorogé la loi du 10 mars 1934 donnant au Gouvernement le pouvoir de supprimer par décret les majorations de taux de la taxe d'importation instituée par la loi du 31 mars 1932. En application de cette loi, des décrets ont été pris supprimant les majorations pour les produits originaires de la Suède et de la Finlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Hongrie et de la Lithuanie.

Il faut enfin signaler un adoucissement dans une autre partie de notre régime douanier : le décret du 27 mars 1933 dont nous avons parlé plus haut, et qui supprime la surtaxe compensatrice de change à l'égard des pays dont la monnaie est restée stable, a vu naître d'autres applications : un décret du 2 février 1935 l'a supprimée pour les marchandises originaires de l'Uruguay. Un arrêté du 14 janvier en a exonéré certaines espèces de camphre, il en fut de même pour d'autres arrêtés relatifs à différents produits (1).

Par contre, à la suite de la dévaluation du belga, un arrangement a été conclu le 6 avril à Bruxelles : il tend à limiter les quantités de marchandises belges qui pouvaient être offertes sur notre marché à des prix anormaux.

Cependant, nous n'avons pas entrepris de faire l'étude complète de notre politique douanière, mais des seules me-

(1) Cf. *Journal Officiel* des 16 janvier, 6 avril, 2 et 3 mai, 20 juin, 30 juillet, 9 et 23 août, 1^{er} et 22 octobre, 20 et 21 novembre 1935.

(2) Arrêté du 8 août 1935 pour diverses espèces de cordelettes, du 7 novembre 1935 pour les produits à base de pyrèthre.

sures qui devaient protéger nos prix intérieurs (1). De ce dernier point de vue, quel jugement pouvons-nous porter sur l'activité française ? Il est certain qu'en matière de contingentement, on doit souligner une tendance vers l'assouplissement de ce système : il y a un désir très marqué de pratiquer une politique plus libérale. Ceci doit-il nous surprendre ?

Notre production agricole demandait encore à être protégée, mais nous verrons que pour le blé, la position de la France allait se transformer : au cours de la crise, d'importateur de froment, notre pays est devenu exportateur et allait se trouver désormais devant le même problème de la baisse des prix, mais auquel il fallait donner une nouvelle solution : cette baisse que le contingentement ne pouvait plus arrêter (sa raison d'être n'existe plus pour un produit que l'on exporte), l'organisation même du marché intérieur du blé allait tenter de l'enrayer.

En matière industrielle, le contingentement perdait aussi certaine utilité : lorsque nous étudierons dans un chapitre ultérieur, les résultats de la politique de M. Laval, nous verrons qu'à cette époque l'adaption des prix de gros français aux prix de gros mondiaux se dessinait très nettement. « Les prix de gros, après avoir subi le fond de la dépression quelquefois en 1931, souvent en 1932 ou en 1933, sont actuellement sur un palier ou en voie de redressement dans la plus grande partie du monde. Seuls les pays

(1) Nous étudierons plus loin l'effet de ces mesures sur les prix de gros français.

à monnaie inchangée conservent une tendance à la baisse » (1).

La notion de droit « compensateur » pouvait dès lors remplacer à nouveau la notion de droit « prohibitif » représenté par le contingentement.

(1) B. Nogaro : *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, p. 23. (Il faut cependant replacer cette phrase dans son cadre : les prix de gros des pays à monnaie inchangée remontent depuis le milieu de 1935).



CHAPITRE II

L'organisation du marché intérieur

Parmi l'ensemble des moyens qui devaient préserver notre économie de l'effondrement des cours, le contingentement s'était révélé le premier en date : la baisse des prix français, avant de se manifester comme l'effet d'une modification profonde de la structure nationale par suite de la guerre, et la conséquence d'une crise générale de production et de consommation, devait être provoquée par l'introduction en France de marchandises dépréciées par cette baisse mondiale-introduction facilitée par les dévaluations monétaires successives : l'arrêt de ces importations s'imposait.

Une seconde mesure dont nous allons retracer l'ampleur, eut pour effet d'organiser notre marché intérieur. Si l'on ne voulait pas ruiner les détenteurs de matières premières, il fallait essayer d'adapter la production à la consommation. Cette initiative s'est développée dans plusieurs domaines, cependant l'effort principal concernait l'agriculture

I. — LE MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS

A. *L'importance de l'agriculture en France.* — La raison qui détermina notre Gouvernement à se tourner plus favorablement vers l'agriculture fut la constatation du rôle important qu'elle tenait dans l'organisation démographique et économique de notre pays.

La population rurale adonnée au travail des champs constitue 54 % environ de l'ensemble français avec près de 8 millions de personnes, tandis que l'industrie n'en occupe que 6 millions et demi, le commerce 2 millions et demi, les transports un peu plus d'un million.

Quant à la place occupée par l'agriculture dans l'ensemble des revenus de la France, elle ressort du tableau suivant établi par M. Dugé de Bernonville, pour l'année 1931.

Salaires et traitements.....	117
Revenu des valeurs mobilières.....	27,5
Revenu de la propriété bâtie.....	14
Revenu de l'agriculture, y compris le loyer de la terre	30,7
Revenu de l'industrie et du commerce.....	21
Revenu des professions libérales.....	4,3
Pensions et retraites	14

Quelle que soit l'approximation de ces chiffres, si l'on excepte les salaires dont le montant est prélevé sur les autres catégories, l'agriculture représente la première source de revenu. La prospérité rurale est donc indispensable à l'équilibre économique et social.

B. *Influence de la baisse des prix agricoles sur l'économie générale.* — Or si la baisse mondiale des prix peut être qualifiée de générale, « il s'en faut de beaucoup que tous les prix participent également à ce mouvement. Le service des études économiques de la Société des Nations, a dans une série de publications annuelles, mis en relief au contraire la discordance entre l'évolution des prix de gros — denrées agricoles et matières premières — et celle des autres prix, prix des produits manufacturés, prix de détail,

loyers, etc..., lesquels ont beaucoup moins baissé et même sont restés stationnaires. Or, si une baisse vraiment générale des prix est de nature à causer quelque trouble, une discordance très marquée entre l'évolution de certains prix et celle des autres est de nature à créer des perturbations beaucoup plus graves. En effet, c'est elle qui crée la diminution du pouvoir d'achat des producteurs les plus frappés par la baisse, en l'espèce des producteurs agricoles surtout ; et cette diminution de pouvoir d'achat d'une si grande partie de la population active restreint les débouchés normaux de l'industrie. La baisse des prix agricoles apparaît donc comme le facteur essentiel de la crise, moins parce qu'elle fait partie d'une baisse générale que parce que, dépassant de beaucoup la baisse des autres prix, elle crée un déséquilibre dans les pouvoirs d'achat respectifs de l'agriculture et de l'industrie, ce dont l'une pâtit directement et l'autre par contre-coup » (1).

Telle est d'une part l'importance de l'agriculture française et d'autre part la répercussion de la baisse mondiale des prix agricoles sur les diverses branches de l'activité économique.

Il était naturel que le Gouvernement ne reste pas inactif, d'autant plus que si la diminution de valeur des matières premières est un mal en soi, ce danger est plus grave encore lorsqu'il s'agit de l'agriculture. L'ignorance économique de la masse paysanne la rend particulièrement digne de protection : ces millions de travailleurs qui représentent la classe laborieuse et économe par excellence, produisent, cultivent et vendent souvent en vertu des habitudes, des

(1) B. Nogaro : *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, p. 2 et 3.

traditions et des routines. Au cours des pages suivantes, nous soulignerons l'effort qui s'est manifesté par des décrets, des lois et diverses autres mesures, regrettant — ainsi que le fait remarquer le « Journal d'Agriculture pratique » (1) — la déficience de l'Etat devant les questions de formation intellectuelle et morale qui se posent à la campagne avec une certaine acuité.

Pour comprendre la manière dont fut organisé le marché intérieur en vue de freiner la baisse des cours, il est indispensable de situer au préalable l'époque à laquelle intervint cette initiative.

C. *Epoque où fut organisé le marché agricole français* (2). — Le marché du blé est un marché mondial par la nature même de la production, de la consommation et du fait des échanges internationaux qui en résultent nécessairement. Il l'est surtout par son organisation qui devait tendre à niveler les prix dans l'espace comme dans le temps grâce au caractère fongible de son objet.

Or avant la guerre, la production mondiale était de l'ordre de 1 milliard de quintaux, mais si l'on consulte les statistiques parues depuis 1928, on est obligé de constater un mouvement progressif à peu près constant.

<i>Années</i>	<i>Production mondiale</i>		
1928	1.290	millions de	quintaux
1929	1.132	»	»
1930	1.288	»	»
1931	1.215	»	»
1932	1.217	»	»
1933	1.264	»	»

(1) *Journal d'Agriculture pratique* 1935, p. 388.

(2) Pour ce paragraphe, nous nous sommes inspirés des idées de B. Nogaro, tirées des *Prix agricoles mondiaux et la crise*.

Or, si la consommation de blé est stable, avec cependant une tendance à la diminution, il a suffi d'une production annuelle très légèrement excédentaire : 2 % en moyenne chaque année, pour porter les réserves à un niveau de plus en plus élevé.

Pour maintenir les cours, les grands pays exportateurs ont pratiqué le stockage, et l'organisation des « pools » canadiens ou australiens est trop connue pour que nous insistions davantage. Tout mouvement de baisse fut enrayé et la crise mondiale de l'agriculture, crise de surproduction, qui aurait dû se manifester depuis 1925-1926, fut retardée jusqu'en 1929. La répercussion sur le marché français devait normalement se faire sentir. C'est alors que la loi du 1^{er} décembre 1929 modifia le régime de l'admission temporaire des blés étrangers en France, tandis que les décrets du 23 mai 1929 et du 19 mai 1930 élevaient les droits de douane. En 1931, étaient promulgués les décrets relatifs au contingentement à l'importation agricole : par suite des récoltes médiocres de 1930 et 1931, ces mesures suffirent à soutenir le cours du blé français : « ainsi, alors que les prix agricoles baissaient au dehors depuis les environs de 1925, et surtout depuis 1929, les prix agricoles français ont sans doute oscillé aussi, mais dans l'ensemble, la courbe a été ascendante jusqu'en 1931 » (1). A partir de cette année, les prix agricoles s'effondrent sur le marché français comme sur le marché mondial. Aussi longtemps qu'il devait être fait appel à l'importation étrangère pour fournir un complément au marché national, le contingentement pouvait jouer utilement. Mais un accroissement — si léger qu'il fut

((1) B. Nogaro : *op. cit.*, p. 139.

— ne tarda pas à faire apparaître une surproduction (1) qui plaça le marché français, bien qu'il fut désormais séparé du marché mondial, devant des problèmes semblables à résoudre ; une difficulté supplémentaire subsistait du fait que les variations de récoltes d'une année à l'autre sont beaucoup plus grandes sur un territoire restreint que sur la surface du monde et les excédents éventuels d'autant plus difficiles à résorber.

C'est donc au moment où la politique de contingentement à l'importation voyait ses effets disparaître progressivement que le Gouvernement entreprit l'organisation des grands marchés agricoles du blé et du vin : il s'efforça d'agir à la fois sur l'offre en restreignant la production et sur la demande par l'extension des débouchés.

II. — ORGANISATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR DU BLÉ

Nous avons vu comment, dès 1929, la récolte de blé fut excédentaire, une première organisation du marché intérieur était réalisée par la loi du 1^{er} décembre qui permettait au Ministre de l'Agriculture de fixer par décret le pourcentage minimum de blé indigène que les meuniers devaient incorporer dans leur farine.

De 1930, à 1932, l'importance de la récolte et l'effet* de la politique douanière contribuèrent à maintenir les cours aux environs de 160 francs le quintal jusqu'au mois de

(1) Production française de blé (en millions de quintaux) :

1929 = 91,78	1933 = 92,17
1930 = 62,08	1934 = 83,59
1931 = 71,88	1935 = 77,55
1932 = 90,77	1936 = 66,50

d'où augmentation sensible à partir de 1932, ce qui transforme notre position d'importateur en exportateur.

juillet, niveau sensiblement supérieur de 100 francs aux prix mondiaux.

Mais l'excellente récolte qui arriva sur le marché en août 1932 provoqua un effondrement : la cote en décembre, descendait à 110 francs.

En 1933, l'Etat pour la première fois tente de résorber l'excédent de la récolte : la loi du 26 janvier et un décret du 10 février autorisent — dans les limites d'un crédit de 300 millions — la constitution d'un stock de blé livrable au 30 septembre, au prix minimum de 109 francs.

De plus, la loi du 14 avril 1933 ouvrait un crédit de 20 millions pour accorder des primes à ceux qui dénaturaient le blé pour le bétail.

Mais l'effort était insuffisant : à Paris le prix du quintal continuait à baisser : Janvier = 107,80

Avril = 97,68

Juin = 95,71

Devant cet affaissement des cours, le Gouvernement soumit au Parlement un projet de défense du marché du blé.

A. — *Loi du 10 juillet 1933.*

TITRE I art. 1 : « Dans la période qui s'étend du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934, le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu est fixé à 115 francs. Ce cours sera majoré de 1,50 par quintal le 1^{er} de chaque mois. A partir du 15 juillet 1933, il est interdit à tout acheteur de blé destiné à la fabrication de farine panifiable, d'offrir ou de payer un prix d'achat moins élevé que celui fixé par le présent article ».

TITRE III art. 8 : « Il est institué dans chaque département producteur de céréales un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce

des céréales, chargé d'émettre à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour régulariser la production, assainir et défendre le marché de ces produits ».

TITRE III art. 9 : « Il est institué au Ministère de l'Agriculture un Comité National d'organisation et de contrôle du marché des céréales, chargé d'émettre à titre consultatif tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour l'organisation et la défense du marché de ces produits, notamment en vue d'assurer l'écoulement de la récolte ».

TITRE IV consacré aux mesures de stockage des blés et à l'organisation de la vente échelonnée.

TITRE VII : « Les exportations de blés indigènes, soit en nature, soit sous forme de farine, pourront donner lieu au remboursement total ou partiel du droit de douane en vigueur lors de l'exportation ».

TITRE VIII indique les moyens financiers mis en œuvre pour l'exécution des mesures relatives à la défense du marché du blé.

Cette première loi — dont le but principal était de fixer le cours minimum du blé — était à peine votée, que survenait sur le marché la récolte de 1933 : elle dépassait nos besoins, il fallait de plus y ajouter les quantités reportées de la récolte 1932.

L'intervention législative paraissait insuffisante, aussi, à la date du 26 avril 1934, 91 textes réglementaires avaient été rendus pour organiser le marché du blé, dont 3 lois, 43 décrets, et 43 arrêtés. Quelques difficultés secondaires avaient été résolues (comme l'emploi des blés reportés de

1932), cependant en avril 1934, un excédent subsistait que l'on évaluait de 20 à 25 millions de quintaux. Pour le résorber, la loi du 9 juillet 1934 fut obligée d'abaisser le prix minimum et de le rapprocher des cours effectivement pratiqués, compte tenu du prix moyen mondial et des droits de douane. Cependant pour écouler leur blé, les fermiers transigeaient souvent en dehors de la loi, et pratiquement, à la fin de 1934, les cours étaient descendus aux environs de 70 francs le quintal, alors que le nouveau prix légal était de 108 francs. L'intervention gouvernementale n'avait pu arrêter cette chute : « par rapport au maximum atteint au 2^e trimestre de 1931, la baisse des produits agricoles français ressort en 1934 à 33 % » (1).

Pour maintenir les cours, le législateur n'avait pas négligé les procédures tendant à retirer du marché, au moins provisoirement, les quantités excédentaires. De juillet 1932 à juillet 1935, 22 millions de quintaux furent soustraits du marché : 10 au titre de la dénaturalisation, et 12 au titre de l'exportation subventionnée. Pendant le même temps, 21 millions de quintaux furent reportés, chiffre cependant qui ne doit pas être entièrement ajouté à celui que nous venons de préciser plus haut, car le blé reporté a pu, ultérieurement, être dénaturé ou exporté.

Tout ceci témoigne de l'effort entrepris : on avait évité l'effondrement total enregistré sur le marché mondial (2), mais l'inefficacité durable de ces mesures était démontrée, tandis que certains moyens adoptés — la dénaturalisation

(1) B. Nogaro : « La crise de l'agriculture », *Revue économique internationale*, février 1936, p. 20.

(2) Cf. les cours pratiqués en dehors de la France dans l'ouvrage de B. Nogaro.

par exemple — aggravaient la situation des céréales secondaires.

Devant cette constatation, notre législation se poursuit, mais inspirée d'une conception toute différente.

B. — *Loi du 24 décembre 1934.*

Le régime de réglementation disparaît ; mais, au préalable, il fallait résorber les stocks, c'est pourquoi la liberté du marché ne sera rétablie en principe que le 1^{er} juillet 1935. Le report est supprimé pour l'avenir ainsi que la réglementation de la mouture. L'écoulement des blés libres est facilité par la réduction de la proportion des blés reportés à introduire en meunerie. La liquidation matérielle des excédents est assurée par la constitution d'un stock de sécurité, le développement de la dénaturation et l'augmentation des exportations.

Le financement du projet pouvait se prêter à quelques critiques car la loi prévoyait la prise en charge par l'Etat, au prix moyen des 6 premiers mois de 1935 sur le marché libre de Paris, de tous les stocks de blé des récoltes de 1933 et de 1934 qui subsisteraient au 30 juin 1935.

Au 31 juillet 1935, le solde de la campagne n'était plus, il est vrai, que de 11 millions de quintaux. Le niveau des prix s'était également amélioré : le prix moyen du 1^{er} semestre s'établissait aux environs de 79 francs. Au surplus, la nouvelle récolte s'annonçait moins belle et l'avenir pouvait être envisagé avec plus de confiance !

Ainsi qu'il l'avait prévu, l'Etat fut contraint de prendre en charge les excédents subsistant au 1^{er} juillet. Un décret du 22 juin 1935 décidait que pour bénéficier de cette mesure, les détenteurs de blé devaient s'engager à conserver leur production et à ne la livrer que dans des conditions arrêtées par le Ministre de l'Agriculture : le prix qui leur était garanti, fixé d'abord à 79 francs, fut porté à 88 francs

par un décret du 13 juillet ; en fait c'était un retour à la politique dangereuse des reports.

Mais la liberté partielle introduite sur le marché du blé par la loi du 24 décembre 1934 ne devait pas être plus heureuse que la politique du prix minimum. Elle enrayait très légèrement la baisse, elle était loin de garantir le niveau des cours de 1929.

C. — *Décrets-loi du 30 octobre 1935.*

C'est alors que le Gouvernement de Monsieur P. Laval, avant de prendre les décrets-loi du 30 octobre, essaya de relever les cours par la pratique classique du stockage ; il réduisit à 25 %, le pourcentage de blé stocké ou pris en charge à mettre en œuvre par la meunerie, il consentit des prêts aux coopératives et aux cultivateurs isolés, pour empêcher la baisse, qui « trop souvent, était escomptée par les spéculateurs qui influençaient les agriculteurs pressés par les besoins d'argent » (1).

Le cours du blé put ainsi s'élever au niveau de 80 francs en août et en septembre, à ce moment furent promulgués les décrets-loi du 30 octobre 1935.

Le Journal Officiel du 31 octobre a publié un décret relatif à la suppression de la taxe à la production d'une part et à la défense du marché du blé d'autre part. Le Gouvernement, par ces nouvelles dispositions semble avoir voulu viser le même objectif : provoquer et consolider une hausse de prix du blé, et fixer les nouveaux statuts de ce marché.

La suppression de la taxe à la production devait logiquement atteindre le premier but : elle avait été instituée

(1) R. Maspétiol : « Nouveau statut du blé en France ». *Revue économique internationale*, février 1936, p. 284.

en juillet 1933 pour assurer pendant 10 ans l'amortissement des emprunts contractés pour l'élimination des stocks ; elle avait été fixée à 4 francs par quintal et comme elle était à la charge du producteur, sa disparition équivalait pour l'agriculture à une augmentation du prix de vente de 4 fr. par quintal.

Dorénavant, les frais d'émission, le service et le remboursement des emprunts seront assurés, outre le produit des amendes, les droits de douanes sur les achats de blés étrangers et autres postes moins importants, par les recettes provenant de la taxe à la mouture ; sur le produit de cette dernière, le Ministre de l'Agriculture est autorisé, par l'article 2 du décret du 30 octobre, à prélever, dans une proportion qui ne pourra pas dépasser 10 % des sommes encaissées, le montant des frais nécessaires pour l'application et le contrôle des lois codifiées concernant l'organisation et la défense du marché du blé.

Les dispositions relatives au statut de ce marché méritent surtout de retenir l'attention car elles sont susceptibles d'apporter des modifications sensibles à l'organisation de la meunerie, du commerce des grains et, par répercussion, comme l'espère le Gouvernement, à la production elle-même : les articles 7, 8, 9 et 10 du décret du 30 octobre concernent la meunerie et prévoient :

1°) L'obligation pour les industriels qui voudront se livrer à partir du 1^{er} janvier 1936, à la mouture du blé, d'en faire la déclaration et de payer une licence valable pour un seul établissement et dont le tarif a été établi de la manière suivante :

Moulins écrasant annuellement

moins de	3.000	quintaux		100 fr.
de	3.000 à 12.000	»		500 fr.
de	12.000 à 50.000	»		1.000 fr.
au delà de	50.000	»		5.000 fr.

2°) L'interdiction de dépasser l'écrasement maximum constaté pour l'une des années 1932, 1933 et 1934.

3°) L'interdiction de créer des moulins nouveaux servant à la fabrication des farines destinées à l'alimentation humaine, ainsi que de rouvrir des moulins fermés avant le 1^{er} janvier 1930 et d'augmenter la capacité des moulins en activité. Cette réglementation de la meunerie s'inspire de l'exemple de plusieurs législations étrangères : en Allemagne notamment, le contingentement des moulins a joué un rôle important dans la politique suivie à l'égard du marché des céréales.

4°) La création d'un « Comité Professionnel de la Meunerie » présidé par un Conseiller d'Etat et comprenant au maximum 5 membres représentant l'ensemble des intérêts de la meunerie. Ce comité formulera chaque année des propositions en vue de fixer la quantité de blé indigène que chaque moulin sera autorisé à broyer annuellement. Toutefois, les moulins dont la capacité d'écrasement ne dépasse pas 3.000 quintaux par an, ne seront l'objet d'aucun contingentement. La liberté plus grande laissée à la culture a donc pour contre partie une organisation très stricte de la meunerie.

La troisième partie du décret concerne la procédure de liquidation des excédents : elle doit s'effectuer par la triple méthode de l'exportation, de la dénaturation et de la constitution d'un stock de réserve : au début de chaque campagne, entre le 15 et le 31 août, on procède dans chaque

département à l'évaluation de la récolte de blé de l'année, dans ce but, une commission est instituée, présidée et nommée par le préfet, elle comprend le directeur des services agricoles, le président, vice-président et secrétaire de la Chambre d'agriculture, un certain nombre de producteurs de blé désignés par le préfet suivant une liste établie par la Chambre d'agriculture. On y rencontre également un représentant du commerce des grains, un meunier et un entrepreneur de battage présentés par leur syndicat professionnel.

Si l'on constate des excédents, un décret rendu en conseil des ministres avant le 30 septembre détermine le montant des excédents à éliminer sous forme de blé ou de farine par exportation, dénaturation ou institution d'un stock de réserve.

Le prélèvement des blés à éliminer se fera au moulin et non chez le producteur; aucun paiement ne sera effectué.

Le Ministre de l'Agriculture pourra charger ce comité interprofessionnel de l'exécution matérielle des mesures de résorption. Ce comité qui devra avoir la personnalité civile, comprendra un nombre égal de représentants de producteurs d'une part et du commerce des grains et de la meunerie d'autre part.

Un commissaire du gouvernement nommé par le ministère de l'Agriculture, ainsi qu'un contrôleur financier nommé par le Ministre des Finances, assisteront à ces délibérations avec voix consultative. En cas de veto opposé par eux aux décisions du comité, celles-ci ne seront exécutoires qu'après approbation du Ministre de l'Agriculture.

Enfin, il est constitué au sein de l'assemblée permanente des Chambres d'Agriculture une commission consulta-

tive chargée de donner son avis sur toutes les questions intéressant le régime de l'admission temporaire des céréales.

Le Ministre de l'Agriculture s'est efforcé de tenir la balance égale entre les différents intérêts en présence et son décret s'inspire du projet de « Réorganisation du marché du blé » que l'association générale des producteurs de blé avait récemment mise sur pied en accord avec les Comités de la meunerie et les Chambres d'Agriculture.

La suppression de la taxe à la production était prévue depuis longtemps, car, par suite des exonérations, elle n'a pas rapporté les sommes que l'on espérait. En revanche, la meunerie a vu ses charges s'accroître, et s'intensifier le contrôle sur ses opérations, mais des mesures du même ordre ont été prises dans les pays où l'on a procédé à une réorganisation du marché des céréales panifiables. Naturellement les petits meuniers ont protesté et la loi de finances établissant le Budget de 1936, leur a donné, quelques compensations en modifiant l'assiette de la taxe à la mouture.

A la suite de ce décret-loi, une hausse était prévue, effectivement le quintal qui, au mois de décembre 1935 était coté 70 francs, remonta à 90 francs en janvier 1936 : plusieurs facteurs avaient agi sur l'offre pour la restreindre et sur la demande pour l'accroître : l'offre diminuait parce que les stocks de la dernière récolte s'épuisaient et que l'on prévoyait une récolte médiocre en 1936. De plus, la politique suivie par le Gouvernement pendant les années 1934 et 1935 s'étaient efforcée de liquider les excédents par tous les moyens possibles et notamment par l'exportation : pendant l'été 1935, la France a conquis le quatrième rang dans le monde parmi les pays exportateurs de blé : nous savons quelles furent les causes de ce changement de position : outre les mesures officielles pour réglementer la meunerie

et restreindre les importations, il était l'effet d'une succession de trois grosses récoltes : 1933, 1934 et 1935.

Il pouvait sembler paradoxal de préconiser une politique d'exportation au moment même où l'opinion agricole était soucieuse de défendre le marché national contre l'entrée des produits étrangers. Mais l'agriculture entend moins que jamais renoncer à ses possibilités d'exportation légitimées par les plus vieilles traditions. De plus, devant un état mondial de surproduction agricole, « il faut faire une sage discrimination entre ce qu'il est possible et utile d'exporter et ce qu'il convient désormais d'écarter des marchés extérieurs. Si notre exportation agricole est envisagée sous cet angle, nous voyons de suite que la discrimination cherchée, c'est la qualité qui se charge de l'opérer elle-même » (1). C'est pourquoi M. Thellier, Ministre de l'Agriculture en 1936, avait décidé au mois d'avril de cette même année, de reprendre les exportations de céréales.

Le mouvement de cette hausse s'accroît : le 9 mars, le quintal atteignait 108 francs. Puis, pour stabiliser ces cours, le Gouvernement a décidé par un décret paru le 25 mars au Journal Officiel, que la meunerie devait continuer à employer obligatoirement 40 % des blés de stockage de 1935. A partir du 16 mai, ce pourcentage est abaissé à 20 %. On espère par là intensifier la demande du blé libre. Il y a en effet une oscillation perpétuelle dans les desseins du Gouvernement : tantôt il augmente la proportion des blés de stockage à utiliser, afin d'épuiser les réserves, mais c'est le blé libre qui ne s'écoule plus, une disposition contraire modifie alors le pourcentage employé, c'est un lent mouvement à la recherche d'un équilibre.

(1) Devinat : Rapport présenté au Conseil économique sur *La politique agricole de la France*, 1935.

Ceci souligne davantage les difficultés rencontrées au cours de cette tentative d'économie dirigée : outre les mesures de contingentement à l'importation, trois méthodes furent employées pour protéger le marché français du blé contre la baisse mondiale : la fixation d'un cours minimum, le retour à une liberté relative, puis la réglementation de la meunerie, les effets de ces méthodes doivent-ils être considérés comme une victoire ? Nous avons vu que le cours de cette denrée avait suivi une courbe assez sinueuse, cependant la cotation française fut toujours très supérieure à celle enregistrée sur les bourses étrangères, et si le contribuable en a particulièrement souffert, il ne faut pas se dissimuler que la situation désespérée des cultivateurs méritait que des sacrifices fussent accomplis en leur faveur.

III. — ORGANISATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR DU VIN ET DE L'ALCOOL

Nous nous bornerons à donner quelques indications sur la défense du marché intérieur du vin et de l'alcool. Les méthodes employées furent sensiblement identiques à celles que nous venons de retracer pour le blé. Il est naturel cependant que nous ne passions pas cette question sous silence : elle nous montrera tout d'abord la volonté bien arrêtée du Gouvernement de protéger les producteurs de matières premières contre la baisse des prix, et en France plus d'un million et demi d'hectares sont couverts de vigne et nourrissent une population d'environ un million 500 mille personnes. De plus nous pourrions mieux apprécier les difficultés permanentes qui s'opposèrent à une telle politique : de même que la protection du blé encombra le marché des céréales secondaires, de même la solution du pro-

blème du vin alourdisait la situation du marché de l'alcool. Enfin de telles mesures pesaient lourdement sur le budget.

A. — *Marché du vin.*

La première loi organique de la viticulture française est celle du 4 juillet 1931 complétée par celle du 8 juillet 1933. La nécessité de cette seconde intervention s'était fait particulièrement sentir : le prix moyen du vin rouge (9° Béziers, pris à la propriété) qui était de 187 francs l'hectolitre pour la campagne 1930-1931, était tombé à 111 francs pour la récolte suivante.

Les lois devaient organiser le marché intérieur en agissant à la fois sur l'offre et sur la demande.

L'offre est atteinte grâce à certaines mesures :

a) Art. 1. 1° « à partir du 1^{er} août 1933, une redevance sera perçue dans toutes les exploitations dont la déclaration de récolte accuse une production supérieure à 400 hectolitres. Cette redevance sera calculée sur le rendement moyen à l'hectare tel qu'il résultera de la déclaration de récolte et conformément à un barème ».

b) Art. 1. 8° « ... l'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte. »

c) Art. 3. « pendant une période de 10 années à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toute personne ou société de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vigne, exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale. »

d) Art. 7 « tant que les résultats des déclarations de récolte n'auront pas été publiés au *Journal Officiel* les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres ne pourront expédier une quantité supérieure aux deux tiers de leur produc-

tion ; cette quantité sera réduite à la moitié de la production pour les viticulteurs récoltant plus de 5.000 hectolitres... La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition à défaut de justification, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie, soit de fabrication de mistelles, de vins médicamenteux, etc...

Mais si toutes ces mesures devaient tendre à restreindre l'offre, la demande devait s'accroître par divers autres procédés :

Art. 10 « lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récolte souscrites tant en France qu'en Algérie, fait apparaître un chiffre de disponibilités (récolte et stock) supérieur à 72 millions d'hectolitres, tout viticulteur ayant obtenu 400 hectolitres de vin... doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte... ce pourcentage qui est progressif en raison de..., ainsi que le délai extrême de la distillation sont fixés par décret ».

Cependant l'ensemble de ces dispositions ne s'appliquait pas aux vins bénéficiant d'une appellation d'origine, de plus les exceptions prévues étaient trop nombreuses pour qu'un résultat pût être raisonnablement espéré.

En 1934, le rendement fut considérable ; en 1935 il s'abaisse à peine, et les cours du vin portent la marque de cette situation : au mois d'octobre 1934, les prix se sont établis en baisse de plus de 40 % sur les cours moyens de la récolte précédente.

Alors la loi du 24 décembre 1934 ordonne une distillation obligatoire de 16 millions d'hectolitres en vue de la carburation, interdit toute plantation dans les départements où les superficies viticoles ont augmenté depuis 1920, supprime enfin, la plantation de certains cepages dont la liste

est établie par le ministère. Ces mesures ont contribué à assainir le marché du vin, elles ont un peu arrêté la chute des cours et ont donné plus de confiance aux viticulteurs.

Pour compléter ces mesures est intervenu un décret du 26 juin 1935 suivi du décret du 30 juillet 1935, dont nous reparlerons à propos de l'alcool.

Pour le moment, on renforce le blocage en abaissant le minimum exempté de 400 à 300 hectolitres, lorsque les disponibilités dépassent 70 millions, et à 200 lorsqu'elles dépassent 84 millions d'hectolitres. On propose aux viticulteurs un arrachage facultatif, moyennant certaines indemnités pouvant s'élever jusqu'à 7.000 francs l'hectare. On prévoit en même temps un arrachage obligatoire avec indemnité réduite à 50 % dans le cas où une superficie minimum de 150 mille hectares ne seraient pas arrachés bénévolement avant le 31 mars 1936 (date reportée au 20 octobre 1936, par la loi du 29 mars 1936).

En même temps, pour protéger plus efficacement les produits ayant droit à une appellation d'origine, le décret-loi crée une appellation dite « contrôlée » et institue un « Comité National des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie » chargé de la défense de ces appellations.

B. — *Marché de l'alcool.*

Du reste, ce tableau de l'effort législatif doit être complété par celui poursuivi dans le domaine voisin de l'alcool.

Les lois viticoles de juillet 1931 et 1933, en rendant obligatoire la distillation des excédents de vin, dès que les disponibilités dépassaient 72 millions d'hectolitres, ont provoqué une surproduction considérable d'alcool de bouche. On essaya de trouver des débouchés à ce nouveau produit, et la loi du 8 juillet 1933 oblige les importateurs d'essence à y ajouter

une quantité d'alcool acheté à l'Etat et variant entre 25 et 30 %. L'extension des productions et l'opulente récolte de 1934 firent prendre de nouvelles mesures. Tout d'abord un décret du 26 juin 1935 décida que l'Etat se porterait acheteur de toutes les quantités d'alcool provenant de la distillation des vins, achetées au prix maximum de 4 francs le degré hectolitre. Mais le problème n'était pas résolu, c'est alors qu'un mois plus tard, intervint le décret loi du 30 juillet 1935. L'idée générale qui préside à cette réforme prévoit un renforcement certain du contrôle de l'Etat sur le marché français de l'alcool en étendant le monopole qui existait déjà pour certaines catégories. Les conditions d'approvisionnement des alcools sont en effet assez sérieusement modifiées par les articles 41 et suivants ; l'article 1^{er} du code des Contributions indirectes est dorénavant ainsi rédigé : « est réservée à l'Etat représenté par le service des alcools, la production des alcools éthyliques autres que

1° les eaux-de-vie ayant droit à l'appellation d'origine « Cognac » ou « Armagnac ».

2° les eaux-de-vie ne titrant pas plus de 50° Gay-Lussac à la température de 15° et provenant de la distillation non suivie de rectification des vins, cidres, poirés,* marcs non séchés, lies fraîches, hydromels et fruits frais. La production des genièvres est soumise à un régime spécial ».

L'Etat se réserve également le monopole du commerce des alcools : les quantités achetées sont retrocédées par lui pour tous les usages impliquant une opération à caractère industriel.

L'article 3 du décret-loi indique les quantités d'alcool à acheter par le service commercial pour chaque campagne allant du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante.

Les prix d'achat sont établis d'après un barème fixé par le décret, la base étant fournie par les prix de l'alcool de betteraves qui est lui-même fonction du prix du sucre.

En renforçant le monopole sur les alcools, l'Etat espère réaliser des bénéfices qui « seront affectés à concurrence de 120 millions au compte spécial. Le surplus est attribué par moitié au budget général et par moitié au fond de réserve du service des alcools. A titre exceptionnel pour la récolte de 1935, le service des alcools financera les opérations d'achat d'alcool prévues par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931, dans les limites d'une somme de 210 millions. Cette avance lui sera remboursée dans un délai maximum de 4 années par le compte spécial ».

Comme conséquence des dispositions du décret du 30 juillet 1935, déterminant les conditions d'achat des différents alcools d'après les prix de l'alcool de betteraves et par suite, d'après celui du sucre, un décret du 8 août 1935 a soumis à l'autorisation préalable des Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Finances et de la Guerre, la construction de nouvelles usines travaillant la betterave et ses sous-produits, afin de maintenir l'équilibre ingénieusement réalisé entre la culture betteravière et l'industrie utilisatrice.

Un décret du 29 septembre 1935, réorganise le service des alcools qui est transformé en régie commerciale dotée de la personnalité financière et placée sous l'autorité du Ministre des Finances.

Ainsi progressivement, la défense du marché du vin a conduit l'Etat à protéger le marché de l'alcool, et, pour cela, à organiser le monopole de la fabrication et du commerce de ce produit.

*
* *

Tels sont les développements que nous avons jugés indispensables de présenter pour montrer l'activité de l'État dans la protection et la défense de notre marché intérieur.

Nous avons donné les applications de cette politique pour le blé et le vin parce que ce sont les deux grandes productions françaises et que ceux qui s'y emploient représentent une partie importante de la classe laborieuse. Cependant nous aurions pu illustrer cette idée par des exemples choisis dans d'autres activités.

La baisse mondiale des prix qui a entraîné dans certains pays une dévaluation de l'étalon monétaire, a obligé la France, soucieuse de conserver l'intégrité de sa devise, à conduire une politique économique dont nous venons de montrer les deux principaux moyens : contingentement de l'importation d'une part, mesures d'organisation du marché intérieur d'autre part. Cependant l'œuvre n'était pas achevée et avant d'en apprécier les effets, il nous faut parler d'une troisième intervention gouvernementale. Nous avons montré plus haut que la solution de la crise économique ne résidait pas exclusivement dans la revalorisation des matières premières, il fallait encore adapter les prix de détail aux cours des prix de gros.

CHAPITRE III

Les résultats de cinq années d'isolement économique

La ligne directrice que les différents ministères avaient suivie, tendait à isoler partiellement le marché français de la concurrence internationale : on ne pouvait prétendre sauvegarder les producteurs de matières premières en arrêtant complètement la baisse mondiale, en la freinant du moins.

Or à la fin de 1935, au moment où se terminaient cinq années d'isolement, on pouvait envisager avec appréhension la place que la France occuperait à nouveau sur le marché mondial. A cette époque (1), certains apôtres de la dévaluation agirent sur le Parlement pour lui faire prendre une décision à laquelle il se refusait toujours. L'argument était convainquant : 49 pays ont dévalué leur monnaie, leur commerce est beaucoup plus prospère que le nôtre, leurs prix sont plus bas en or, leurs exportations s'accroissent chaque jour et lentement la crise disparaît chez eux.

C'est une réponse — un peu tardive il est vrai — que nous voudrions donner à ces attaques, en étudiant les conséquences d'une politique de protection économique destinée à conserver l'intégrité de notre franc ; en d'autres ter-

(1) Cf. l'intervention de M. P. Reynaud du 28 juin 1934 (J. O. du 29 juin 1934), son action dans la presse est du reste bien antérieure ; voir entre autres l'article paru dans *l'Information* du 19 septembre 1934.

mes, nous allons nous demander si, en décembre 1935, la France avait écarté tout danger de dévaluation. Cette opération, il est utile de le redire, aurait d'une part permis à nos prix de gros de concurrencer les mêmes produits étrangers sur le marché mondial ; elle aurait facilité d'autre part une adaptation des prix de détail au cours des prix de pros afin d'accroître le revenu national.

I. ADAPTATION DES PRIX DE GROS FRANÇAIS AUX PRIX MONDIAUX

M. Duchemin prononça le 26 mars 1936 une allocution à « l'Assemblée Générale de la production française » où il souligna la tendance qui se dessinait sur les différents marchés : à l'étranger, une reprise économique avait arrêté le mouvement général de baisse, en France au contraire, protégée par les différentes mesures que nous avons retracées plus haut, la baisse continuait à se faire sentir avec un certain retard, et M. Duchemin illustra son exposé par un tableau que nous reproduisons : il établit un rapport entre le cours de nos prix de gros et celui enregistré sur les bourses étrangères.

Indices-or des prix de gros (base 100 en 1913)

	1931	1932	1933	1934	1935	Différence moyen
	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne	décembre	1934 et Xbre 1935
France.....	104	83	79	74	72	— 2
Royaume-Uni..	97	74	70	65	66	+ 1
Etats-Unis.....	104	93	75	64	68	+ 4
Allemagne.....	110	96	93	98	103	+ 5
Belgique.....	90	77	72	68	60	— 8
Suisse.....	110	96	91	90	92	+ 2

Il ressort de ces chiffres, que si, nos prix de gros étaient en décembre 1935 supérieurs de 12 points aux prix belges, et de 4 points aux prix britanniques et américains, ils restaient inférieurs aux prix allemands et suisses et que, depuis 1932 l'écart entre les prix de nos concurrents les mieux placés et les nôtres, n'a cessé de décroître.

C'est ainsi qu'entre la moyenne mensuelle de 1934 et décembre 1935, nous trouvons, en dehors de la Belgique dont la baisse de l'indice-or s'explique par la récente dévaluation de sa monnaie, que seuls nos indices ont baissé de 2 points alors que ces mêmes indices s'élevaient de quatre points pour les Etats-Unis, de 5 pour l'Allemagne, de 3 pour la Suisse et de 1 pour la Grande Bretagne.

L'écart dont on se plaignait, commençait déjà à se combler sensiblement. La France avait organisé une défense audacieuse de son marché, mais elle avait permis d'éviter une baisse catastrophique et au moment où l'activité économique allait entraîner une nouvelle hausse, elle était capable de reprendre sa place sur le marché mondial, à concurrence sensiblement égale ; la question des prix de gros n'était pas encore résolue, mais la tendance se dessinait nettement vers l'équilibre : « le mouvement d'adaptation des prix français aux prix étrangers s'était méthodiquement poursuivi. L'écart entre les prix de gros en France, en Angleterre et aux Etats-Unis étaient très notablement réduits... résultat intéressant si l'on veut bien retenir que la lenteur de la hausse des prix étrangers s'explique — en partie — par la thésaurisation de l'or qui restait détenu par les Banques d'Emission et par les particuliers, et que les dévaluations monétaires en diminuant le poids d'or des monnaies, contribuaient à la dépression des prix mondiaux » (1).

(1) Germain Martin : *op. cit.*, p. 338.

Le tableau établi par M. Duchemin ne nous permet pas encore de répondre négativement à cette question : une dévaluation était-elle nécessaire à la fin de 1935, pour rétablir l'équilibre entre les prix de gros mondiaux et les prix de gros français ? Du moins, le mouvement était très favorable.

II. ADAPTATION DES PRIX DE DÉTAIL AUX PRIX DE GROS

Une seconde difficulté que posait la réorganisation de l'économie française et qu'il fallait également résoudre par certaines méthodes, si l'on voulait écarter la dévaluation, était relative aux prix de détails.

A. *Le mal.* — Les prix de gros, quelle que soit la protection dont ils avaient été entourés dans notre pays, avaient baissé sous l'effet de la dépression générale. Par contre, nous avons montré plus haut, citant M. Nogaro, que « les prix manufacturés, les prix de détail baisseraient beaucoup moins vite et même resteraient stationnaires (2) ». Nous étudierons plus loin les causes de cette divergence, il n'en demeure pas moins qu'elle nous mettait dans cette situation délicate : le revenu national constitué en partie par la vente des matières premières, diminue progressivement cependant que les dépenses — synthétisées dans le coût de la vie — restent à peu près constantes. L'exemple de certains pays ne nous avait-il pas montré qu'une dévaluation pouvait — en partie — résoudre ce second problème.

En France, il fallait lui donner une solution assez rapide, car le mal s'aggravait. Il se présentait déjà avec une réelle acuité pendant l'hiver 1930-1931. En février 1931,

(1) B. Nogaro : *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, p. 2.

l'indice dit des 13 denrées à Paris atteignait 650 (base 1914 = 100) et en novembre 1930, l'indice dit des 34 articles à Paris atteignait 646. Aux mêmes dates, l'indice non pondéré des prix de gros marquait respectivement 492 et 504, et l'indice pondéré 538 et 551. Donc, dès l'hiver 1930-1931, le problème « des ciseaux » se posait pour nous : le pouvoir d'achat de tous les producteurs se trouvait diminué. En février 1934, lorsque M. Doumergue prend le pouvoir, la situation ne s'était pas améliorée, elle avait même empiré. Fin janvier 1934 la hausse mondiale des prix de gros était inférieure de 24 % à celle des prix de détail, en octobre 1934, la différence était de 25 % : la marge séparant les prix de gros des prix de détail restait importante :

		Indice des prix de gros		Indice des prix de détail	
		non pondéré	pondéré	13 denrées	34 articles
Novembre	1930	504	551	647	646
Février	1931	492	538	650	635
Fin janvier	1934	388	405	516	521

B. *Les remèdes.* — Le remède à ce mal fut apporté par M. Laval : un certain nombre de décrets-lois devait abaisser automatiquement les prix de détail français.

L'ensemble des mesures prises peuvent se répartir en 3 catégories :

a) *Réduction des loyers.* Un décret du 16 juillet 1935 diminue de 10 % le montant des loyers, aussi bien en ce qui concerne les locaux à usage d'habitation que ceux qui sont nécessaires à l'exercice de la profession.

Un décret du 8 août 1935 abaisse de 10 % le prix actuel des baux à ferme, payables soit en argent, soit en nature.

Dans l'article 3, ce même décret prescrit que tout propriétaire d'un immeuble rural affecté à la garantie d'une créance hypothécaire ou d'une des créances privilégiées de l'article 2.103 du Code Civil, et productif de fermages qui auront été réduits en application du même décret, bénéficiera d'une réduction de 10 % sur le montant des intérêts de sa dette.

Enfin un décret du 30 octobre 1935 abaisse de 7 à 5 % le taux des intérêts moratoires dus par les organismes d'habitation à bon marché.

b) *Baisse des prix du gaz et de l'électricité.* Un décret du 16 juillet 1935, complété par les décrets du 8 août, du 20 août et du 30 octobre 1935, réalise en principe un abaissement des prix maxima de l'éclairage et de la force motrice de 10 % dans les limites fixées par un barème. En outre, il prévoit l'abaissement des prix au moyen d'un barème fixant des plafonds, tant pour la force motrice que pour l'éclairage, en fonction de l'importance de la population. De plus, les prix d'établissement des branchements, les prix de location et d'achat des compteurs ont été également réduits.

La diminution du prix du gaz repose sur les mêmes principes que ceux relatifs à l'électricité : décret du 16 juillet et du 5 septembre 1935.

c) *Action sur les prix des denrées alimentaires.* Le Gouvernement veut faire cesser le déséquilibre qui s'est établi entre le cours de la viande sur pied et son prix de vente chez le détaillant. Comme il ne pouvait songer à unifier le prix de la viande en raison de la différence de la qualité de cette marchandise et de la variété des morceaux obtenus au découpage, un décret du 8 août 1935 organise dans chaque département une commission de discipline chargée de veiller à la régularité du commerce de la viande et de s'assurer que les prix de vente au détail sont en concordance avec ceux

de l'achat en gros ; après consultation de cette dernière, les préfets pourront prendre des arrêtés fixant les prix maxima de vente au détail.

Enfin, une dernière mesure générale inscrite dans le décret du 16 juillet 1935, dispose que « toute dette civile ou commerciale contractée par une personne publique ou privée antérieurement à la publication du présent décret peut, nonobstant toute clause contraire, être remboursée par anticipation ».

Pour être complet, il faudrait citer certains décrets qui ont eu une action indirecte sur le coût de la vie : par exemple, celui du 8 août 1935 d'après lequel les sociétés coopératives de production, conservation, transformation et vente des produits agricoles fonctionnant conformément aux dispositions de ce décret, sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaire visée par l'article 13 du décret du 27 décembre 1934.

C. *Résultat de ces mesures.* — M. Rist dans le tableau général qui sert d'avant-propos à « la France économique de 1935 » (1) s'est montré pessimiste sur les résultats de « cet effort qui gardera dans l'histoire de notre pays le nom d'expérience Laval ». « Le tableau qu'offre l'économie française en 1935 est le plus sombre que nous ayons eu à tracer depuis que paraît cet annuaire ».

Il est certain tout d'abord que certaines mesures — particulièrement celle visée par le décret du 16 juillet 1935 — semblent une atteinte au respect des contrats et qu'elles

(1) Ch. Rist : « Avant propos à la France Economique de 1935 », *Revue d'économie politique*, mai-juin 1936, pages 152 et suivantes.

nous inspirent quelques réserves à parler de « l'injustice de la dévaluation ». Quant aux autres décrets, les uns de par leur nature même, devaient être sans effet, d'autres ont eu une influence sensible sur le coût de la vie : les loyers furent d'abord réduits automatiquement ; le Bulletin de la Statistique Générale de la France indique que le prix de vente de l'électricité (éclairage seulement) est passé de 175 cms le Kwh. pour la moyenne de l'année 1934 à 155 cms pour les cinq derniers mois de 1935 et le même Bulletin mentionne que le prix du gaz d'éclairage est passé à Paris de 100 cms le mètre cube en 1934 à 95 cms pour les 6 derniers mois de 1935.

Du reste si nous établissons un tableau comparatif des prix de gros et des prix de détail, nous trouverons les modifications suivantes :

	Indice des prix de gros		Indice des prix de détail	
	non pondéré	pondéré	13 denrées	34 articles
Octobre	350	342	417	438
Novembre	353	348	427	446

Enfin, si nous voulons choisir un second point de comparaison pour apprécier l'effort qui fut déployé afin de remédier à ce second effet de la dépression économique, nous pouvons nous reporter aux chiffres cités par M. Duchemin et montrant les différences entre les indices or des prix de gros et de détail dans les principaux pays :

	moyenne	décembre	mars	juillet	novembre
	1934	1934	1935	1935	1935
France	+ 26	+ 25	+ 21	+ 19	+ 19
Royaume Uni	+ 10	+ 12	+ 10	+ 12	+ 13
Etats-Unis	+ 1	+ 2	+ 4	+ 3	+ 4
Allemagne	+ 20	+ 18	+ 18	+ 21	+ 17
Belgique	+ 28	+ 27	+ 22	+ 11	+ 11
Suisse	+ 25	+ 25	+ 26	+ 25	+ 25

De ce tableau, il résulte que la différence entre la moyenne de 1934 et le mois de novembre 1935 s'est accrue de 3 points en Grande-Bretagne, autant pour les Etats-Unis, alors qu'elle a diminué de 17 points en Belgique, de 7 points en France et de 3 points en Allemagne. Ce retour lent, mais régulier à l'équilibre nous prouve qu'on ne peut pas incriminer les prix français et par conséquent, la valeur de notre franc, pour expliquer la restriction de notre commerce extérieur » (1).

Dans le domaine des prix de détail, l'adaptation n'était pas encore au point, mais elle aussi se dessinait lentement. Du reste deux causes principales entravèrent l'action de M. Laval et furent responsables de la lenteur avec laquelle « les ciseaux » se fermaient.

La première cause est soulignée par M. Rist : « la résistance du milieu économique à la déflation s'est montrée, dit-il, une fois encore et conformément à toutes les expériences antérieures, plus forte que les intentions proclamées par le Gouvernement » (2).

Deux influences se contrariaient : la politique de protection du marché intérieur et sa répercussion inévitable

(1) R. P. Duchemin à l'Assemblée Générale de la Production Française, 26 mars 1936.

(2) Ch. Rist : Article précité, page 578.

sur l'élévation du coût de la vie d'une part, la politique d'action directe sur l'abaissement de ce même coût de la vie d'autre part. Nous savons que les pouvoirs publics désiraient maintenir le niveau des prix agricoles, dans cette atmosphère de défense, le prix de la vie pouvait difficilement s'abaisser rapidement. M Rouilly — qui s'intéresse à l'agriculture — a étudié l'incidence des différentes catégories de charges sur le budget d'une exploitation agricole de moyenne importance : (1)

Main d'œuvre	30,09
Traction animale	10,02
Traction mécanique	1,81
Semences, engrais	17,48
Nourriture des animaux.....	13,49
Assurances, loyer	13,80
Entretien matériel	5,09
Direction	8,22

Total..... 100

« En lisant les décrets-lois récemment parus, dit-il, nous y avons relevé ceux qui intéressent directement l'agriculture dans le sens d'une déflation des charges: diminution du prix des engrais dans une proportion de 10 % — diminution du montant des loyers ruraux dans la même proportion : or si les engrais représentent environ 18 % en moyenne, cette diminution de 10 % représente donc une réduction de 1,80 du total des charges de l'exploitation. Quant au loyer, on peut estimer qu'il représente 10 % de ces

(1) A. Rouilly : *Journal d'agriculture pratique*, 27 avril 1935.

charges, la réduction provenant de ce fait, serait donc de 1 %. Au total les décrets-loi soulageront l'exploitation agricole de 2,80 % environ de ses dépenses » et plus loin « une déflation des charges de l'agriculture ne peut être obtenue que par la déflation générale des salaires et des charges fiscales qui pèsent lourdement sur ses fournisseurs ». Nous aborderons plus loin le problème de la fiscalité, du taux de l'intérêt et de son influence sur le prix de revient ; comme celui de la main-d'œuvre il devait être la pierre d'achoppement de toutes nos réformes. Les salaires agricoles ont été portés à un taux considérable : M. Augé-Laribé comparant les salaires agricoles de 1910 et ceux de 1930 (1) montre que ces derniers sont de 11 à 12 fois plus élevés qu'avant-guerre, et que pendant cette même période, le coefficient de majoration des prix des principaux produits agricoles ne dépasse pas 1,25 ; et dans le Bulletin de la Statistique Générale de la France nous relevons ces lignes : « les salaires agricoles en 1936, n'auraient baissé en moyenne depuis 1930 que de 6 à 7 %, la rémunération annuelle des journaliers serait même restée sans changements ».

La résistance des milieux industriels, la défense de l'agriculture et la portée incomplète des décrets-lois constituent la première cause qui retarda l'abaissement du coût de la vie et fit juger stérile l'effort d'adaptation des prix de détail au niveau des prix de gros.

De plus, si cette adaptation n'a pas eu l'ampleur que l'on aurait aimé lui voir prendre, il ne faut pas oublier que cette expérience s'est déroulée dans un temps assez bref : les décrets furent appliqués à partir des mois de juillet et d'août, ils ne pouvaient donner leur entière mesure trois

(1) *Revue internationale du travail*, janvier 1932.

mois plus tard. M. Laval espérait établir le cadre d'un travail que ses successeurs auraient poursuivi dans le même désir de rétablir une économie intérieure et de défendre un étalon monétaire, or si le cabinet Sarraut n'a pas supprimé les décrets-loi, l'ambiance dans laquelle la France a vécu depuis le mois de janvier 1936 ne convenait plus à l'application d'une politique de déflation. C'est donc sur l'évolution de l'économie française entre le mois de juillet 1935 et tout au plus le mois de février 1936, qu'il convient de juger l'effort entrepris.

Sur la base de 100 en 1913-1914, l'indice-or du coût de l'alimentation ouvrière est en février 1936 :

de 78 en Angleterre

de 73 en Belgique

de 86 en France (1).

En février 1934, cet indice était près de 101 : le fait que les prix avaient encore baissé de 15 % depuis le début de 1934, est précisément l'argument qui pouvait justifier l'œuvre de M. Laval et autoriser l'effort parallèle que l'on devait poursuivre dans le domaine des dépenses publiques.

D. *Notre véritable situation.* — La politique économique réalisée par toute une législature atteignait, malgré ses lacunes, le but poursuivi. Si la même énergie avait présidé aux mesures de réorganisation budgétaire, et nous étudierons plus loin cette question et sa répercussion sur l'élévation des impôts, sur le taux de l'intérêt et le niveau général de la vie, le problème des prix de gros et des prix de détail

(1) M. Rist donne le chiffre de 101. Mais le *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques*, du 4 septembre 1936 montre que l'indice or de la Grande-Bretagne et de la Suisse étant respectivement l'indice de 600 villes, il convenait de prendre, pour la France, non l'indice de Paris, mais celui des 300 villes.

aurait été résolu et la menace d'une dévaluation n'aurait plus subsisté en France.

La preuve en est faite du reste par une excellente étude de M. Bordaz, chargé de cours à la Faculté de Droit de Bordeaux (1). L'auteur montre tout d'abord que l'ensemble des prix français ne doit pas être comparé à l'ensemble des prix étrangers, mais que le problème véritable consiste à déterminer si les produits français susceptibles d'être exportés peuvent conquérir les marchés étrangers, si leurs prix sont aussi avantageux que ceux des autres nations productrices.

Nous donnons les résultats relatifs aux dépenses d'hôtels (qui représentent une grande partie des capitaux invisibles) :

(Renseignements communiqués par l'Office National
du Tourisme)

Prix de pension dans les grands hôtels

Moyenne 1933		Moyenne 1934		Moyenne 1935	
minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum
79	141	63	101	59	93
					
Soit une baisse moyenne de 28 ou 25 % de 1932 à 1934				Soit une baisse moyenne de 6 ou 8 % de 1934 à 1935	

M. Bordaz ajoute : « d'après les renseignements obtenus, le prix des hôtels ou pensions à Londres est à la fin de 1935 plus élevé qu'avant-guerre, en livres sterling papier. Dans ces conditions, étant donné le cours du change, la si-

(1) R. Bordaz : « La dévaluation, le Commerce et les Prix ». Supplément au *Bulletin Quotidien* du 11 décembre 1935.

tuation ne nous est pas défavorable : c'est ce que confirme la comparaison suivante entre les prix des hôtels en France et ceux de l'étranger :

Hôtel de 1 ^{er} ordre	Indice approximatif du tarif de chambres de confort égal	Indice approximatif de repas équivalents
PARIS	135	42
LONDRES	150	34
Hôtel de 2 ^e ordre		
PARIS	48	22
LONDRES	90	24

M. Bordaz donne d'autres exemples : celui de l'industrie métallurgique où les prix français peuvent lutter avec les prix anglais, celui de la construction automobile où nous sommes handicapés il est vrai, et il conclut en soulignant la baisse de nos exportations en valeur absolue et en valeur relative, mais le calcul de la Société des Nations comparant le total des exportations mondiales n'est pas en notre défaveur :

Pourcentage des exporta-	1929 = 5,95
tions françaises par rap-	1932 = 6
port au total des exporta-	1933 = 6,17
tions mondiales (1)	1934 = 6,15

(1) R. Bordaz : *op. cit.*, page 11.

Ces résultats ne sont-ils pas la meilleure preuve que dans les échanges internationaux, la place de la France était honorable, et qu'en décembre 1935 le problème de la dévaluation se posait de moins en moins pour ajuster nos prix de gros aux prix mondiaux, et pour adapter le coût de la vie au niveau des cours des matières premières ?

CHAPITRE IV

Le renversement des tendances

Quelle que soit la sagesse d'un Gouvernement, il ne peut longtemps espérer le soutien de l'opinion publique. L'ensemble des mesures que la France s'imposa pour protéger l'économie nationale, des effets de la dépression mondiale, semblaient avantager les uns pour imposer des sacrifices aux autres ; au jugement des critiques, l'œuvre était incomplète. Certaines presses soulignèrent l'incertitude et la misère présentes pour condamner une législature qui sollicitait le renouvellement de son mandat, et facilitèrent le développement des idées communistes et socialistes. C'est ainsi qu'est arrivée au pouvoir une coalition d'extrême-gauche qui promettait le renversement complet des tendances actuelles.

M. Laval en quittant la Présidence du conseil, avait donné, nous l'avons vu, une réponse aux partisans de la dévaluation. La question budgétaire n'était pas encore complètement résolue, et nous ne pouvons méconnaître la charge que les déficits annuels imposaient à notre économie: ils contribuaient à retarder l'adaptation de nos prix de gros au niveau des prix mondiaux. Cependant, par les nombreux décrets-loi qui organisaient notre marché intérieur et qui diminuaient le coût de la vie, une œuvre d'assainissement avait été faite.

Une toute autre conception inspira le nouveau ministère: représentant d'une Chambre dont les membres avaient été élus sur un programme de prospérité économique, il eut à cœur de tenir ses promesses. A la politique des « restrictions » M. Blum substitua le régime de la « facilité ».

Nous n'avons pas l'intention de retracer ici l'ensemble des mesures qui présidèrent à la vie économique de la France à partir du mois de mai 1936, nous voudrions seulement indiquer l'esprit qui inspire la nouvelle législation et ses répercussions sur la situation du franc.

I. LE PROGRAMME DE LA NOUVELLE LEGISLATURE

Le 10 mai 1936, le Président du Conseil donnait devant la Commission spéciale de 33 membres, chargés d'exposer les projets sociaux déposés par le Gouvernement, les grandes lignes de la politique économique qu'il entendait suivre ; résumée de la façon la plus objective, elle comporte les points suivants :

1°) Avant tout, développer le pouvoir d'achat de la classe ouvrière en augmentant les salaires, cet accroissement du pouvoir d'achat doit entraîner une reprise massive des affaires.

2°) L'augmentation des frais de la production industrielle ne doit pas avoir de répercussion sensible sur les prix à la consommation, car :

3°) L'augmentation de la production industrielle permettra, dans le calcul des frais de revient, de répartir la hausse des salaires sur une quantité beaucoup plus grande de marchandises.

4°) M. Blum ne se dissimule pas qu'il y aura une période de réadaptation difficile, mais le Gouvernement pro-

met formellement son aide aux industriels, par des mesures efficaces : octroi de crédits, exonérations de taxes, etc...

En d'autres termes, le plan est le suivant : la solution de la crise est trouvée dans l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière : la production se développera et permettra ainsi aux frais généraux plus élevés de se répartir sur une quantité plus grande d'objets fabriqués et de ne pas augmenter sensiblement les prix à la consommation. Le patronat doit accepter la prise en charge des conséquences de ces nouvelles lois sociales, momentanément seulement car « les industries s'adapteront aux transformations qui viennent de s'accomplir. L'activité économique qui va se manifester dans tous les domaines, résoudra les difficultés que certains exagèrent ».

Le programme n'est pas nouveau, il manifeste peut-être — nous aimerions en être persuadés — un sentiment de justice sociale devant les misères et le chômage qui atteignaient la classe ouvrière, mais il venait brutalement arrêter l'œuvre entreprise et dont les effets commençaient à se faire sentir : les Français supportèrent toutes les restrictions matérielles qui leur avaient été imposées et avant même de pouvoir en apprécier les conséquences, ils assistèrent à la transformation du principe de redressement économique, c'est pourquoi l'œuvre de M. Laval n'a pu être sincèrement appréciée : on n'a pas eu le temps d'en connaître les effets.

Ce programme devint aussitôt une réalité ; au terme de l'accord intervenu le 8 mai 1936 entre les délégués de la Confédération Générale du Travail, et les délégués de la Confédération de la Production Française, « les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936, seront, du jour de la reprise du travail, réajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les sa-

lares les moins élevés, pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés, le total des salaires de chaque établissement ne devant en aucun cas être augmenté de plus de 12 % ».

De plus, le Parlement ayant sanctionné par son vote les accords de principe dits « accords Malignon » on se trouve en présence de trois nouvelles lois sociales :

- la loi des congés payés,
- la loi sur la conclusion du contrat collectif,
- la loi sur la semaine de quarante heures.

II. EFFETS DE CES MESURES.

Quelle devait être la conséquence de ce programme sur la solution de la dépression économique française, et par contre coup sur la solidité de notre étalon monétaire ?

Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière sera-t-il augmenté ? A la base du raisonnement de M. Blum, il y a une évidente pétition de principe, la hausse des salaires ne peut augmenter le pouvoir d'achat que si les entreprises peuvent subir les frais de cette hausse, c'est-à-dire :

a) si leur trésorerie peut supporter une augmentation momentanée et sans compensation des frais de revient.

b) si le pouvoir d'achat de leur clientèle, qui n'est pas forcément ouvrière, permet à la fois une hausse des prix et une augmentation sensible du chiffre d'affaire, or il est des branches de la production où les débouchés sont limités et où, par conséquent, on ne saurait enregistrer sans péril une élévation anormale des frais de revient : qu'on augmente dans toute la mesure du possible le pouvoir d'achat du consommateur français, il ne demandera guère plus de blé !

Toutes les industries ne peuvent donc pas augmenter leur production, de plus, même si elles le peuvent, pourront elles absorber sans hausse du prix à la consommation l'élé-

vation de leurs frais généraux ? Le Ministre de l'Economie Nationale répond lui-même : « on s'est ému de l'augmentation des prix de revient qu'allaient provoquer les nouvelles charges que doit absorber la production. Ce ne peut être là qu'une préoccupation momentanée. Dans l'état de notre civilisation technique, le prix des matières premières et celui des salaires ne sont plus les facteurs essentiels de l'organisation de la production. Ce qui compte essentiellement, c'est le volume des ventes... Des facilités d'exportation seront organisées pour les industries travaillant pour l'exportation et que le vote des lois sociales handicaperaient momentanément. Mais très rapidement, dès que les producteurs auront pris conscience de l'ordre nouveau, la reprise se fera sentir. Toutes les industries démarreront à la fois, les 40 milliards thésaurisés sortiront de leurs cachettes, alimentant à nouveau tous les canaux de l'activité mondiale. Ce départ doit être très rapide. La crise sera attaquée à très bref délai et chacun retrouvera les profits légitimes qu'il peut attendre de son travail. Cela se produira dès que l'on aura constaté que la baisse continue, la baisse déprimante a pris fin » (1).

Non seulement nous ne voyons pas mentionnée dans cette déclaration, l'idée suivant laquelle certaines industries auraient quelque difficulté à étendre leur production, mais nous entendons nettement affirmer la possibilité pour les entreprises d'accepter l'élévation des frais généraux car les « salaires ne sont plus les facteurs essentiels de l'organisation de la production ». Or, contrairement à ce qui vient d'être dit, les salaires représentent l'essentiel des prix de revient. Nous n'en voulons pour preuve que certains pour-

(1) Interview de M. Spinasse à *l'Intransigeant*, 14 mai 1936.

centages établis par M. Pinot en 1933 (1) (et depuis cette époque ce pourcentage a dû vraisemblablement s'accroître attendu que le recul des salaires a été très faible depuis lors, tandis que les matières premières ont accusé, nous le savons, une baisse assez sensible). Dans toutes les industries relevant de la construction mécanique, la part des salaires est extrêmement variable ; dans la construction des chaudières, ils représentent 35 à 46 %, dans le matériel électrique, ils sont de 32 %, dans l'industrie automobile ils sont de 23 %, dans le bâtiment, ils atteignent 40 %. Si nous passons dans le domaine des charbonnages, la contradiction sera encore plus nette : les frais de main-d'œuvre représentent environ 65 % des frais généraux. Dans la Revue de « l'industrie minérale », M. Fabre (2) évalue à 16,5 % l'augmentation des salaires de l'industrie houillère. « Les majorations de salaires appliquées dans le Nord et le Pas-de-Calais, avec les relèvements préalables à la base pour le personnel de la surface et certaines catégories d'ouvriers du fond sur lesquels a joué l'augmentation générale de 12 points de la prime portée de 10 à 22 %, ont augmenté pratiquement de 16,5 % la masse des salaires de 1935 » et plus loin : « sans qu'il soit possible de chiffrer exactement les répercussions de la semaine de 40 heures, on peut dire qu'à la suite de l'application de l'accord Matignon, des conventions collectives d'avril, mai et juin, et des nouvelles lois sociales, le coefficient multiplicateur des frais totaux de la main-d'œuvre dans les mines, sera de l'ordre de 1,40 à 1,50, peut être davantage, relativement à la situation

(1) M. Pinot : *La semaine de 40 heures, le chômage et les prix.*

(2) Revue du 1^{er} juillet 1936.

moyenne de 1935 ». La hausse serait donc de 40 à 50 % (1).

Si la hausse des prix est inévitable — les faits en sont la meilleure preuve — le pouvoir d'achat de l'ouvrier ne sera pas augmenté et ainsi disparaît le fondement même de la nouvelle conception économique (2).

(1) Nous ne parlons pas des critiques trop connues qui montrent que la loi de 40 heures tuera la petite et la moyenne entreprise et ruinera la structure nationale (voir à ce propos la déclaration faite par la délégation patronale à la réunion de la Commission mixte au Ministère du Travail, le 15 septembre 1936), nous nous en tenons à la seule question des prix.

(2) Nous ne parlons pas de la politique agricole de M. Blum, comme ses prédécesseurs il s'est attaché à revaloriser les produits du sol, mais par d'autres moyens : le 15 août 1936, le Sénat a voté le projet de loi sur « l'Office National Interprofessionnel du blé » après de nombreuses navettes entre le Sénat et la Chambre, un texte de loi fut approuvé par les 2 chambres, fut voté et promulgué. Cet Office est, pour ses opérations financières, sous le contrôle du ministère de l'Agriculture. Le fonctionnement est le suivant : un Conseil central établit dans la 2^e quinzaine de juin, une prévision de rendement de la récolte nationale et la quantité de blé que chaque producteur pourra livrer à la vente. Dans la 2^e quinzaine d'août, ce Conseil fixera le prix du blé à la production : les coopératives et les commerçants sont tenus d'acheter le blé aux prix et conditions fixées. Chaque année, les cultivateurs déclareront entre le 15 avril et le 1^{er} mai, la superficie de terres labourables qu'ils ont ensemencées en blé, et avant le 30 septembre, ils déclareront dans les mêmes conditions, leur récolte de blé. Avant le 1^{er} novembre, le Conseil Central déterminera l'échelonnement des ventes de blé, les blés seront accompagnés d'un titre de mouvement. L'Office du blé a le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, farines et céréales. Le régime de l'admission temporaire des blés tendres et durs est supprimé. Le prix du blé a été fixé en septembre 1936 à 140 fr. le quintal.

Les agriculteurs, paient chèrement la protection qui leur est offerte ; depuis 10 ans, les théoriciens du socialisme élaborent des textes pour réaliser l'organisation collective de l'agriculture sans toucher à la propriété paysanne : ils y sont arrivés. Du reste si les revenus agricoles sont plus élevés en 1936 qu'en 1935, l'office du blé en est-il la cause ? Les prix montent parce que la récolte est médiocre en qualité et en quantité et que les mesures prises par les précédents gouvernements ont permis

La conséquence de cette nouvelle politique s'impose donc déjà en septembre 1936 : la hausse des salaires qui atteint l'industrie et la généralisation prochaine de la semaine de 40 heures en France, alors qu'elle ne sera pas appliquée à l'étranger, rendent « impossible » ce travail d'adaptation qui est indispensable pour écarter la menace d'une dévaluation monétaire.

(Volontairement, nous n'avons pas insisté sur l'influence déprimante que ne manque pas d'exercer sur le monde des affaires, les événements pénibles qui se déroulent dans les centres industriels depuis le mois de juin (1).

Du reste, les statistiques nous montrent bien que nous restons dans le domaine de la réalité ;

Indices des prix de gros	Avril	1936 = 359
(126 articles pondérés (2)	Septembre 1936 = 395	
(1913 = 100)		
	Différence	= 36
Indice des prix de détail	Avril	1936 = 449
(Paris 29 denrées alimentaires (2)	Septembre 1936 = 495	
	Différence	= 46

La hausse des prix de détail n'est-elle pas la preuve que le pouvoir d'achat de la masse ouvrière n'a pas augmenté,

de liquider une grande partie des stocks. Peut-être le blé aurait-il même dépassé le cours de 140 fr. ? On peut le penser puisque les céréales secondaires ont subi une hausse qui est proportionnellement plus importante que celle qui affecte le blé et que le marché de ces céréales secondaires est libre.

(1) Les journaux financiers du 16 et du 17 décembre 1936 parlent tous du développement des exportations de charbons du pays de Galles, nos mines ne pouvant plus livrer les quantités demandées.

(2) Renseignements pris dans *l'Observation économique*, septembre-octobre 1936.

puisque la hausse du coût de la vie fut sensiblement égale à la hausse des salaires :

*Variation des prix de détail
entre le 15 mai et le 15 septembre*

<i>Articles</i>	<i>variation en %</i>
pain ordinaire pesé	+ 34,4
vin rouge 9°,5	+ 15
lait	+ 8,3
œufs	+ 33

Au bénéfice de ces quelques chiffres choisis dans les denrées indispensables à l'alimentation, nous déduisons que l'évolution des prix au cours de l'été 1936 est inverse de celle de la période correspondante de 1935.

Ainsi la situation au mois de septembre 1936 ressemble étrangement à celle des premières années de crise. Les prix de gros français, loin de s'adapter aux prix mondiaux, suivent une progression constante et cette augmentation de pouvoir d'achat est aussitôt annihilée par l'élévation parallèle des prix de détail : cinq mois d'expérience « socialisante » avait détruit l'effort de cinq années de réorganisation économique.

Nous ne prétendons pas que l'expérience de M. Laval ait complètement écarté l'idée d'une dévaluation monétaire, car les déficits budgétaires alourdissaient régulièrement les charges du commerce et de l'industrie, mais elles en avaient éloigné la menace immédiate, elles acheminaient lentement le pays vers une réforme qui protégeait les producteurs et les exportateurs ; la France, avec une monnaie intacte, apercevait le terme de la dépression : au mois de septembre 1936, il ne restait plus trace de cette espérance.

TITRE III

LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
ET LES
CAUSES MÊMES DE LA DÉVALUATION

Lorsque M. Poincaré affirmait que le problème économique et le problème monétaire ne faisaient qu'un, il pensait probablement que la défense de notre monnaie n'était pas une question qu'il fallait aborder en soi, mais qu'elle devait être la conséquence d'une préalable réorganisation économique.

Ce travail primordial doit lui-même se poursuivre sur deux plans parallèles : il ne suffit pas en effet de protéger le pouvoir d'achat des producteurs en maintenant la valeur des matières premières et en réduisant le coût de la vie, il faut que l'Etat — par sa politique budgétaire — n'impose pas à cette économie en voie de réorganisation, des charges trop lourdes : l'effort accompli par ailleurs deviendrait inutile. En d'autres termes, la question des prix pratiqués à l'intérieur et à l'extérieur d'un pays (et qui conditionne la stabilité de l'étalon monétaire) est le résultat d'une politique économique et budgétaire.

Nous avons montré qu'au terme de l'année 1935, la situation économique française était saine et que, de ce point de vue, on pouvait regarder avec confiance l'avenir de notre monnaie ; en septembre 1936, par contre, les charges sociales imposées à la production ne justifiaient plus cet optimisme. Mais ce n'est là qu'une première conclusion, il nous reste à étudier dès lors, la politique budgétaire de la France pendant cette même période et à examiner les influences qu'elle a exercées sur la question même de la dévaluation :

CHAPITRE I. — *La politique budgétaire française de 1931 à 1936.*

CHAPITRE II. — *Les causes de la dévaluation.*

CHAPITRE I

La politique budgétaire française de 1931 à 1936

I. LES CAUSES DES DIFFICULTÉS BUDGETAIRES

Avant d'entreprendre l'histoire d'une période où le rôle de Ministre des Finances deviendra chaque jour plus délicat, il n'est pas inutile de souligner tout d'abord la cause même des difficultés qui allaient se présenter successivement.

En 1930, la France, moins tributaire que d'autres pays, des échanges avec l'étranger, était encore sous l'effet de l'impulsion donnée à la production par la stabilisation monétaire de 1928 : notre pays pouvait s'imaginer qu'il resterait étranger à la dépression économique dont le monde souffrait déjà, et qu'il pourrait continuer à dépenser largement les revenus que la récente dévaluation du franc faisait paraître inépuisables.

M. Germain Martin dans une récente étude — à laquelle nous nous référerons ultérieurement — résume ainsi cette situation particulière « dès 1930, la France a perdu le souvenir des difficultés de 1926. L'opinion n'a pas la réserve de M. Poincaré sur le caractère précaire des résultats obtenus. On prend pour une manifestation de la prospérité les conséquences d'une dévaluation monétaire qui provoque une élévation nominale des prix à l'intérieur et facilite à l'exportation, pendant une période d'ajustement des divers éléments du

coût de production, la vente des produits français. La prospérité économique détournait l'opinion du spectacle inquiétant de la crise sévère qui se développait aux Etats-Unis et en Angleterre » (1).

Nous avons vu qu'au cours des premiers mois de 1929, la situation provisoire de l'exercice de 1928 laissait un excédent supérieur à 2 milliards, les plus-values augmentèrent dans la suite : à cette époque, les allègements fiscaux devaient apaiser les contribuables exigeants : du 30 décembre 1928 au 26 avril 1930, plus de 5 milliards et demi de dégrèvements étaient accordés, cependant que sous la pression des Chambres et pendant la même époque, 12 milliards de crédits supplémentaires étaient votés : de nombreuses catégories de secours étaient augmentées, le Président du Conseil acceptait l'allocation du combattant ; les lois sur les retraites ouvrières et sur les assurances sociales contenaient en puissance une aggravation continue de dépenses supplémentaires.

Le budget de 1930-1931 dont la discussion difficile entraîna la chute de M. Chéron, fut voté en Avril 1930, après fixation des crédits à 50.500 millions, les contributions des collectivités locales dépassaient 10 milliards et la Caisse d'Amortissement recevait 7 milliards de recettes fiscales : un effort de près de 70 milliards était demandé aux contribuables ; pour cet exercice, le montant des charges était augmenté de 27 % par rapport à 1927.

Ces faiblesses qui s'expliquent par l'euphorie des années 1928 à 1930 ne méritent aucune indulgence : lorsqu'elles furent autorisées, tous leurs effets auraient dû être

(1) M. Germain-Martin : *Problème financier de 1930-1936*, pages 27 et 28.

prévus : « les difficultés qui se présenteront pour les budgets futurs viennent de ce que les conséquences effectives de certaines lois dépassent les prévisions de dépenses faites au moment où elles furent votées, ou la progression des recettes sur lesquelles on comptait pour les gagner » (1).

Après la stabilisation de notre monnaie, il se produisit entre la nouvelle parité du franc et le niveau des prix une adaptation qui contribua à élever les charges publiques, mais l'erreur de cette époque fut d'affecter les plus-values à de nouvelles dépenses qui demeureraient sans contrepartie le jour où l'arrêt de l'activité mondiale devait atteindre notre production nationale et effacer ces éphémères excédents budgétaires.

Une nouvelle difficulté s'ajoutait du fait de la défense nationale : sous peine de compromettre la sécurité du pays, il fallait organiser la protection de nos frontières et reconstituer les stocks de guerre.

Ainsi se dessine le cadre dans lequel devait se voter nos différents budgets : tandis que l'opinion publique, sous l'influence de temps heureux, devient de plus en plus exigeante, la crise économique apparaît progressivement en France, crise agricole qui diminue le pouvoir d'achat des masses, crise industrielle qui atteint l'ensemble des producteurs et des ouvriers, et qui se traduisent toutes deux par un effondrement progressif des prix au détriment de l'Etat, cependant que la nécessité d'assurer notre sécurité et d'exécuter un programme naval augmentaient les charges publiques.

(1) M. Piétri, dans l'exposé des motifs du budget, 1931.

II. LES DIFFÉRENTS BUDGETS DE LA CRISE

A. *Les budgets de transition.* — Lors de l'élaboration des différents budgets que nous allons étudier, l'attention du Ministre des Finances aurait dû être attirée par la question si importante des dépenses publiques : il fallait les ajuster — imitant en cela l'économie privée — aux recettes qui diminuaient chaque année. Si ce souci domine les successives déclarations ministérielles, il n'inspira guère les mesures qui les suivirent. Personne n'ignorait cependant qu'un déséquilibre constant entre les dépenses et les recettes de l'Etat provoquerait fatalement la dépréciation de notre monnaie.

Le budget de 1931-1932 fut le premier à souffrir de cet état de choses : tandis que sous l'influence de la crise, la matière imposable commençait à se contracter et que l'insuffisance des recettes devait se monter à 1.375 millions, des dispositions peu efficaces réduisirent les dépenses. M. Germain-Martin étendit le rôle de la Caisse d'Amortissement par une convention du 12 Septembre 1930 : elle fut chargée non seulement de l'amortissement des Bons de la Défense Nationale et de la Dette perpétuelle (de par sa constitution même) mais encore de l'amortissement annuel et contractuel des titres remboursables par annuités.

Le budget de 1932 se présenta comme un « budget de transition » car aux précédentes difficultés, devait s'ajouter la proximité des élections : la crainte de reparaître dans les circonscriptions dissipa toute idée de remaniement fiscal et toute tentative d'économie, cependant que le déséquilibre s'accroissait tenant à des causes que nous connaissons maintenant : application de la loi sur les assurances sociales, allo-

cation du combattant, développement des constructions à bon marché, allocations de chômage qui allaient se multiplier. Devant l'impossibilité d'obtenir un équilibre, le Ministre des Finances abandonna la réforme de 1929 qui faisait partir l'année budgétaire du 1^{er} avril et présenta un budget de 9 mois.

Ces difficultés se traduisirent dans la situation de la Trésorerie, le jour où la nouvelle Chambre se réunissait, les disponibilités se réduisaient à 70 millions de francs et sur les 5 milliards de Bons dont l'émission avait été autorisée, il restait un solde disponible d'à peine un milliard. En regard, les prévisions de décaissement, pour le seul mois de juin s'élevaient à 3 milliards ; c'est pourquoi, 10 jours après son arrivée au pouvoir, le Gouvernement procéda-t-il à l'émission d'un emprunt de 3.476 millions pour couvrir les dépenses de la deuxième tranche de l'outillage national. Enfin, pour franchir la période des vacances, deux lois autorisèrent l'émission à court terme d'environ 3 milliards et demi de Bons du Trésor ; pour 9 mois seulement, le déficit devait se monter à 4 milliards environ.

L'atmosphère dans laquelle se développait l'économie nationale ne devait pas faciliter la préparation du budget de 1933 : « la résistance des prix de détail à la baisse, l'élévation des prix de revient qui tentaient à dépasser ceux de tous les pays concurrents, la situation quelque peu artificielle dans laquelle se maintenaient les industries qui ne subsistaient que grâce à la fermeture des frontières ou à l'élévation exceptionnelle des droits de douane, n'inclinaient pas à penser que le pays pourrait reprendre rapidement un régime normal de production et d'échange » (1) ; si les recettes fiscales s'en res-

(1) Germain-Martin : *op. cit.*, p. 124.

sentaient, le sort de la Conférence de Lausanne ne permettait plus de maintenir au profit du budget, un prélèvement sur les versements éventuels de l'Allemagne, enfin des charges supplémentaires devaient provenir du déficit du budget annexe des P. T. T. et de l'exploitation des chemins de fer. En 1933, il fallait trouver au moins 6 milliards de recettes nouvelles pour présenter un budget en équilibre. La réalisation de cette tâche devait être d'autant plus délicate qu'un plus large effort fiscal contrariait l'opinion publique, et qu'une augmentation des impôts agissait sur les prix de revient et entravait l'exportation.

En fait le projet de budget ne comportait aucune réforme : on se contentait d'organiser le contrôle du revenu des valeurs mobilières.

Cependant le Président du Conseil, par une formule restée célèbre « déflation ou dévaluation » se rendait compte de la menace que cette situation présentait pour l'avenir du franc, il fit déposer le 1^{er} juillet 1932 une loi « tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire » dont le contenu procurerait un allègement de 4.060 millions, malheureusement le Parlement votait le 15 juillet un projet mutilé et sans proportion avec le plan que le Gouvernement jugeait indispensable. Une seule mesure énergique fut entreprise par la conversion de Septembre 1932 : le sentiment national l'emporta sur toute autre considération et en assura le succès : la loi du 17 septembre 1932 fit réaliser une économie de 1.407 millions.

La question des dettes avec l'Amérique devait faire tomber, le 13 décembre 1932, le ministère Herriot ; à cette époque, le budget de 1933 n'était pas voté et le Parlement s'engageait dans la voie dangereuse des douzièmes provisoires, le jeu de la politique s'opposait à toute tentative d'assainisse-

ment financier véritable, on se contentait d'expédients et nous verrons plus loin que le crédit public était sérieusement atteint.

En fait le budget de 1933 fut voté après cinq douzièmes provisoires, il n'avait pu être entièrement équilibré : les prévisions de dépenses d'après la loi de finances du 31 mai 1933 excédaient de 3.625 millions les prévisions de recettes, et c'est à plus de 7 milliards que fut évalué le déficit.

« Du 18 décembre 1932 au 9 février 1934, six ministères se succédèrent et succombèrent par suite du refus du Parlement d'approuver la politique d'ajustement de la dépense à la recette (1) », du reste, nul n'ignorait que M. Herriot avait été mis en minorité dans un débat sur les dettes, mais que, en fait, les projets financiers d'économies étaient la véritable cause de sa chute.

La tâche qui incombait à M. Chéron, nouveau Ministre des Finances du Cabinet P. Boncourt était de « créer » plus de 10 milliards de recettes ; deux sortes de mesures furent préconisées : des économies, pour un montant de 5.325 millions, dont 2 milliards sur la dette viagère et 2 milliards sur les traitements, des dispositions fiscales pour un montant de 5.368 millions dont près de 2 milliards de suppressions d'exonérations. Mais le plan des experts financiers ne devait pas être approuvé par la Commission des Finances, et le Gouvernement gêné par les conceptions syndicalistes de son chef, donnait lui-même l'exemple des hésitations.

Le 29 janvier, lorsque M. Daladier se présenta devant les Chambres : « l'échéance de la journée put très difficilement être assurée, dix milliards de déficit dans un budget dont la discussion n'était pas encore commencée, un Trésor

(1) Germain-Martin : *op. cit.*, p. 227.

dont toutes les ressources étaient alors épuisées, des échéances qui, pour les quatre mois à venir, atteignaient 15 milliards de francs » (1).

L'ère des difficultés s'accroît davantage, il paraît inutile de montrer la divergence qui existe entre la volonté des Présidents du Conseil qui affirment dans leur déclaration ministérielle le désir de ne pas voir « une telle situation se prolonger indéfiniment » et l'attitude de la Chambre des Députés qui repousse systématiquement tout plan sérieux de réforme.

Pendant cette succession de ministères qui est une des pages les plus pénibles de notre histoire politique intérieure, la Trésorerie put faire face à ses obligations grâce à une émission de 10 milliards de Bons à long ou à moyen terme que la loi du 9 mars 1933 avait autorisée.

Ainsi on put traverser un moment particulièrement critique, car à cette époque, l'or sortait régulièrement de la Banque de France et diminuait les facultés de placement des Bons auprès des banques françaises. En 1933, notre Institut perdait en effet 6.170 millions d'or ; c'était le résultat des incertitudes de notre situation budgétaire qui encourageait la spéculation contre le franc et déterminaient des sorties de capitaux. L'existence d'un déficit qui oblige le Gouvernement, comme nous le verrons plus loin, à émettre des emprunts à des taux croissants, affecte par contre-coup le loyer de l'argent à court terme. Ce renchérissement réagit sur les prix industriels et conduit au déficit commercial : « déficit commercial et déficit du budget peuvent apparaître comme les deux aspects complémentaires d'une même crise » (2).

(1) Paroles de M. G. Bonnet. *Journal Officiel* du 23 octobre 1933.

(2) Germain-Martin : *op. cit.*, p. 233.

Notre Trésor fut également secondé par la dévaluation du dollar (en avril 1933 (1)) qui provoqua un afflux de capitaux étrangers : c'est la raison pour laquelle le volume des Bons passa du 31 mai au 31 août de 10 à 13 milliards, mais les difficultés croissantes entraînèrent le 25 décembre 1933, l'autorisation d'une nouvelle émission de 10 milliards et une émission effective de 8 milliards de rentes et d'obligations du Trésor.

Le cabinet de M. Chautemps réussit à faire voter le 23 décembre un projet de redressement fiscal dont le rendement fut évalué à 4.476 millions provenant d'économies de mesures fiscales (l'on vit apparaître l'idée d'une carte d'identité pour éviter la fraude en matière d'impôt général sur le revenu) et de ressources exceptionnelles (monnaie de nickel et loterie nationale). Ce ne furent encore que des expédients. Le problème de l'équilibre budgétaire n'était pas résolu. L'année 1934 s'ouvrait sans que puisse être seulement discuté le projet de budget pour le prochain exercice : deux douzièmes provisoires furent votés d'un seul coup.

Nous savons ce qu'il faut penser de ces « déficits progressifs » qui ne peuvent qu'ébranler la confiance dans la monnaie, confiance que M. Bonnet, chef de notre Délégation à la Conférence de Londres, avait affirmée et garantie. L'opinion réagissait devant ce désordre permanent : les retraits des Caisses d'Epargne se précipitaient pour atteindre du 1^{er} au 15 février 1934 135 millions, et 241 millions du 16 au 28 février ; les sorties d'or étaient constantes : du 2 au 9 février la Banque de France en perdait 1.978 millions et 450 du 9 au 16 février.

(1) Voir dans la première partie de cette étude.

C'est dans ces conditions que se termina la première phase d'une période de crise qui nécessitait un travail très délicat d'adaptation des dépenses aux recettes de la Nation. Ce problème qui, de l'avis unanime des Ministres des Finances, devait être résolu sans délai, s'est aggravé dans des proportions redoutables. Deux années de luttes stériles n'ont permis aucune réforme. Le budget de 1933 fut voté avec 5 mois de retard, le 6 février 1934, le budget est à peine soumis aux délibérations des Chambres : le régime des douzièmes provisoires semble passé dans les habitudes parlementaires. Le crédit public — intact au début de la législature, ainsi que l'a montré le succès de la conversion — est sérieusement compromis : l'affaiblissement du cours des rentes, les sorties d'or (voir plus loin) et les retraits des Caisses d'Epargne en mesurent l'effritement.

Dans une atmosphère de guerre civile, M. Doumergue prenait le pouvoir.

B. *Les budgets de réforme.* — La déclaration ministérielle est sobre : elle n'en inspire que plus de confiance « la trêve n'est pas moins indispensable pour donner rapidement au pays un budget qu'il attend et dont le vote, à bref délai, doit sauvegarder la solidité de sa monnaie » (1).

M. Germain-Martin, seul Ministre des Finances du cabinet Doumergue, entreprend de faire voter très rapidement ce budget. Afin de ne pas se heurter à l'obstacle matériel d'une discussion de la loi de finance par les Chambres, il eut recours à une procédure exceptionnelle : la loi spéciale du 19 février 1934 décida en effet de voter en bloc et non par chapitre, les différents crédits : notre histoire finan-

(1) *Journal Officiel*, 17 février 1934.

cière n'offre pas d'autres exemples d'une dérogation à la règle posée en 1871.

Le budget de 1934 fut promulgué le 28 février, en fait, il présentait encore un déficit comptable de plus de 700 millions, mais l'article 36 de la loi de finance autorisait le Gouvernement « jusqu'au 30 juin 1934 à prendre, nonobstant toutes dispositions législatives contraires, par décrets rendus en conseil des Ministres et contresignés du Président du Conseil et du Ministre des Finances, les mesures d'économie qu'exige l'équilibre du budget. Ces décrets seront soumis à la ratification des Chambres avant le 31 octobre 1934. Ils auront force exécutive jusqu'à décision du Parlement ».

Muni de ces pouvoirs, le Gouvernement eut pour premier objectif de réduire le déficit budgétaire que M. Germain-Martin évaluait à 4 milliards.

Dès le 4 avril, un « premier train de décrets-loi » prévoyait 2.760 millions d'économies, ce programme comprend plusieurs mesures de détail qui se rapportent soit à une révision plus serrée des crédits, soit à des réformes immédiatement réalisables (réduction du nombre des fonctionnaires, réforme du régime des pensions civiles et militaires, suppression de cumuls et d'offices, augmentation du prélèvement sur les traitements publics), soit enfin à des améliorations possibles de certains services publics.

Le 14 avril, un second train d'économies est destiné à achever le rétablissement de l'équilibre. Il détermine les sacrifices demandés aux anciens combattants en instituant un prélèvement temporaire de 3 % sur leurs pensions et leurs retraites, il réalise une économie supplémentaire de 1.200 millions.

Puis le Gouvernement s'attaque au déficit des grands réseaux et au problème des assurances sociales.

Le 20 avril, paraissent les décrets-lois sur les transports: les mesures prises ont pour but de réduire les charges qui pèsent sur l'exploitation des chemins de fer et de coordonner rationnellement leur activité avec celle des autres modes de transport. On escompte une réduction du déficit de 2 milliards par exercice. Quant au régime des assurances sociales, s'il n'est pas remanié, il permet cependant de dégager des sommes importantes qui sont affectées à la réalisation du vaste plan de travaux publics élaboré par M. Marquet, Ministre du Travail.

La réforme fiscale fait l'objet de la loi du 6 juillet qui, tout en établissant certains grands principes, laisse au Gouvernement le soin d'en édicter par décrets les modalités. Elle a pour but de faciliter par tous les moyens la reprise économique : il fallait créer, en effet, un milieu favorable à la baisse du coût de la vie et redonner à l'industrie des possibilités de gain. Pour cela, certains impôts sont supprimés, les taux sont réduits dans des proportions importantes, notamment en ce qui concerne les impôts sur le revenu.

Par le seul principe d'autorité, M. Doumergue obtient, en quelques semaines, le vote rapide du budget, des décrets-lois d'économie et une réforme fiscale. C'est à l'abri de toute discussion parlementaire que nos finances purent s'adapter à l'état de dépression économique que nous traversons.

Cette impression de retour à l'ordre et d'apaisement politique facilita un large placement de Bons, le 12 juillet 5 milliards d'obligations du Trésor 4 % furent souscrites et, une seconde émission, sous forme de Bons 4,5 % à moyen terme et pour un montant de 8,7 milliards, donna

le 20 octobre une certaine aisance à la Trésorerie. De 74 milliards au mois de février, l'encaisse de la Banque de France passe à 80 milliards à la fin de juillet.

Cette œuvre d'assainissement devait se faire sentir dans l'élaboration du budget de 1935 : contrairement à la politique habituellement suivie en France, les préparateurs s'attachèrent à calculer le rendement probable des recettes avant d'établir le budget des dépenses, ils considérèrent que la situation économique ne permettait pas d'évaluer les recettes de 1935 à un chiffre supérieur à celui de 1934. Quant aux crédits, le Ministre des Finances décida de les fixer au total des dotations définitivement accordées pour l'exercice en cours, déduction faite de toutes les économies réalisées depuis le vote de la loi de finances de 1934, de sorte que, au lieu du chiffre de 50.162 millions, on obtint celui de 47.817 millions. En définitive le budget déposé présentait un léger excédent de 38 millions.

Seulement, dès le moment où le péril monétaire semblait éloigné, la preuve était faite que la majorité parlementaire ne soutiendrait plus le Président du Conseil : la Réforme de la Constitution qui était à l'ordre du jour devait être la cause de l'échec : le 8 novembre 1934, M. Flandin succédait à M. Doumergue.

Abandonnant toute idée de réforme de l'Etat, et désireux de collaborer étroitement avec le Parlement, le Ministère de M. Flandin ne semble pas mettre au premier rang de ses préoccupations le renforcement de la politique de déflation budgétaire dont son prédécesseur — le premier — lui avait enseigné les moyens.

Sans doute, à la fin de décembre 1934, avait-il fait voter le budget précédemment présenté, mais il s'en tint là : le

Président du Conseil, soucieux de rallier derrière lui l'opinion publique, estima que la déflation budgétaire était arrivée à son terme, et que l'équilibre devait résulter d'une amélioration des recouvrements fiscaux, consécutive à une reprise de l'activité économique, or, contrairement à ces prévisions, jusqu'en février 1935, la dépression n'avait fait que s'accroître, les recettes continuaient à fléchir, et chaque mois voyait s'accroître les moins-values fiscales, pendant ce temps la Trésorerie absorbait progressivement toutes les disponibilités, à tel point que la loi du 31 janvier 1935, dut élever le plafond des Bons de la Défense Nationale de 10 milliards à 15 milliards.

Pour faciliter la reprise économique, M. Flandin s'efforça d'abaisser le taux de l'intérêt, mais son plan devait être voué à l'échec, car aucune réforme (ni aucune menace) ne peut atteindre la thésaurisation due à un sentiment toujours accru d'incertitude : l'union des Français n'existe qu'à la veille du danger, toute crainte écartée, les passions politiques reprenaient leurs droits : les élections municipales du 11 mai marquèrent une tendance vers l'extrême-gauche, aussi des sorties d'or de plusieurs centaines de millions se firent quotidiennes, et il paraît inutile de souligner comment cet exode, par l'annulation de billets ou de crédits qu'elle entraînait, contractait les possibilités du marché monétaire : en deux semaines, il y eut 2 milliards de bons non renouvelés. Du 10 mai au 7 juin, 10 milliards d'or quittèrent la Banque de France, malgré l'élévation du taux de l'escompte qui passa de 3 % à 6 %.

Les pouvoirs exceptionnels réclamés à nouveau par le Gouvernement furent successivement refusés au ministère Flandin et au cabinet Bouisson, devant une nouvelle crise

monétaire, ils étaient accordés le 8 juin au nouveau Gouvernement d'Union Nationale présidé par M. Laval.

Pour mesurer l'ampleur du danger qui pesait à ce moment sur le sort du franc, il suffit de lire l'article unique de la loi du 8 juin 1935 : « en vue d'éviter la dévaluation de la monnaie, le Sénat et la Chambre des Députés autorisent le Gouvernement à prendre par décrets, jusqu'au 31 octobre 1935, toutes dispositions ayant force de loi pour lutter contre la spéculation et défendre le franc ».

Des pouvoirs qui lui furent confiés, M. Laval fit un usage très large : semblable à l'œuvre accomplie, pour adapter notre économie intérieure au niveau de la crise, le travail poursuivi dans le domaine budgétaire devait tendre, en suivant l'exemple de M. Doumergue, à rétablir l'équilibre et l'ordre financiers. L'élaboration des décrets-lois a été faite en deux étapes principales (1) :

Le 16 juillet 1935, ont été prises les dispositions importantes qui ont un objet plus strictement financier. Une deuxième série de textes, publiée le 30 octobre 1936 ont un rapport plus lointain avec la loi du 8 juin 1935. L'ensemble des mesures strictement budgétaires peuvent se diviser en trois groupes.

a) *Prélèvement de 10 % sur toutes les dépenses publiques* : ce taux, qui a pour objet le rétablissement immédiat de l'équilibre budgétaire, est à peu près universel et ne souffre d'exceptions qu'en ce qui concerne les dépenses dont l'urgence conditionne la sécurité du pays et celles dont

(1) Nous nous sommes inspirés pour la classification de ces décrets-lois de l'article de X*** « Budget, Trésorerie et dette publique ». *Revue d'économie politique*, mai-juin 1936.

la nature particulière commande des aménagements spéciaux, comme les secours de chômage et d'assistance. Toutes les sommes venant à échéance après le 16 juillet 1935 y sont sujettes, y compris les arrérages de la dette publique. Le prélèvement de cette retenue est réglementé. Enfin, une disposition à caractère symbolique et inspirée de la récente pratique anglaise, stipulait que les excédents qui pourraient être constatés dans l'exécution du budget de 1935 et des budgets suivants, seraient, par dérogation à la loi de 1926 qui les attribuaient à la Caisse d'Amortissement, affectés par priorité à la réduction du prélèvement de 10 % sur les dépenses publiques.

b) *Mesures contre les abus et les dépenses excessives.* — Les décrets-lois recherchèrent la suppression des cumuls : des missions de contrôle envoyées dans chaque département devaient soumettre leurs propositions avant le 1^{er} septembre 1935 à une commission centrale. Cette dernière préparait les projets de décrets-lois fixant d'une façon très stricte les conditions dans lesquelles pouvaient être cumulées une fonction, un emploi, une pension publics de toute nature avec une fonction, un emploi ou une pension également publics. Ces décrets-lois qui devaient être publiés avant le 15 septembre 1935, ne le furent, en fait, qu'en novembre 1936.

En matière de suppression de cumuls excessifs, quatre décrets-lois sont intervenus, supprimant la deuxième indemnité de résidence attribuée au conjoint d'un fonctionnaire lui-même fonctionnaire — interdisant le cumul d'une pension d'ancienneté et d'une pension de réversion — supprimant le cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pension pour enfants établies d'après

la loi du 31 mars 1919 — prescrivant enfin une économie de 300 millions sur les pensionnés titulaires d'un emploi d'activité, ce dernier projet ayant du reste été abandonné.

De plus, sont sujettes à révision les pensions temporaires ou définitives concédées pour maladie, ainsi que celles accordées à la suite de blessures ou d'accidents ne résultant pas d'un fait de guerre ou non survenues à l'occasion de service, les pensions des ayants-cause, des militaires ou anciens militaires et victimes civiles décédées. En fait, la seule réduction de pension effectuée directement en vertu des décrets-lois a été celle de 100 % du supplément spécial temporaire de 140 % accordé aux bénéficiaires de pensions de la loi du 31 mars 1919, quand ceux-ci ne sont pas titulaires de la carte du combattant.

Certains décrets-lois allègent les dépenses en augmentant les délais d'avancement des fonctionnaires, en réduisant la contribution de l'Etat à la caisse de garantie des assurances sociales, en portant enfin réduction de dotations budgétaires concernant « certains paiements qui ne correspondent à des services rendus directement à l'Etat ».

Nous passons sous silence certaines réformes qui eurent pour objet essentiel d'organiser et d'uniformiser la comptabilité administrative de chaque ministère et de la soumettre plus étroitement au contrôle du ministère des Finances.

c) *Certaines mesures fiscales.* — Leur objet fut moins de créer des ressources nouvelles que de corriger dans un esprit d'équité l'incidence automatique et parfois injuste des décrets d'économie.

Elles comportent : a) des aggravations de taxes : contributions exceptionnelles sur les revenus supérieurs à 80.000 francs, suppressions de certaines exonérations fiscales dont

bénéficient les titulaires de pensions de la loi de 1919, de la retraite du combattant, des rentes viagères et allocations accordées aux victimes du travail, enfin aggravations de l'imposition des valeurs mobilières compensées par des atténuations en faveur des titres nominatifs.

b) des taxations de matières imposables épargnées par la réduction des dépenses (amendes pénales, produit des jeux, recettes du Pari mutuel) et des impositions spéciales des industries travaillant pour la défense nationale et titulaires de marchés avec la collectivité publique.

En contre partie, d'autres décrets apportent des allègements fiscaux, notamment en ce qui concerne les droits de mutations immobilières.

Telles sont succinctement résumées les principales dispositions prises en application de la loi du 8 juin 1935, par le Gouvernement de M. Laval et qui affectèrent le budget. L'allègement dont celui-ci devait bénéficier était évalué dans le Rapport Général précédant les décrets du 16 juillet 1935 à 7.063 millions, tandis que l'allègement était de 195 millions pour la Caisse Autonome d'Amortissement, de 1.385 millions pour les budgets des collectivités locales et de 2.316 millions pour les chemins de fer. Soit un effort total d'économies de 10.959 millions.

Cependant, lors de la préparation du budget de 1936 l'économie à provenir des décrets-lois n'était plus évaluée qu'à 5 milliards et demi, car certaines atténuations à ces dispositions avaient été imposées alors qu'il eût fallu les compléter en s'attaquant aux abus constatés ; malgré les offensives qui se succédèrent contre le Ministère d'Union Nationale, M. Laval parvint à faire voter le 31 décembre, le budget de 1936.

Ce budget qui rend manifeste la déflation considérable des dépenses publiques, présente la caractéristique de se diviser en budget général (40.449 millions) et en fonds spécial d'outillage et d'armement (6.265 millions), afin de séparer les dépenses proprement budgétaires de celles qui, par leur caractère spécial, doivent être couvertes par l'emprunt.

Un très grand effort fut accompli pour évaluer les recettes avec réalité, dans ce but des modifications importantes furent apportées aux méthodes traditionnelles : la règle dite « de la pénultième année » avait été abandonnée pour certains impôts qui faisaient l'objet d'une évaluation directe (pour les 4/5^e du budget français environ), désormais un certain automatisme fut appliqué pour l'estimation de ces impôts, de plus des corrections furent effectuées en déterminant des coefficients de fléchissement applicables aux produits des principales cédules et de l'impôt général sur le revenu. Ainsi, les recettes fiscales de 1936 accusent par rapport à celles de 1935 un abattement de 20 %.

Lorsque le ministère de M. Laval dut, comme celui de M. Doumergue, céder à la défection des ministres radicaux, le problème budgétaire était provisoirement résolu. Mais, pour éviter la dévaluation du franc, il aurait dû l'être dès le début de la législature. Le crédit public, nous le verrons, a souffert du retard apporté à l'assainissement des finances de l'Etat : traîné en longueur, il contribue à affaiblir l'économie d'un pays, et non à le réorganiser.

Le ministère de M. Sarraut devait assister à une vive offensive contre les décrets-lois et contre l'équilibre budgétaire si péniblement acquis. Ceci est naturel si l'on se souvient que cette période devait coïncider avec le retour des députés devant leurs électeurs : personne n'osait plus sou-

tenir une politique de restrictions, bien au contraire « l'humanisation de ces décrets-lois », la caisse des pensions et le fonds national de chômage devait être le triple objectif que certains cherchaient à atteindre. Mais le Sénat, dans le souci de sauvegarder le franc, repoussa ces projets.

Avant de se séparer et pour donner à la Trésorerie l'aide nécessaire, les Chambres élevèrent le plafond de la dette flottante de 15 à 21 milliards en autorisant le Gouvernement à émettre des Bons du Trésor pour le financement de fonds spécial d'outillage et d'armement.

Ce n'est donc pas en tirant la leçon de ces premières années de stérile agitation ou en cherchant à perfectionner le redressement tardif obtenu par les Gouvernements d'Union Nationale, que la législature s'achevait : elle s'efforçait de détruire l'effort si péniblement entrepris à la dernière heure.

C. *Le retour à la prodigalité.* — Le nouveau Gouvernement devait transformer la conception même de la politique financière : ceux qui avaient reçu la mission de réorganiser l'économie sociale de la France n'acceptaient pas la soumission de leur programme aux nécessités de l'équilibre budgétaire. M. Germain-Martin donne la liste des seules dépenses engagées sans contre partie et qui furent adoptées avant la séparation des Chambres : (1)

(1) M. Germain-Martin : *op. cit.*, page 377.

	<i>millions</i>
— Abrogation ou revision des décrets-lois d'économie	1.400
— Dépenses supplémentaires de personnel résultant pour l'administration publique de l'application des lois sociales..	1.000
— Grands travaux : somme à dépenser d'ici la fin de décembre d'après la déclaration du Président du Conseil....	1.000
— Organisation du tourisme	1.000
— Renflouement des banques populaires.	200
— Augmentation des marchés de travaux de l'Etat et des grands réseaux par suite de l'application de la semaine de 40 heures	1.000
— Augmentation du déficit des chemins de fer, application des lois sociales nouvelles	2.000
— Nationalisation des industries de guerre (chiffre indiqué par le Ministère de la Défense Nationale)	1.000
— Organisation du marché du charbon..	30
— Rapatriement des Français séjournant en Espagne	10
Total.....	8.640

« A ce chiffre, doit s'ajouter un deuxième chapitre de dépenses théoriquement récupérables et dont le montant n'est pas inférieur à 6.500 millions dont 2.400 millions pour l'Office du Blé ».

Il fallait aider la Trésorerie qui supportait tout le poids de ces libéralités. Au mois de juin 1936, il n'existait pratiquement aucune disponibilité, en revanche le Gouvernement se trouvait devant des besoins acquis et impérieux dont l'ensemble est énuméré dans le projet de loi du budget de 1937 :

« — 7 milliards pour les dépenses correspondant aux insuffisances du budget ordinaire et pour les dépenses de la Trésorerie proprement dite,

— 3 milliards pour le remboursement en Novembre-Décembre du crédit anglais.

— par ailleurs on peut évaluer entre 5 à 7 milliards, les charges supplémentaires susceptibles de résulter d'une contraction éventuelle de la dette flottante, des avances à consentir le cas échéant à la Trésorerie de certaines collectivités ainsi que des diverses mesures alors envisagées. Au total, c'est à 16 milliards que pouvaient se chiffrer les prévisions du second semestre » (1).

Pour parer aux besoins les plus pressants, le Gouvernement porta le montant maximum des Bons ordinaires du Trésor à 10 milliards, décida que le montant des avances consenties par la Banque de France à l'Etat, après escompte de plus de 14 milliards, serait désormais inscrit à un compte de bilan. Enfin le 11 juillet, le Parlement était saisi d'une demande d'un nouvel emprunt : il s'agissait de procéder à une émission à court terme de petites coupures (2).

(1) Extrait du projet de loi portant fixation du budget général de l'année 1937. Exposé des motifs : Trésorerie, page XXX.

(2) Voir plus loin les modalités de cet emprunt.

Le 26 juillet, un Ministre d'Etat employait toute son énergie à convaincre la France de prêter son concours au placement de cet emprunt : « en ce moment, dit-il, le Ministre des Finances lance un emprunt. Il est facile de constater l'hostilité qu'il rencontre de la part de certaines banques et des riches associations industrielles. Quand un Etat est en péril au point de vue financier, c'est à la classe riche de faire l'effort le plus important. Si elle s'y refuse, ou mieux si elle se livre à de coupables manœuvres pour saboter l'œuvre de redressement entreprise, son action prend alors le caractère d'une véritable haute trahison et doit être traitée comme telle » (1).

Le Gouvernement annonçait officiellement que « l'Etat était en péril au point de vue financier ».

L'économie française, nous l'avons vu, avait été réorganisée de telle façon qu'elle ne pouvait plus soutenir la concurrence sur le marché mondial, l'élévation du coût de la vie annihilait le bénéfice des producteurs ; la politique budgétaire française, qui à deux reprises, avait fait l'objet d'une énergique déflation des dépenses, retombait dans la voie facile des déficits, la Trésorerie n'était plus aidée par l'épargne publique, le Crédit de l'Etat traversait une crise sérieuse, le franc ne pouvait plus conserver sa parité de 1928.

(1) Discours radiodiffusé de M. P. Faure et prononcé à Châlon-sur-Saône le 26 juillet 1936.

CHAPITRE II

Les causes de la dévaluation

I. — LES DÉFICITS BUDGÉTAIRES

Six années de crise avaient contribué à désorganiser les finances publiques de la France ; les Chambres votaient des budgets à peu près équilibrés, mais les lois de règlements soulignaient la divergence qui s'accroissait entre le recouvrement des recettes et le montant des dépenses : le tableau suivant en est la meilleure preuve (1) :

Exercices	LOIS DE FINANCES		LOIS DE RÈGLEMENTS	
	voies et moyens	ouverture crédit	Recouvrements	Dépenses
1930-31	50.465.079.313	50.398.167.195	50.793.987.252	55.711.630.613
1931-32	50.643.485.295	50.640.509.352	47.943.875.799	53.427.896.106
1932 (9 mois)	41.100.883.494	41.097.501.752	36.038.033.717	40.666.459.521
1933	45.645.851.509	50.486.710.242	43.436.049.685	39.944.596.878
1934	48.281.366.848	50.162.570.005	41.070.287.057	49.882.988.721
1934	46.991.968.737	47.817.011.976	39.485.304.425	49.868.151.698
1935	40.449.887.066	40.306.808.525		
1936	6.265.097.850	6.265.097.850		

Pour atténuer la responsabilité de ceux qui, pendant cette période assurèrent la gestion de nos finances, il faut ne pas oublier que l'état politique de l'Europe et du monde

(1) Extrait du projet de loi portant fixation du budget général de l'année 1937, page XII.

nous obligeait à sacrifier des sommes toujours plus grandes aux budgets de la Défense Nationale. « De 1920 à 1935, il a été accordé 154 milliards à cette fin dont 115 milliards pour les dépenses de personnel et d'entretien et 40 pour les constructions et le matériel neuf. A ces chiffres, il convient d'ajouter 6 milliards pour l'entretien des troupes en pays étrangers. A partir du mois de mai 1935, les dépenses militaires croissent, les programmes de motorisation de l'armée, d'organisation de l'aéronautique, la nécessité d'avoir des unités navales comparables à celles de l'Italie et de l'Allemagne, ont accru les charges » (1). Il y a là d'autre part une source de dépenses incompressibles (2) : les crédits militaires que les partis de gauche eux-mêmes ont jugés indispensables de voter depuis l'entrée en œuvre de la nouvelle législature, ont encore dépassé toutes les prévisions.

Il faut également reconnaître que les déficits budgétaires sont une conséquence de la période même que nous étudions, car les impôts sont assis sur la fortune, et leurs rendements — qu'il s'agisse des contributions directes ou indirectes — subissent les vicissitudes mêmes de la richesse : les moins-values sont donc l'effet de la dépression économique, mais cette considération aurait dû motiver une réforme plus rapide de notre système fiscal. Si depuis 1926, le taux des impôts semblait avoir atteint en France une limite qu'il paraissait difficile de dépasser, on pouvait par le fait même, prévoir les répercussions qu'une crise devait entraîner.

(1) M. Germain-Martin : *op. cit.*, page 331.

(2) Ces crédits sont encore inférieurs à ceux de l'Allemagne qui s'élèvent à 105 milliards de dépenses (valeur franc-français) en 2 ans.

Mais la principale cause de ces déficits perpétuels doit être cherchée dans les pouvoirs financiers dont la Chambre est investie ; la réduction sérieuse des crédits budgétaires ne fut jamais consentie par un vote des Assemblées, il fallut la procédure dictatoriale et rapide des décrets-lois pour mettre de l'ordre dans nos finances ; depuis le mois de mai 1936 où les prérogatives parlementaires sont rétablies, il n'existe plus aucun frein aux largesses démagogiques.

Le mal budgétaire, avec toutes ses conséquences, ne vient-il pas d'une croyance illusoire dans la sagesse de ceux qui nous représentent ?

II. — RÉPERCUSSION SUR LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE ET SUR LE CRÉDIT DE L'ÉTAT

Le déficit du budget constitue pour le Trésor une source très importante des sorties de fonds. Il ne faut pas oublier cependant que la situation délicate que nous allons étudier provenait aussi du déficit des organismes dont il assurait la trésorerie : le Trésor dut consentir des avances aux chemins de fer dont l'exploitation est de plus en plus déficitaire ; dès 1930, la situation du « fonds commun » devient alarmante, son passif est de 1.237 millions.

en 1931 il est de 2.624 millions

en 1932 » 3.681 »

en 1933 » 3.978 »

en 1934 » 3.958 »

en 1935 il est supérieur à 4 milliards, chiffre à peu près identique pour l'année 1936 (1).

(1) Rapport général de M. A. Gardez portant fixation du budget général de l'exercice 1936, page 70.

Il dut également combler le déficit des budgets coloniaux et toute une série de lois l'oblige à faire face à diverses dépenses (telles que l'organisation défensive de nos frontières, les indemnités aux sinistrés des régions envahies, l'électrification des campagnes, le crédit agricole, l'outillage national, sans parler des avances temporaires accordées à des entreprises dont l'utilité et le prestige incontestable faisaient écarter toute éventualité de faillite : Banque d'Alsacé-Lorraine, B. N. C., Compagnie Transatlantique, etc...)

Ce sont les causes qui donnèrent à notre Dette Publique intérieure un mouvement sans cesse accru :

en 1930	elle est de	266	milliards
en 1931	»	271	»
en 1932	»	285	»
en 1933	»	299	»
en 1934	»	318	»
en 1935	»	337	»
en 1936	»	360	»

La dette des grands réseaux (chiffres qui comprennent non seulement leurs obligations personnelles, mais aussi celles que le Trésor leur a imposées et qui sont juridiquement à leur charge) a augmenté dans les mêmes proportions :

en 1930	elle est de	59	milliards
en 1931	»	63	»
en 1932	»	71	»
en 1933	»	78	»
en 1934	»	83	»
en 1935	»	87	»
en 1936	»	91	»

Mais quel que soit le montant de ces émissions, il n'est pas sans intérêt de s'arrêter quelques instants aux conditions dans lesquelles furent émis les différents emprunts qui ont couvert les insuffisances propres du Budget et de la Trésorerie ; nous mesurerons ainsi le crédit de l'Etat.

Jusqu'en 1932, les avoirs du Trésor suffirent aux dépenses et aucune émission n'eut lieu dans le public, mais à partir de cette année, le Trésor, pour se procurer l'argent nécessaire eut recours au marché des capitaux : la loi du 8 avril 1932 autorise l'émission des obligations 4,5 % amortissables en 30 ans pour financer les travaux d'outillage national de la loi du 28 décembre 1931. Cet emprunt qui a procuré 3.476 millions était émis à 940 francs pour 1.000 francs et accusait en fait un taux réel de 5 %.

Par contre, nous devons mentionner les emprunts qui réduisirent les charges de la Dette. Nous avons parlé plus haut des raisons qui avaient suscité la conversion de septembre 1932 : le déficit du budget s'était accentué, la Trésorerie était en difficulté, aussi le Ministre des Finances incorpora-t-il cette mesure dans le plan d'un large assainissement : toutes les rentes furent converties en une nouvelle à 4,5 % ; des précautions furent prises pour diminuer les demandes de remboursement. Afin de faciliter les opérations d'échange, deux tranches furent émises

tranche A, provenant de la conversion des rentes 5 % 1915-1916 et du 6 % 1920.

tranche B, provenant de la conversion des rentes 6 % 1927, 5 % 1928, des obligations 6 % 1927 et des Bons du Trésor 7 % 1927.

Cependant, la confiance dans le crédit de l'Etat diminuait progressivement : quand le 2 novembre le nouveau

fonds 4,5 % a été introduit en Bourse, il a été nécessaire pour tenir compte des conditions de fait du marché, de lui assigner le cours de 96,50, cours qui n'a pas pu être tenu et un fléchissement presque ininterrompu a entraîné ce titre jusqu'au dessous de 93.

La Dette publique a continué d'augmenter en 1933 : mais à côté des emprunts dont le produit doit recevoir une affectation spéciale (emprunt trentenaire des P. T. T., titres émis en paiement des dommages de guerre, obligations émises sous le couvert de la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour le financement des opérations de défense du marché du blé, etc...), il existe une seconde catégorie qui nous intéresse plus directement : la loi du 9 mars 1933 a donné au Trésor une faculté d'émission de 10 milliards d'obligation à long ou moyen terme, pour couvrir l'insuffisance des exercices 1930-1931-1932. Trois émissions ont eu lieu :

a) en mars, des obligations 4,5 amortissables à 150 % en 60 ans qui ont produit 5.176 millions.

b) en juillet, des Bons 4,5 % remboursables en bloc en 10 ans avec une prime de 10 % qui ont produit 3.349 millions.

c) en novembre, des Bons 5 % remboursables à terme unique en cinq ans, qui ont produit 1.594 millions.

« Ces opérations doivent nous retenir pour deux causes : tout d'abord parce qu'elles comportent des modalités de plus en plus gênantes pour le Trésor, le taux réel d'émission s'élève à 5,16 % pour les obligations 4,5 %, à 5,75 % pour les Bons 4,5 % et à 5,70 % pour les Bons 5 %, sans oublier qu'avec les primes qu'il a fallu concéder, il y a eu un accroissement dans le même sens de l'endettement correspondant au capital nominal de ces emprunts. De plus la seule masse des émissions auxquelles le Trésor devait

procéder ne devait manquer d'affecter le crédit public : les cours des fonds d'Etat se sont assez sensiblement effrités. Les deux tranches A et B de la rente 4,5 % de conversion sont tombées respectivement à 93,30 et à 93 francs au 31 décembre 1932 à 85,05 et à 83,40 au 31 décembre 1933 » (1).

Puis, dès le mois d'octobre 1934, le recours à l'épargne a lieu sous forme d'émissions à moyen ou court terme, et ceci s'explique facilement : si l'Etat a dû consentir des taux sans cesse plus onéreux pour les émissions à moyen terme, il eût été obligé d'accepter des conditions plus lourdes encore pour des emprunts à long terme. C'est pourquoi, devant la résistance du marché financier, le Gouvernement tenta de s'adresser au marché monétaire. L'auteur de la chronique du « Budget » dans la « France économique de 1935 » montre que pendant les premiers mois de cette année, l'histoire de la Trésorerie a été l'histoire d'essais faits pour suspendre le recours au marché de l'argent à long terme et y substituer une autre politique ; il se trouve en effet, de par la thésaurisation, une grande masse de capitaux sans emploi. Nous avons précisé dans la première partie de cette étude (2) comment la place de Paris aurait pu devenir à cette époque un marché d'acceptation, la tentative n'avait pas été faite, l'Etat pensa utiliser cette réserve pour combler le déficit de sa Trésorerie. Dans ce but, la loi du 21 février 1935 assouplit les conditions de prise en pension des Bons du Trésor par la Banque de France. Mais après l'échec du marché financier, le marché monétaire se dérobaît lui aussi : la plus grande partie des disponibilités

(1) « Budget, Trésorerie, Dette publique » par X... *Revue d'économie politique*, mai-juin 1934, pages 536 et suiv.

(2) Voir page 33.

sans emploi consistait en effet non pas tant en capitaux thésaurisés à la Banque de France sous forme de comptes créditeurs des grands établissements qu'en capitaux thésaurisés par les particuliers sous forme de billets de banque ; or, s'il était possible d'agir sur les premiers par des mesures techniques, il n'en était pas de même pour les seconds : cette thésaurisation était due à une appréciation pessimiste de la situation.

Dès le mois de mars, il fut donc nécessaire de recourir à nouveau à la Dette à moyen terme : un premier emprunt fut émis pour près de 1 milliard de francs, au taux nominal de 4,5 % et intégralement souscrit par la Caisse des Dépôts et Consignations. Quelque temps après, le Gouvernement autorisé par la loi du 31 février 1935 lançait sur le marché à concurrence de 3.300 millions, des Bons du Trésor 4 % à 3, 6 ou 12 ans. Enfin, en décembre de la même année, survenait le troisième emprunt sous forme d'obligations trentenaires 5 % représentant un capital nominal de plus de 2 milliards. Les taux réels auxquels ces émissions furent effectuées, ont marqué une progression depuis le début de l'année, bien que le dernier emprunt ait été réalisé à des conditions un peu moins onéreuses. Le rendement net pour le porteur des Bons du Trésor émis en mars 1935, s'établissait, selon la date d'échéance 3, 6, 12 ans à 4,73 %, 4,83 % ou 4,80 %. En mai l'emprunt des P. T. T. était réalisé au taux de 5,65 %. En décembre, les obligations du Trésor étaient émises à 5,53 %.

Pendant cette même période, on devait enregistrer une évolution analogue dans la cote des Fonds d'Etat : au cours de l'année 1935, chacune des tranches A et B de la rente de conversion 4,5 % perdait de 9 à 10 points. Il est certain

que cette crise du crédit public était intimement liée à l'évolution de la Dette.

A partir de 1936, la création d'un budget extraordinaire prenant à son compte les dépenses qui jusque-là étaient à la charge de la Trésorerie, ne devait pas améliorer la situation de cette dernière : devant l'impossibilité de recourir aux emprunts à moyen et long terme pour assurer le financement des dépenses du fonds d'armement, d'outillage et d'avances sur travaux, la loi du 23 mars 1936 autorisait, à concurrence de 5.882 millions, le financement de ces dépenses par des Bons du Trésor.

Enfin avec le Gouvernement de M. L. Blum, la méthode devait changer une fois encore : son Ministre des Finances voulait toucher les couches d'épargne que les émissions précédentes n'avaient pu encore atteindre.

C'est pourquoi on est revenu à un procédé d'émission inspiré de celui qui, sous forme de Bons de la Défense Nationale, avait rendu de grands services. Par ce moyen, la question du taux de l'intérêt devenait secondaire : il était fort important qu'elle le fût, car M. Vincent Auriol avait une liberté de décision très limitée, certains titres du Trésor à 14 mois d'échéance ne se capitalisent-ils pas à 10 % !... Le calcul mathématique de l'intérêt à servir aux nouveaux Bons eut conduit à des résultats inadmissibles d'autant plus que l'émission ne peut être que continue, elle commande donc pour un certain temps l'évolution de tous les prix de l'argent sur le marché.

Autorisée par la loi du 24 juin 1936, l'émission doit être d'un montant de 10 milliards ; pratiquement, les deux caractéristiques correspondant aux conditions de fait à res-

pecter étaient d'une part le fractionnement des titres en très petites coupures et d'autre part leur échelonnement sur de courtes échéances.

Les coupures vont de 200 à 100.000 francs et le taux d'intérêt est de 4 % à un an ou de 3,5 % à 6 mois. Cet intérêt est payable d'avance : ces Bons deviennent en effet bancables à trois mois de leur échéance et par conséquent trois mois après leur émission. A partir de ce moment, ils sont escomptables à la Banque de France, comme tous les autres effets publiés à 90 jours de leur échéance. Pratiquement, l'immobilisation des fonds souscrits n'est donc que de 3 mois, de plus, des avances sont permises pendant cette période : c'est peut-être pour cette raison que les taux correspondants de la Banque de France ont été réduits, puisque le 9 juillet 1936, le taux de l'escompte est passé de 4 à 3 %, parallèlement le taux des avances sur titres est ramené de 5 à 4 % et le taux des avances à 30 jours de 4 à 3 %.

La politique budgétaire de la France de 1930 à 1936 avait donc mis la Trésorerie dans une situation particulièrement délicate, pendant cette même époque le crédit de l'Etat ne cessait de diminuer, les capitaux étaient abondants (1) mais ne consentaient à financer les déficits budgétaires qu'à des conditions que chaque émission révélait plus onéreuses. Le tableau récapitulatif des taux de capitalisation que nous donnons à la fin de cette étude mesure l'ampleur de cette baisse.

(1) Sur le montant de la thésaurisation, voir P. Strohl : « La Circulation des billets de 1.000 et de 500 francs depuis la stabilisation du franc ». *Revue économique et parlementaire*, 10 décembre 1935.

III. — *LES RÉPERCUSSIONS DE CETTE SITUATION*

SUR LA VIE ÉCONOMIQUE

L'état particulier dans lequel se trouvaient les finances publiques ne pouvait manquer de réagir sur la vie économique française. Dans la deuxième partie de cette étude, nous nous sommes attachés à montrer l'œuvre que certains Gouvernements avaient entreprise pour adapter les conditions de production française aux conditions mondiales, nous avons remarqué qu'une tendance se dessinait, mais que jamais cette adaptation n'avait été complète.

La principale raison doit être cherchée dans les conséquences mêmes des déficits budgétaires et dans l'effondrement du Crédit public : tandis que la première cause entraînait une élévation progressive des impôts, la seconde influençait le taux de l'intérêt : pendant 5 ans, à quelques exceptions près, ces deux éléments des prix de revient évoluèrent en paralysant l'effort qui était tenté par ailleurs.

M. Germain-Martin dans un tableau qu'il a dressé, nous permet de comparer les charges fiscales qui furent imposées à chaque exercice, il en déduit le prélèvement du fisc sur le revenu national, prélèvement, qui passe de 35 % en 1928 à plus de 50 % en 1935. Aucun décret-loi d'économie ne pouvait compenser cette entrave imposée à la production française.

Le taux de l'intérêt se trouvait également en évolution constante, la baisse des rentes et la hausse du taux de capitalisation des valeurs d'Etat, entraînaient en effet une tension générale sur le marché des capitaux. Les entreprises privées, les commerçants, les industriels, les agriculteurs ne pouvaient emprunter que fort cher, et comme ils sont

obligés d'amortir ces emprunts en les incorporant dans le prix de vente de leurs produits, ils contribuaient ainsi et malgré eux à renchérir le prix de la vie.

Pour cette seconde raison, la concurrence française sur le marché mondial devenait impossible : « maintenir les dépenses de l'Etat à un niveau élevé, c'est fatalement dépouiller le milieu le plus actif et le plus productif de la Nation, c'est introduire dans le prix de revient des éléments incompressibles qui décalent le niveau de nos prix intérieurs comparés aux prix extérieurs, c'est par voie indirecte rendre inévitable une nouvelle manipulation monétaire afin de donner à nos industries exportatrices des possibilités de débouchés à l'extérieur » (1).

IV. — LA SPÉCULATION,

CAUSE DÉTERMINANTE DE LA DÉVALUATION

Les nombreuses difficultés que rencontrèrent la Trésorerie pendant ces dernières années et qui traduisaient la diminution progressive du Crédit de l'Etat ne laissèrent pas d'influencer la situation de la Banque de France et le gage même des billets.

A plusieurs reprises, notre Institut d'Emission traversa des périodes difficiles. Pendant les trois mois qui précédèrent les événements du 6 février 1934, plus de quatre milliards d'or quittèrent la France et au mois de novembre de cette même année, une situation analogue devait se présenter.

En avril-mai 1935 une crise de confiance se manifesta de nouveau à l'état aigu. Du 8 mars au 7 juin, la Banque de France perdit 11.894 millions d'or et ne défend son en-

(1) M. Germain-Martin : *op. cit.*, page 136.

caisse qu'au prix d'élévations répétées du taux de l'escompte qui passe en quelques mois de 3 à 6 %.

A la fin de novembre, la campagne contre M. Laval et sa politique détermine un exode d'or de près de 6 milliards.

La nouvelle législature est accueillie par une vague de spéculation qui entre le 29 mai et le 5 juin entraîne 1.500 millions d'or en dehors de nos frontières: le gage des billets est d'environ 55 milliards, mais l'emprunt du Trésor et diverses autres obligations ramènent l'ensemble des ressources de couverture réellement libres un peu au-dessus de 50 milliards. Du reste, le montant de l'encaisse et ses variations ne forment qu'un des éléments de la tenue de notre monnaie, nous devons considérer également le volume des crédits consentis et le passif de l'Institut d'Emission. Or, à cette époque, le portefeuille commercial reste bloqué à son maximum de 19 milliards, quant aux engagements à vue de la Banque de France, leur diminution est insignifiante ; la résultante générale s'exprime par un nouveau fléchissement de la ratio (1).

On sent alors que le Gouvernement est moins affirmatif sur l'intangibilité du franc, il ne peut en être autrement lorsqu'il considère l'état de stagnation dans lequel il fait vivre notre économie et le déficit que va présenter le budget de 1937.

La sortie du métal précieux se poursuit : les négociations avec l'Amérique et l'Angleterre déclenchent la crise finale. Du 8 juin au 26 septembre, les sorties d'or s'élèvent à 6.338 millions, dans la dernière semaine de septembre, les avances de la Banque de France à l'Etat, autorisées par

(1) Voir le tableau de cette ratio en annexe.

l'article 3 de la Convention du 18 juin 1936 marquent un accroissement de 400 millions, elles atteignent à cette époque le chiffre de 1.500 millions.

C'est donc la cinquième fois que l'encaisse est fortement attaquée depuis que la politique d'économie budgétaire a dressé contre elle une coalition d'extrême-gauche. Pour dénouer les crises précédentes, il suffisait de relever le taux de l'escompte et d'entendre le Gouvernement, d'accord avec le Parlement, déclarer que la dévaluation monétaire n'était pas à l'ordre du jour. La Banque a refait le geste traditionnel le 24 septembre, confirmant ainsi « qu'il est plus facile de changer le nom d'une institution et de ses administrateurs que de modifier des méthodes consacrées par l'expérience et le bon sens (1) ». Mais les résultats ne furent pas identiques.

En septembre 1936, la dévaluation du franc s'imposait-elle ? L'encaisse de la Banque de France était tombée à 50 milliards 111 millions : à cette époque, elle apparaît donc sensiblement la même qu'en septembre 1931, à un moment où le franc se rangeait parmi les meilleures monnaies du monde et où notre Institut avait une puissance incontestée. Mais pendant cet intervalle, des changements sont intervenus sur le marché monétaire : « les sorties d'or qui se sont produites depuis un an ont irrémédiablement tari les ressources du marché monétaire français. Les Gouvernements se sont donc trouvés dans l'alternative de réduire leurs besoins de Trésorerie ou de recourir à l'Institut d'Emission. Dès la fin du ministère de M. Laval, ont commencé les emprunts directs de l'Etat à la Banque, ils se sont

(1) *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques*, 26 septembre 1936.

développés sous le Gouvernement Sarraut. La Convention du 18 juin 1936 a, en quelque sorte, consolidé les avances occultes à concurrence de 13.850 millions (art. 1 et 2) tandis que, par son article 3, elle ouvrait la possibilité de nouveaux prêts » (1), dont nous avons vu le montant plus haut.

Pendant ce temps, la circulation des billets augmentait puisque du 1^{er} mai 1935 au 25 septembre 1936, elle augmentait de 750 millions, tandis que l'encaisse diminuait de 32.525 millions.

« En dépit d'une valeur analogue du stock métallique, il serait donc vain de comparer la situation de 1936 avec la position de la Banque au moment où la circulation était de 76 milliards, le Trésor directement ou indirectement créateur de 12 milliards et le marché monétaire de 11.

Dans les conditions du mois de Septembre 1936, l'abaissement de 51,42 % de la proportion de l'encaisse aux engagements correspond à une situation qui devenait à bref délai sans issue » (2).

Deux solutions pouvaient enrayer ce mal : soit obtenir une stabilisation de l'encaisse-or de la Banque de France au moyen d'un relèvement artificiel du point de sortie de l'or, en frappant par exemple ces exodes d'un droit de 20 % mais cela aurait entraîné un contrôle dictatorial des changes qui obligeait le Gouvernement à abandonner sa politique de prodigalité, soit opérer une dévaluation monétaire sans imiter pourtant l'exemple de la Grande Bretagne et de la Belgique qui, en nous précédant dans cette voie, avaient rempli les conditions préalables : l'ordre budgétaire et l'ordre social.

(1) J. F. Compeyrot : « La dévaluation ». *Revue politique et parlementaire*, octobre 1936.

(2) J. F. Compeyrot : article précité.



CONCLUSION

1. — LA DÉVALUATION FRANÇAISE

Au terme de la première partie de cette étude, nous nous étions demandé si la France, isolée dans le monde au point de vue monétaire, pouvait conserver intact l'étalon des valeurs tel que la loi du 25 juin 1928 l'avait défini.

Au mois de septembre 1935, l'adaptation des prix intérieurs au niveau des prix internationaux et la déflation des prix de détail auraient permis à nos producteurs de reprendre confiance — faisant disparaître la principale cause de la dévaluation française — si les déficits croissants de nos budgets n'avaient imposé à cette économie des charges insurmontables.

A partir du mois de mai 1936, le programme économique et social de la nouvelle législature devait enlever tout espoir de sauver le franc, tandis que les répercussions inévitables d'une situation budgétaire angoissante entraînaient la décision du 26 septembre 1936.

Telles sont les seules causes de la dévaluation.

Dans les discours qu'ils ont prononcés à la Chambre des Députés, le Président du Conseil et le Ministre des Finances ont tenu à affirmer qu'il n'y avait pas contradiction entre leurs promesses passées relatives au maintien du franc et leur attitude devant la dévaluation monétaire. La thèse était délicate à défendre, d'autant plus qu'il était difficile de rejeter tout le mal sur une politique de déflation dont nous connaissons les effets. Ainsi l'un et l'autre Mi-

nistres ont-ils incriminé d'une part les événements extérieurs, de l'autre une campagne de défaitisme financier qui les aurait empêchés de mener à bien leur œuvre. « Quant à notre effort intérieur, a déclaré le Ministre des Finances, il était sur le point d'aboutir lorsque les événements extérieurs nous ont obligé à engager de lourds crédits pour la Défense Nationale. Dans le même moment d'ailleurs, les mesures sociales votées par nous, devaient donner à l'économie nationale un regain d'activité, et si cette reprise n'a pas suffi, c'est parce que nous n'avons pas pu dès les premiers mois de notre existence ministérielle exercer sur les événements une pression suffisante ».

Et c'est ainsi que le 26 septembre 1936, le Gouvernement français institue un régime de cours forcé contrôlé dont les limites extrêmes de variation sont seules fixées par la loi.

En attendant qu'un décret détermine le taux définitif de convertibilité du franc, il est simplement spécifié que sa valeur oscillera entre 43 et 49 mmg. d'or au titre de 900/1.000. Pour fixer les idées, on ajoutera que le cours du dollar, supposé inchangé par rapport à l'or sera de 20,15 au moins et de 22,96 au plus. Quant à la livre sterling, dans l'hypothèse où le Fonds anglais rétablirait et maintiendrait à New-York l'ancienne parité de la livre, c'est-à-dire 4,96, le cours du sterling à Paris serait coté entre 98 et 111.

Pour garantir l'observation de ces limites, un Fonds de stabilisation est créé. Il est pourvu de 10 milliards, confiés à la Banque de France pour le compte et sous la responsabilité du Trésor. Cette dotation est obtenue par réévaluation de l'encaisse-or restant à l'Institut d'Emission dans des conditions réglées par une convention intervenue entre le

Ministre des Finances et le Gouvernement de la Banque de France.

II. — ENTENTE MONÉTAIRE OU TROISIÈME DÉVALUATION FRANÇAISE

La stabilisation monétaire internationale d'autre part était subordonnée en partie au sort de notre franc : la Grande Bretagne n'entendait pas rattacher la livre sterling au métal jaune si elle n'avait pas de sérieuses garanties sur le maintien de la parité-or française.

Cette parité abandonnée, et le taux fixé comme nouvelle valeur de notre monnaie correspondant à l'ajustement de nos prix intérieurs avec les prix britanniques qui sont les prix mondiaux (1), rien ne s'opposait plus à une entente internationale.

En effet, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1936, paraissait le texte français d'une déclaration qui était publiée simultanément par les Gouvernements français, anglais et américain, nous en extrayons les principaux passages : « Le Gouvernement français, après s'être concerté avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne, se joint à eux pour affirmer une volonté commune de sauvegarder la paix, de favoriser l'établissement des conditions qui pourront le mieux contribuer à restaurer l'ordre dans les relations économiques internationales et de poursuivre une politique tendant à développer

(1) Dans *l'Europe Nouvelle* du 3 octobre 1936, M. R. Auboin et M. Ph. Schwob ont démontré que l'alignement exact demande une dévaluation de 33 %, donc à peu près le maximum prévu. Cependant leurs calculs ne portent que sur les prix de détail, dont l'alignement international est secondaire par rapport à celui de gros.

la prospérité dans le monde et à améliorer le niveau de la vie des peuples.

« ... Ils saisissent l'occasion qui leur est offerte de réaffirmer qu'ils entendent poursuivre la politique pratiquée au cours des dernières années et dont un des objectifs constant est de maintenir le plus grand équilibre possible sur le marché international des changes et de ne rien négliger pour éviter qu'aucun trouble ne soit apporté dans cet équilibre du fait d'une réaction monétaire américaine ou britannique. Le Gouvernement français partage avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Grande-Bretagne la conviction que la continuation de cette politique coordonnée servira les buts généraux que tous les Gouvernements devraient poursuivre...

« ... Le Gouvernement français considérant que la stabilité désirable des principales monnaies ne peut être assurée que sur des bases solides sans que soit préalablement rétabli un équilibre durable entre les diverses économies, a décidé dans ce but de proposer à son Parlement l'ajustement de sa devise... Ces différents Gouvernements déclarent user « de tous les moyens dont ils disposent pour éviter que des troubles puissent affecter les bases nouvelles des changes résultant de l'ajustement envisagé »... Ces Gouvernements « souhaitent et sollicitent la coopération des autres nations pour la réalisation de la politique formulée par la présente déclaration. Ils comptent qu'aucun pays n'essaiera d'obtenir un avantage de charge déraisonnable et par là de contrecarrer l'effort qu'ils entendent poursuivre pour restaurer des relations économiques plus stables ».

Cette commune déclaration nous autorise à reconnaître que la dévaluation française, en tant qu'alignement monétaire est peut-être le prélude d'une entente internationale,

condition du relèvement économique. L'Angleterre et les Etats-Unis ont affirmé que notre dévaluation ne devait être ni une cause ni un prétexte à une dépréciation parallèle de leur monnaie ou à une lutte douanière. Ils désirent que leurs Fonds d'égalisation des changes collaborent loyalement avec celui qui vient d'être créé chez nous pour maintenir en commun la stabilité monétaire, et favoriser la reprise du commerce international.

Si l'événement est important, il convient de ne pas en exagérer la portée : il y a là un accord d'affaire et non pas un contrat proprement dit. Le Chancelier de l'Echiquier a déclaré le 6 octobre en effet que la Livre entendait rester libre de ses mouvements et qu'elle n'était liée ni à l'or ni à aucune autre devise. M. Roosevelt qui a les yeux fixés sur la livre, entend user de tous les pouvoirs monétaires dont il a demandé la prolongation le 6 janvier 1937.

Notre monnaie est donc obligée de tenir par elle-même et toute dépréciation nouvelle, avantageant apparemment notre exportation, ne trouvera pas désarmés les intérêts si réalistes des Anglais et des Américains.

Ce glissement du franc est-il à craindre ? La dévaluation qui aurait dû être le prélude d'une activité économique n'a pu produire ses effets : les conflits sociaux qui divisent les classes productrices de notre pays ont arrêté l'essor des grandes industries françaises. Le maintien de la politique budgétaire actuelle et les besoins d'une Trésorerie qui sollicitera en 1937 près de 30 milliards, découragent l'épargne, le Crédit de l'Etat n'est pas restauré (1). Les

(1) En fin décembre 1936, les rentes retombent au cours d'avant la dévaluation.

conséquences les plus pessimistes sont donc à redouter, si une voix plus sage ne se fait entendre d'ici peu.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu : le Président de Thèse,

H. TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY

ANNEXES

Emissions Françaises (en millions de francs) (1)

I	1931	1932	1933	1934	1935
Valeurs du Trésor à court terme					
Bons de la Défense Nationale....	991	1.177	1.939	142	1.009
Bons du Trésor.....		9.776	349	338	4.195
Remboursement valeurs du Trésor.	2.300	4.862	259	4.052	596
II					
Emprunt de l'Etat français et des collectivités publiques					
Etat		3.765	10.333	14.105	6.469
P. T. T.		2.600	2.307	1.192	1.500
Bons du Crédit agricole.....				214	2.075
Départements, Communes, Colo- nies	5.212	4.035	3.640	2.867	2.968
	6.226	6.902	6.226	5.594	4.244

Montant total de la Dette française (2)

	31.déc. 31	31 déc. 32	31 déc. 33	31 déc. 34	31 déc. 35	31 juil. 36
Dette intérieure	266 431	281.295	295.483	316.120	335.142	349.286
Dette extérieure commerciale....	4.658	4.191	4.056	2.835	2.730	7.476

(1) Extrait de la *Revue d'économie politique*, mai-juin 1936, p. 762.

(2) Extrait du projet de budget de 1937.

Encaisse et Ratio

DATES	ENCAISSE (en milliards)	RATIO en %
1935 4 Janvier	82	80,72
28 Juin	71	73,94
27 Décembre	66	71,50
1936 31 Janvier	65	70,60
28 Février	65	70,89
1 ^{er} Mai	60	64,85
5 Juin	55	59,68
25 Septembre	50,111	51,42

Cours et taux de capitalisation des valeurs à revenu fixe (1)
(36 valeurs à revenu fixe)

Revenu et taux net des valeurs à revenu variable (1)
(300 valeurs françaises, 1913=100)

	VALEURS A REVENU FIXE		VALEURS A REVENU VARIABLE	
	Indice de cours	Taux de capitalisation	Revenu	Taux net
1930 Décembre	93,9	3,97	374	4,16
1931 Décembre	90,9	4,17	295	4,98
1932 Décembre	88,5	4,60	219	3,30
1933 Décembre	80,1	5,75	210	3,53
1934 Avril	77,2	6,32	210	3,53
Décembre	86,8	4,92	192	4,12
1935 Janvier	89,4	4,67	191	3,70
Février	88,1	4,81	189	3,99
Mars	84,7	5,19	188	3,86
Avril	84,5	5,26	186	3,70
Mai	82,9	5,43	186	3,38
Juin	82,8	5,44	186	3,64
Juillet	82,6	5,47	186	3,86
Août	83,5	5,35	182	3,76
Septembre	82,5	5,49	180	3,86
Octobre	82	5,33	179	3,72
Novembre	79,5	5,59	178	3,70
Décembre	79,5	5,59	177,5	3,66
1936 Janvier	79,1	5,61	177	3,31
Février	77,8	5,70	177	3,23
Mars	75,7	5,91	177	3,30
Avril	74,9	6,01	176	3,52
Mai	74,8	6,02	175	3,94
Juin	73,8	6,26	174	4,35
Juillet	73,2	6,28	174	4,80
Août	73,2	6,28	173	4,83

(1) Extrait du Bulletin de la Statistique Générale de la France.

*Taux des avances sur titres de la Banque de France
et des prêts au jour le jour (1)*

	Taux des avances sur titres de la Banque de France	Taux des prêts au jour le jour
1930 Décembre	4,5	1,34
1931 Décembre	4,5	1,5
1932 Décembre	4,5	0,75
1933 Décembre	4,5	1,5
1934 Mars	4,5	2,5
Décembre	4,5	0,75
1935 Janvier	4,5	1,1/8
Février	4,5	1,5/8
Mars	4,5	0,25
Avril	4,5	2
Mai	6,5	5,75
Juin	6	4,75
Juillet	5	3,5
Août	4	3,5
Septembre	4	2
Octobre	4	2,5
Novembre	7	3
Décembre	7	5,5
1936 Janvier	5,5	3,1 8
Février	5	3,25
Mars	6	3,5
Avril	8	3,5
Mai	8	3,5
Juin	6	4
Juillet	5	3,1/8
Août	4	3,1 8

(1) Extrait du Bulletin de la Statistique Générale de la France,

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- AFLALION. — *L'or et sa distribution mondiale* (Dalloz 1932).
- BAUDHUIN. — *La dévaluation du franc belge* (Desclée de Brouwer, 1935).
- BLAGOYEVITCH. — *Le problème d'une monnaie internationale* (thèse, Paris 1929).
- BOISSARD. — *Les échanges internationaux et la politique douanière française au cours de la crise économique* Rapport adopté par le Conseil National économique (Paris, Imprimerie Nationale, 1932).
- BORDAZ. — *La dévaluation, le Commerce et les prix* (Supplément au Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques 1935).
- BROSSARD. — *L'économie dirigée de 1929 à 1934 aux Etats-Unis* (thèse, Paris 1934).
- DELAISI. — *La bataille de l'or* (Payot 1933).
- DESMYTHÈRE. — *Réduction du taux de l'intérêt en France* (thèse, Paris 1935).
- DOLLEANS. — *La monnaie et les prix* (Paris 1905).
- DUFOUR. — *Le problème de l'équilibre budgétaire en France depuis la guerre* (Librairie technique et économique).
- FILIPPI. — *Stabilisation des prix et l'expérience des Etats-Unis* (thèse, Paris 1929).

- HUET. — *La structure des emprunts depuis la fin des hostilités dans ses rapports avec la politique financière générale de la France* (thèse, Paris 1935).
- LHOMME. — *Le taux de l'intérêt et l'évolution économique* Sirey 1936).
- GERMAIN-MARTIN. — *Les problèmes actuels des finances publiques en France* (Payot 1933).
- *Le problème financier 1930-1936* (Domat-Montchrestien 1936).
- MORONI. — *L'agriculture française et le contingentement des importations* (thèse, Paris 1934).
- NOGARO. — *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains* (Librairie générale du droit, 2^e édition, 1935).
- *Les prix agricoles mondiaux et la crise* (librairie générale du droit, 1936).
- *La crise économique dans le monde et la France* (Librairie générale de droit, 1936).
- PINOT. — *La semaine de 40 heures, le chômage et les prix* (Société d'études et d'informations économiques, 1933).
- PIROU. — *La crise du capitalisme* (Sirey 1934).
- *La monnaie française depuis la guerre* (Sirey 1936).
- POSE. — *De la théorie monétaire à la théorie économique* (Sirey 1930).
- PROIX. — *Politique douanière de la France 1927-1931* (Comité d'action économique et douanière, Paris 1931).
- QUINIMAL. — *La réduction du taux de l'intérêt en France à l'heure actuelle* (thèse, Paris 1936).
- RADOSSAVLJEVITCH. — *La monnaie dirigée et la crise* (thèse, Paris 1933).

RIST. — *Essai sur quelques problèmes économiques et monétaires* (Sirey 1933).

— *Interprétation de la chute des prix depuis 1925* (Sirey 1936).

ZOLOTAS. — *L'étalon-or en théorie et en pratique* (Sirey 1933).

Economie libérale, économie dirigée et étalon-or (travaux des économistes de langue française, 1933).

Les décrets-lois de 1935 : Mesures financières, économiques et diverses (Supplément au Bulletin Quotidien de la Société d'études et d'Informations économiques 1935).

La politique financière de la XV^e législature (Supplément au Bulletin Quotidien de la Société d'études et d'Informations économiques 1936).

Cours et phases de la dépression économique mondiale (Nohlin, Genève).

Revue de la situation économique mondiale (S.D.N. Genève, différentes années).

II. — PRINCIPAUX ARTICLES CONSULTÉS OU CITÉS

REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE :

La France économique (livraison de mai-juin des années 1930 à 1937).

BAUDIN. — *Le retour à l'or en Grande-Bretagne d'après les banques anglaises* (1925, p. 685).

DEL VECCHIO. — *Nouvelles théories économiques de la monnaie* (1933, p. 1265).

BASH. — *Dévaluation de la couronne tchécoslovaque* (1934, page 257).

WOLFF. — *Liaison entre prix et monnaie* (Nov. et Déc. 1934).

NAUDIN. — *La politique douanière et les accords commerciaux* (1936, p. 1075).

FROMONT — *La production agricole* (1936, p. 782).

REVUE ECONOMIQUE INTERNATIONALE :

HORN. — *Une solution monétaire à la crise mondiale* (1931, p. 619).

DE FELNER. — *L'or et la question économique mondiale* (1932, page 443).

GOODENOUGH. — *L'or et le retour à la prospérité* (1933, p. 580).

É. D. B. — *La crise de l'étalon-or* (1933, p. 395).

VIGNEUX. — *Le marché monétaire de Londres et l'abandon de l'étalon-or* (1933, page 145).

NOGARÒ. — *Le problème de la dévaluation en France* (Janvier 1935).

RIST. — *Monnaie et commerce* (Janvier 1936).

MASPETIOL. — *Nouveau statut du blé en France* (févr. 1936).
— *L'abaissement du taux de l'intérêt comme élément de la reprise économique* (février 1935).

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE :

ALIBERT. — *La déflation et le budget* (1933, p. 489).

LA CHAPELLE. — *La conférence de Londres* (juillet 1933).

STROHL. — *La circulation des billets de 1000 et de 500 francs depuis la stabilisation du franc* (décembre 1935).

REDOUIN. — *La livre sterling, le dollar et le bloc or* (avril 1935).

COMPEYROT. — *La dévaluation* (octobre 1936).

DIFFERENTES REVUES :

BORN. — *Les problèmes de la stabilisation* (Esprit International 1935).

ROUILLY. — *Incidence des décrets-lois sur les charges de l'exploitation rurale* (Journal d'agriculture pratique 1935, p. 203).

CHAPIO. — *La politique des contingents et le commerce extérieur de la France* (Exportateurs français décembre 1932).

QUESNAY. — *L'internationalisme monétaire et ses conditions* (Revue de Sciences et de Législation financière 1932, p. 79).

FLANDIN. — *Les conditions du rétablissement de l'étalon-or* (Revue de Paris 1933, p. 44).

III. — REVUES - BULLETINS - JOURNAUX

Revue d'économie politique.

Revue économique internationale.

Revue des sciences politiques.

Revue politique et parlementaire.

Esprit international.

Revue de sciences et de législation financières.

Documents de la Chambre de Commerce Internationale.

L'économie internationale.

Journal des économistes.

L'Europe nouvelle.

Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations
économiques (et les suppléments).

L'Information.

Le Capital.

Journal Officiel.

Bulletin de la Statistique Générale de la France.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

TITRE I

L'ISOLEMENT MONÉTAIRE DE LA FRANCE

CHAPITRE I. — *De la dévaluation de la livre à la Conférence de Londres*

I. — La dévaluation de la livre.....	13
II. — La dévaluation du dollar.....	16

CHAPITRE II. — *La Conférence de Londres.*

I. — Le programme de la Conférence.....	21
II. — Etats-Unis et Grande-Bretagne.....	23
III. — Grande-Bretagne et monnaies convertibles.....	25
IV. — Fin de la Conférence.....	28

CHAPITRE III. — *Naissance et désagrégation du bloc-or.*

I. — Naissance du bloc-or.....	31
II. — Désagrégation du bloc-or.....	37
III. — L'isolement monétaire de la France en 1936.....	43

TITRE II

LA DÉFENSE DU MARCHÉ INTÉRIEUR

ET SES RAPPORTS AVEC LA SITUATION DU FRANC

CHAPITRE I. — *La politique de contingentement et la défense du marché intérieur.*

I. — Les premières mesures de protection agricole.....	51
II. — Les mesures de contingentement.....	53

CHAPITRE II. — *L'organisation du marché intérieur.*

I. — Le marché agricole français.....	67
II. — L'organisation du marché du blé.....	72
III. — L'organisation du marché du vin et de l'alcool.....	83

CHAPITRE III. — *Les résultats de 5 années d'isolement économique.*

I. — Adaptation des prix de gros français aux prix mondiaux.....	92
II. — Adaptation des prix de détail aux prix de gros.....	94

CHAPITRE IV. — *Le renversement des tendances.*

I. — Le programme de la nouvelle législature.....	108
II. — Effet de ces mesures.....	110

TITRE III

LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
ET LES CAUSES MÊMES DE LA DÉVALUATION

CHAPITRE I. — *La politique budgétaire française de 1931 à 1936.*

I. — Les causes des difficultés budgétaires.....	121
II. — Les différents budgets de la crise.....	124

CHAPITRE II. — *Les causes de la dévaluation.*

I. — Les déficits budgétaires.....	145
II. — Répercussion sur la situation de la Trésorerie et sur le crédit de l'Etat.....	147
III. — L'incidence de cette situation sur la vie économique.....	155
IV. — La spéculation, cause déterminante de la dévaluation.....	156

CONCLUSION	161
------------------	-----

ANNEXES	167
---------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	171
---------------------	-----

